

**LA
VOX
POPULI**

Révéler la parole des citoyens

**La Vox Populi du Grand Débat National
dans et autour de la métropole
bordelaise**

Mai 2019

Analyse des contributions de la plateforme numérique

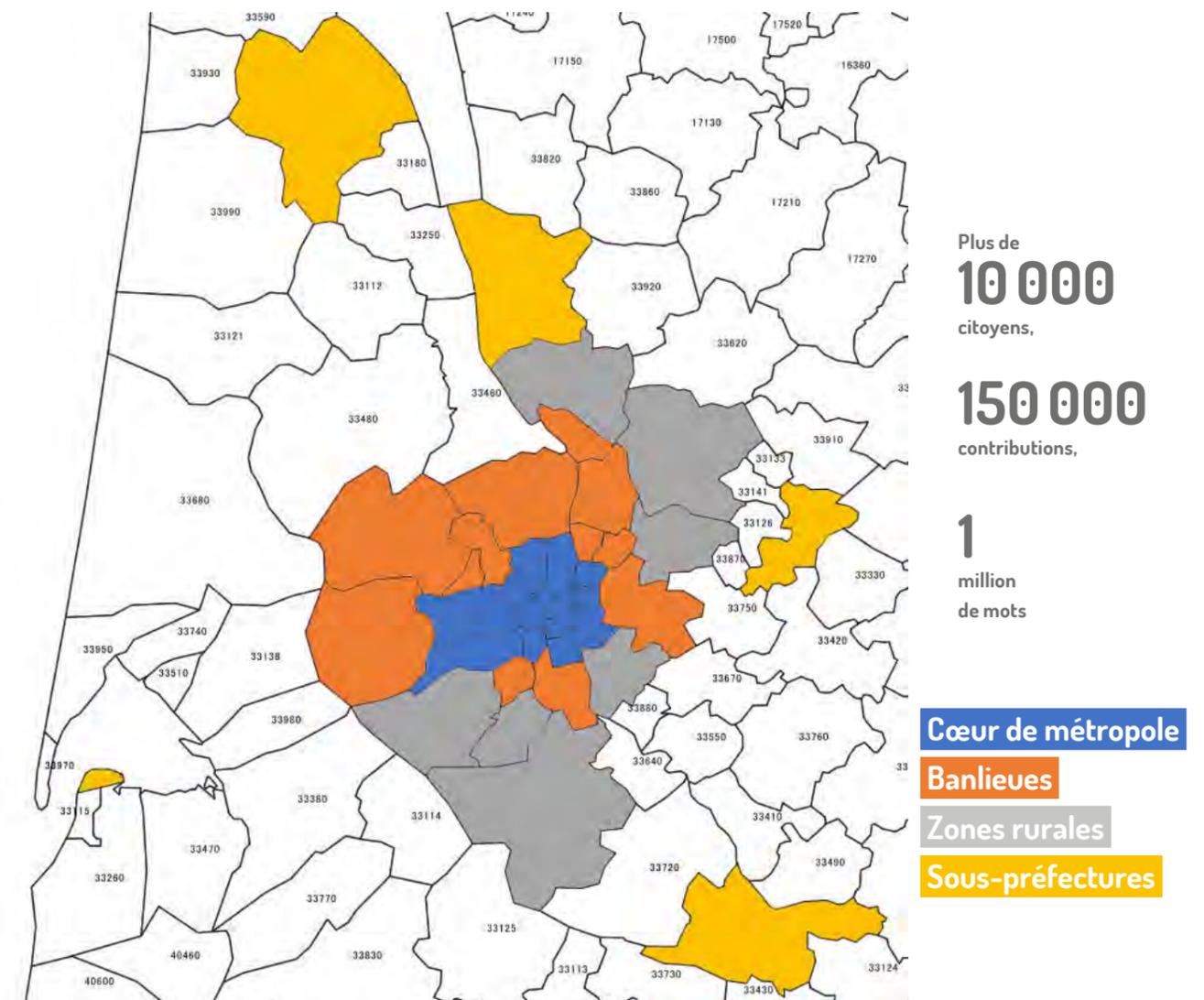
SOMMAIRE

5	Introduction
11	Chapitre 1 La fiscalité et les dépenses publiques
31	Chapitre 2 La transition écologique
57	Chapitre 3 Organisation de l'État et des services publics
87	Chapitre 4 Démocratie et citoyenneté
114	Annexe

INTRODUCTION

LE GRAND DÉBAT DANS ET AUTOUR DE LA MÉTROPOLE BORDELAISE

Analyse des contributions des citoyens à la plateforme numérique du Grand Débat National sur 55 communes de la métropole de Bordeaux et 5 communes de sous-préfectures de Gironde



Né dans le sillage de la crise des Gilets jaunes, le Grand Débat National a été l'occasion d'une procédure inédite de démocratie participative. Sur la plateforme en ligne du gouvernement, plus de 250 000 citoyens ont pu s'exprimer sur les quatre thèmes proposés : transition écologique, fiscalité, démocratie et organisation de l'État.

La plateforme du Grand Débat demandant de préciser le code postal des répondants, nous disposons d'une base géolocalisée des réponses. Chaque territoire peut saisir l'occasion d'examiner les attentes et idées des citoyens, donnant ainsi corps à une forme d'intelligence collective.

Sur la métropole de Bordeaux et les sous-préfectures de Gironde, 10 391 citoyens ont déposé un total de 151 135 contributions représentant 1,3 million de mots.

Pourquoi cette procédure du Grand Débat a-t-elle été originale ?

Entendre la voix des citoyens, c'est d'abord permettre leur expression de la manière la plus spontanée possible : dans les enquêtes publiques, dans les consultations sur les programmations nationales ou territoriales, dans les concertations sur les projets... partout où le décideur demande à la société de donner son avis et d'émettre des propositions.

Grâce aux outils numériques, il est aujourd'hui possible d'associer les citoyens à des décisions publiques autrement que par l'alternative « oui », « non » ou par des options entre

quelques choix multiples définis a priori.

De ces nouveaux outils et processus de démocratie participative il résulte des corpus de textes plus ou moins volumineux, plus ou moins structurés.

Comment analyser des dizaines, des centaines, des milliers de pages d'opinions issues d'une consultation ouverte ? Comment objectiver et traduire les idées sans biais ? Comment faire émerger du sens depuis la complexité d'avis individuels agrégés sans les trahir ? Comment restituer le plus fidèlement possible des valeurs, des opinions, des vues subjectives et des signalements objectifs ?

C'est l'objet de La Vox Populi : restituer le plus fidèlement la voix des citoyens pour que les décideurs publics comprennent leurs idées, leurs représentations, leurs attentes.

Dans l'enquête menée, nous garantissons une triple transparence :

- transparence des données
- transparence des méthodes
- transparence des résultats

Cette data-analyse est un outil qui peut révolutionner les échanges et débats démocratiques.

Une triple transparence :

- transparence des données
- transparence des méthodes
- transparence des résultats

MÉTHODOLOGIE

L'analyse du Grand Débat National sur le périmètre de cette étude concerne 55 communes de la métropole de Bordeaux et 5 communes de sous-préfectures de Gironde.

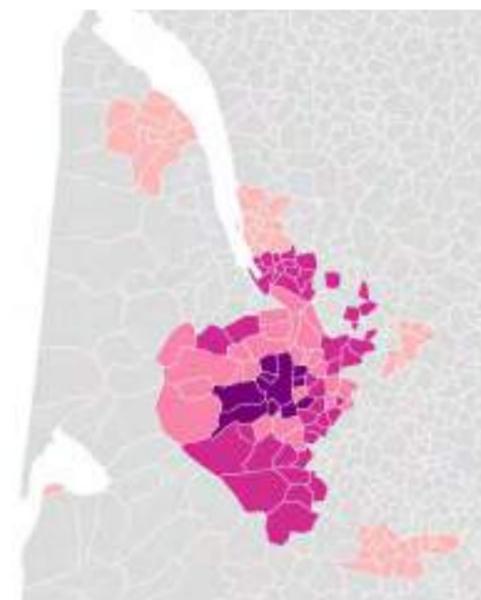
Une première phase a consisté dans la gestion des données : il s'agit de la collecte et organisation raisonnées de données structurées massives (plusieurs Gigaoctets d'informations) présentes dans les fichiers CSV disponibles sur le site du Gouvernement :

- nombre des contributions par thématique, par question, par zone géographique (codes postaux),
- nombre des contributeurs par thématique, par question, par zone géographique,
- data texte par thématique, par question, par zone géographique.

Synthèse des contributions et contributeurs par thèmes et par territoires

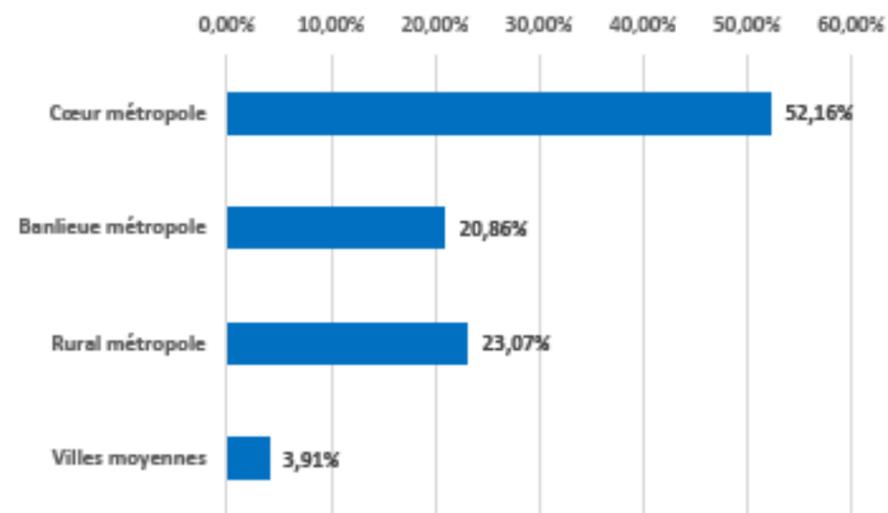
Les 4 thèmes / Les 4 zones	DEMOCRATIE ET CITOYENNETÉ		LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES		LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE		ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS	
	Contributions	Contributeurs	Contributions	Contributeurs	Contributions	Contributeurs	Contributions	Contributeurs
coeur-de-metropole	14460	2042	35795	1530	24843	1781	17186	1138
periphérie-de-metropole	5854	842	13461	493	9890	709	6945	472
rural-extérieur-de-metropole	6385	911	14849	550	10562	770	7903	551
sous-préfecture-gironde	1054	150	2337	87	1752	128	1532	106
global-bordeaux	29944	3386	57549	2128	40685	2925	28957	1952

Densité des contributeurs par territoires :



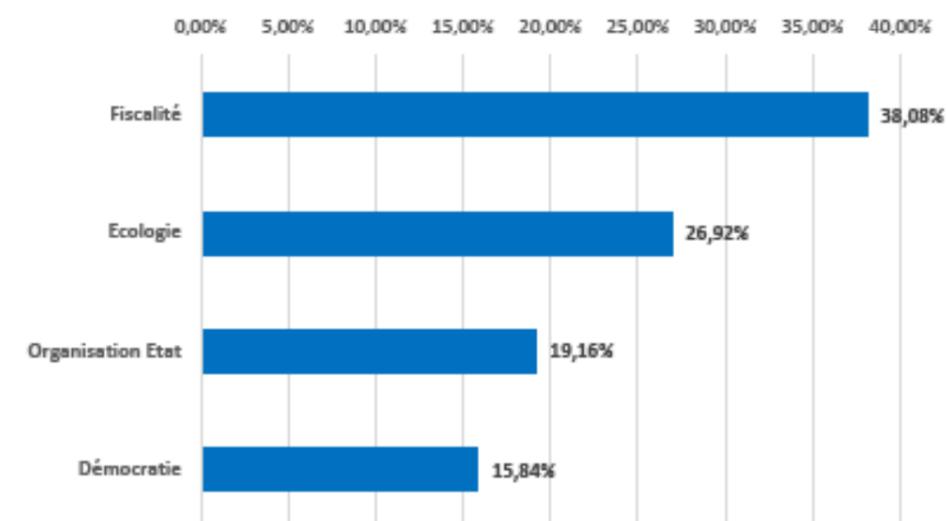
Bordeaux Métropole et sous-préfectures

- 1000
- 2000
- 3000
- 4000
- 5000
- 6000



Part de chaque territoire dans le nombre de répondants

Les zones de métropole ont une participation plus importante,



Part des thèmes dans le volume des contributions

La fiscalité et l'écologie sont les thèmes qui mobilisent le plus.

On observe sur Bordeaux et la Gironde deux traits déjà identifiés par La Vox Populi au niveau national :

- Les zones de métropole ont une participation plus importante,
- La fiscalité et l'écologie sont les thèmes qui mobilisent le plus.

La seconde phase a consisté en une analyse sémantique semi-automatique, objet du présent rapport.

Cette analyse associe les intelligences « artificielle » et « humaine ».

- **Une phase « IA ».** Nos algorithmes réalisent un parsing des corpus collectés, c'est-à-dire une méta-lecture avec analyse morpho-syntaxique préalable à la lemmatisation du texte (identification des flexions des mots présents dans le texte des réponses).
- **Une phase « IH »** (intelligence humaine). Les opérations de méta-lecture effectuées, le repérage puis l'analyse en contexte des mots et syntagmes d'intérêt est effectuée par nos data analysts qui déterminent de manière objectivée les signaux forts et faibles des corpus en matière de thématiques et de sens.

Dans les contraintes de moyens et de temps imparties, le traitement de l'ensemble des questions du Grand Débat National était irréaliste.

Nous nous sommes par conséquent attachés à sélectionner des questions qui présentaient le meilleur « profil informationnel », à savoir des questions ouvertes ou alternatives (avec zones de réponses libres), celles où le citoyen peut utiliser ses mots pour exprimer ses idées et ses priorités. De telles questions favorisent chez les répondants l'expression d'opinions, de propositions concrètes et d'arguments en faveur de leurs propositions et de leurs choix.

L'analyse des résultats montre que les citoyens ayant apporté leur contribution au Grand Débat National via la plateforme numérique l'ont fait en référence à des problématiques nationales. Du reste, l'intitulé même de la consultation et la formulation des questions les y invitaient. Ainsi, des recherches sur le mot « Bordeaux » ne donnent que très peu de contributions, dont certaines sont analysées dans les thèmes Transition écologique et Organisation de l'État. Les répondants n'ont donc pas profité du Grand Débat pour exprimer des préférences ou des critiques expressément centrées sur la politique locale.

Malgré ce constat, même quand ils ne citent pas telle ville ou tel élu, les citoyens ont aussi répondu en fonction de leur expérience personnelle, et donc parfois en fonction de leur perception locale des problèmes. En cela, **il n'est pas indifférent pour les décideurs de Bordeaux et alentours de connaître les sujets écologiques jugés prioritaires dans leurs territoires, de savoir quels services publics sont spontanément mentionnés comme problématiques, de vérifier quels reproches ou quelles louanges sont adressés aux pratiques des élus et des fonctionnaires, etc.** De tels enseignements permettent de « prendre le pouls » des populations et par conséquent de mieux ajuster les politiques publiques aux attentes des citoyens et administrés, y compris au niveau local.

Les réponses des citoyens sont riches, parfois contradictoires. Ce rapport en apporte le reflet. Il n'a pas vocation à dégager des directions fermes et simples pour des politiques publiques par nature complexes, diverses et confrontées à une attente implicite d'individualisation de l'exercice démocratique à l'âge de l'information : c'est là un des enseignements du Grand Débat ! Avoir une intelligence de cette situation nouvelle et une attention accrue à la parole des citoyens est un premier pas pour construire des politiques plus durables, plus inclusives et plus apaisées. À tout le moins, c'est le sens que nous donnons à La Vox Populi et c'est l'esprit qui a présidé à la rédaction de ce rapport.

Une attente implicite d'individualisation de l'exercice démocratique à l'âge de l'information.

Le tableau ci-dessous donne le détail des questions retenues pour chacune des thématiques et leur volumétrie respective.

Démocratie et citoyenneté	Fiscalité et dépenses publiques	Transition écologique	Organisation de l'État et des services publics
Questions analysées	Questions analysées	Questions analysées	Questions analysées
Q1. En qui faites-vous le plus confiance pour vous faire représenter dans la société et pourquoi ? 48275	Q3. Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ? Nbr de mots : 71570	Q1. Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ? Nbr de mots : 27001	Q2. Selon vous, l'État doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ? Nbr de mots : (oui/non)
Q4. Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ? Nbr de mots : 75880	Q6. Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ? Nbr de mots : 49020	Q2. Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ? Nbr de mots : 189658	Q3. Si oui, lesquelles ? Nbr de mots : 20991
Q13. Que faudrait-il faire aujourd'hui pour mieux associer les citoyens aux grandes orientations et à la décision publique ? Comment mettre en place une démocratie plus participative ? Nbr de mots : 62421	Q8. Y a-t-il d'autres points sur les impôts et les dépenses sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? Nbr de mots : 227566	Q16. Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? Nbr de mots : 166320	Q5. Si non, quels types de services publics vous manquent dans votre territoire et qu'il est nécessaire de renforcer ? Nbr de mots : 17913
Q16. Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'État et les collectivités ? Nbr de mots : 39918			Q11. Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ? Nbr de mots : 29808
Q26. Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ? Nbr de mots : 46916			Q20. Comment l'État et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ? Nbr de mots : 35818
Q37. Y a-t-il d'autres points sur la démocratie et la citoyenneté sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? Nbr de mots : 94290			Q33. Y a-t-il d'autres points sur l'organisation de l'État et des services publics sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ? Nbr de mots : 123695
Volumétrie en nbr de mots par thématique			
367700	348156	382979	228225

Total des mots analysés : 1 327 060.



LA FISCALITÉ ET LES DÉPENSES PUBLIQUES

Chapitre 01.

SYNTHÈSE DU CHAPITRE

LES THÉMATIQUES IDENTIFIÉES

Ce qu'il faut retenir

Les premiers impôts dont la baisse est souhaitée sont ceux qui pèsent sur la consommation (près de 56% des réponses), dont la **TVA sur les produits de première nécessité**, facteur de fragilisation des ménages en difficulté.

Viennent ensuite les **impôts sur le revenu** (13%), avec le souhait fréquent que chacun y soit assujéti, puis les impôts locaux (12%), avec approbation de la suppression de la taxe d'habitation et le souhait de voir aussi la taxe foncière limitée voire supprimée.

Pour autant, l'impôt est perçu comme un outil potentiellement intelligent capable de promouvoir des équilibres au sein de la société (exemples de la TVA abaissée sur produits bio ou des ajustements d'impôts selon la taille des entreprises).

Les entreprises, les ménages et la classe moyenne sont les catégories les plus citées. Le syntagme « tout le monde » revient avec insistance comme l'expression d'**un désir d'équité face à l'impôt**... mais avec le constat que ce n'est pas le cas aujourd'hui.

En matière de protection sociale, la thématique de **la santé arrive très nettement en tête** (33%), suivie par l'exclusion et la précarité (17%), les retraites et les seniors (16%).

LA VISION DES DIFFÉRENTS TERRITOIRES

Ce qu'il faut retenir

Il n'y a pas de différences majeures entre les quatre zones sur le niveau de consentement aux différents impôts, en particulier sur les trois catégories les plus citées (impôts consommation, sur le revenu et locaux) où les attentes sont homogènes.

On observe néanmoins que le **cœur de métropole semble davantage concerné par l'impôt sur la fortune**, l'impôt sur le patrimoine et l'impôt sur les entreprises. La CSG, notamment sur les retraités, est citée plus volontiers dans les villes moyennes hors métropole.

Les thèmes majeurs de la protection sociale (santé, exclusion, retraites, enfance) sont homogènes entre les territoires.

Les villes moyennes hors métropole évoquent plus la santé et la sécurité, moins l'éducation, et peu ou pas la justice, le transport ou la culture.

Les Bordelais expriment un fort désir d'équité face à l'impôt.

En matière de protection sociale, la principale préoccupation exprimée est la santé.

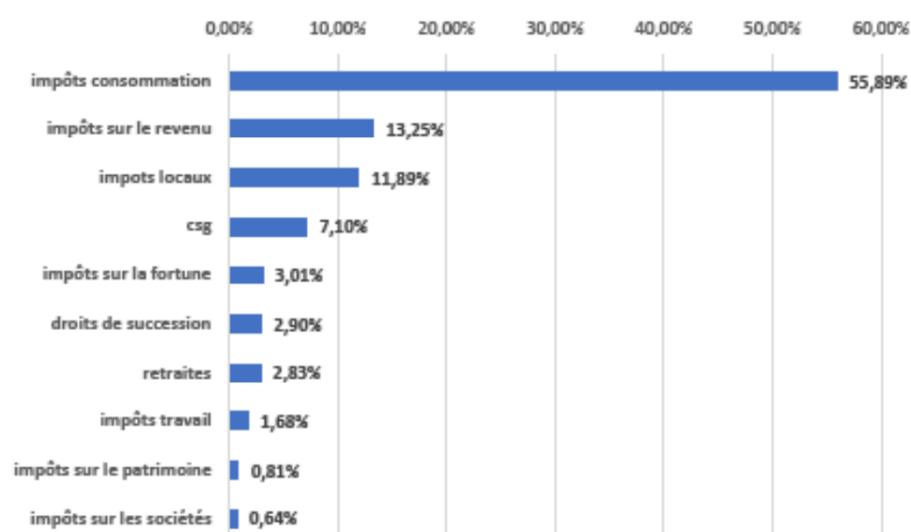
La suppression de la taxe d'habitation est approuvée.

Certains souhaitent aller plus loin en supprimant également la taxe foncière.

BAISSE DES IMPÔTS : LES ATTENTES DES CITOYENS

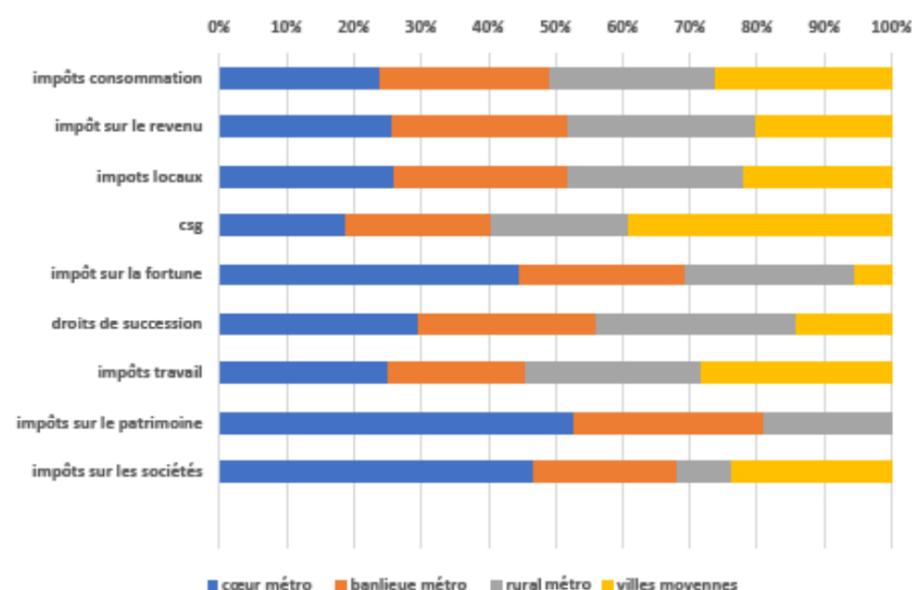
Rappel de la question

Quels sont selon vous les impôts qu'il faut baisser en priorité ?



Nota : les répondants ont parfois cité « le travail » ou « le patrimoine » sans précision sur la nature exacte des taxes ou impôts les concernant, ni de la nature du patrimoine (en ce cas, ils ont été comptabilisés à part, mais cela reste très marginal).

Impôts les plus cités dans l'ensemble des territoires.



Citation des catégories d'impôts selon les territoires.

Le problème n°1 : les impôts sur la consommation

Les impôts sur la consommation sont **majoritairement cités dans les quatre secteurs** géographiques, sans forte distinction entre eux. Bien qu'ils soient légèrement plus cités en sous-préfecture, l'écart entre cette zone et celle qui les cite le moins (la métropole) ne dépasse pas 5 points.

Lorsque ces impôts sur la consommation sont cités, il s'agit principalement du **souhait de voir baisser la TVA**, notamment sur **les produits de première nécessité**. Cette volonté s'accompagne parfois d'une proposition de hausse sur d'autres produits : tabac, alcool, produits de luxe, importés ou transformés.

« Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et hausse sur les produits de luxe »

« Baisser ou annuler la TVA sur les produits alimentaires et d'hygiène de première nécessité - quitte à augmenter la TVA sur les produits de luxe (alimentaires et autres). »

« Diminuer la TVA sur les PRODUITS BIO. Favoriser les produits courants proches du lieu de vente. »

« Suppression de la TVA pour les produits bios ou d'agriculture raisonnée bruts (fruits, légumes, viande, œufs, lait... et création d'un taux à 40% pour les produits très polluants Véhicules diesel 4x4 de haute gamme, produits importés. »

« Jusqu'à 25 % pour les produits ultra transformés ou mauvais pour la santé (Alcool, Plat Préparé, SODA... »

« TVA sur l'industrie du luxe (parfum, confection de luxe, voitures de luxe). »

« Baisse de la TVA sur les produits de première nécessité et hausse sur les produits de luxe. »

« Augmenter la TVA des produits de luxe (en encore plus quand le produit de luxe est importé). »

Impôt sur le revenu : mieux le répartir

C'est le **deuxième impôt le plus cité**, mais assez loin derrière les taxes liées à la consommation. Là aussi, l'écart entre les quatre collègues est peu significatif. Les participants ne souhaitent pas seulement une baisse de cet impôt, mais également sa **réforme**. En filigrane, la question de la répartition de l'impôt sur chacune des classes socio-économiques

apparaît et pose clairement la revendication de **justice fiscale** (plus de progressivité, nouvelles tranches, impôt sur le revenu dès le premier euro gagné etc.).

« L'impôt sur le revenu, vu que les classes moyennes croulent le plus sous cet impôt. »

« L'impôt sur le revenu pour les salariés situés en dessous de 2000€ net par mois. »

« Réforme de l'IR en créant plus de tranches pour le rendre plus progressif. »

« L'impôt sur le revenu en le rendant équitable et obligatoire pour tous les citoyens. »

« Impôt Sur Le Revenu payé par TOUS, fut-ce au bas de l'échelle à un niveau symbolique. »

« L'impôt sur le revenu, en supprimant toutes les niches fiscales. »

« Les seuils de l'impôt sur le revenu pourraient être plus nombreux et plus progressifs surtout dans une période où le numérique à remplacer les "calculs papiers". »

La taxe d'habitation : payer pour habiter est perçu comme une injustice

Les impôts locaux sont **cités en troisième**, presque au même niveau que les impôts sur le revenu. Parmi eux, c'est **la taxe d'habitation** qui est le plus vivement remise en question. Les répondants la perçoivent comme un impôt injuste et souhaitent sa suppression. Une attente de cohérence (on le fait pour tous ou on ne le fait pas) et de justice (trop variable d'un lieu à l'autre) s'exprime sans équivoque.

« Supprimer la taxe d'habitation pour tous. »

« La taxe d'habitation très injuste et surtout trop variable selon les villes et les régions. »

« Remplacer la taxe d'habitation qui est injuste par nature. »

« Suppression de la taxe d'habitation sur la résidence principale pour les revenus fiscaux inférieurs à 5000 euros par mois. »

« Taxe habitation et taxe foncière. aujourd'hui, on paye plus d'impôt en étant propriétaire que locataires. »

« Soit maintenir la taxe d'habitation pour tous, soit la supprimer pour tous. Mais ne surtout pas la maintenir que pour une partie de la population. »

« L'impôt sur le revenu en le rendant équitable et obligatoire pour tous les citoyens. »

« Taxe habitation et taxe foncière. Aujourd'hui, on paye plus d'impôt en étant propriétaire que locataires. »

« Impôts Fonciers, il faut juste les maintenir pour les résidences secondaires cet impôt ne motive personne à se projeter. »

« La taxe foncière : même combat. Nous économisons et nous endettons pour nous acheter un logement et nous devons payer le droit de le posséder. »

La CSG, une préoccupation de retraités

Elle se démarque légèrement du trio de tête et **elle est plus souvent citée dans les zones de villes moyennes hors métropole**. Les participants demandent le plus souvent une **suppression de la CSG pour les retraités**.

« Supprimer la CSG pour les retraités. »

« Supprimer la CSG et CRDS (qui devaient être provisoires) pour augmenter le pouvoir d'achat des salariés. »

« TVA sur les produits première nécessité Taxe Foncière-Taxe d'Habitation CSG pour les retraité(e)s »

Les impôts sur la fortune (ISF, IFI) ne passionnent pas

Cet impôt fortune (ISF ou IFI) est globalement **peu abordé**, et il est **majoritairement cité en métropole**. La plupart des participants demandent la suppression des impôts sur la fortune qu'ils jugent mauvais pour l'investissement. Certains citent l'ISF en prônant son rétablissement, mais ils sont minoritaires.

« Suppression de l'IFI et de l'ISF. »

« L'IFI, déjà confiscatoire pour certains ayant hérité d'un bien immobilier sans moyens de l'entretenir, est injuste. »

« Remettre l'ISF mais en mieux taxer à partir de 2 ou 3 millions, en pourcentage plus on est riche plus on est taxé. »

« Supprimer l'IFI, son avatar, qui constitue un frein à l'investissement immobilier locatif. »

« Diminuer l'ISF immobilier, création d'un isf imposant les œuvres d'art, les capitaux immobilisés en bourse. »

« Je suis pour l'ISF, et pour une imposition plus importante des revenus des capitaux, et des actionnaires. »

Les droits de successions critiqués

Malgré une plus faible représentation de ce concept dans les zones de villes moyennes hors métropole, il touche de manière équivalente les trois autres secteurs. Les droits de succession sont vus comme **injustes** pour les classes moyennes. Ils sont perçus comme une confiscation du travail des aînés (imposition du travail pendant la vie puis des acquis de ce travail au détriment des enfants ou des proches) et comme un frein à la volonté d'ascension sociale. Certains appellent ainsi à **ne taxer que les successions des gros patrimoines** et à **supprimer cet impôt pour les autres**.

« Abolir les droits de successions, on paye toute notre vie pour acheter un logement, et à notre décès, nos héritiers continuent de payer et doivent vendre pour s'acquitter des droits de successions. »

« Faisons passer à 50% les frais de successions au moins à partir de 500 000€ pour ne pas pénaliser les échelons inférieurs de la société. »

« L'impôt sur les successions : pourquoi taxer l'héritage de nos parents, accumulé tout au long de leur vie par le bénéfice de leur travail et sur lequel des impôts ont été versés déjà. »

« Diminuer la fiscalité sur les frais de succession sur les patrimoines modestes. »

Les impôts sur les sociétés mobilisent peu

Les impôts sur les sociétés sont peu cités, mais davantage dans la métropole. On peut sans doute expliquer ce fait par la présence d'une plus forte concentration d'entreprises dans le secteur. Là aussi, le thème d'une **plus grande justice fiscale** revient souvent.

« Je pense qu'il faudrait beaucoup baisser les impôts sur les TPE et PME, de manière à ce qu'elles puissent embaucher. »

« Les impôts sur les sociétés Il faut redéfinir les impôts, au lieu de les baisser. Le niveau d'impôt peut être plus supportable. »

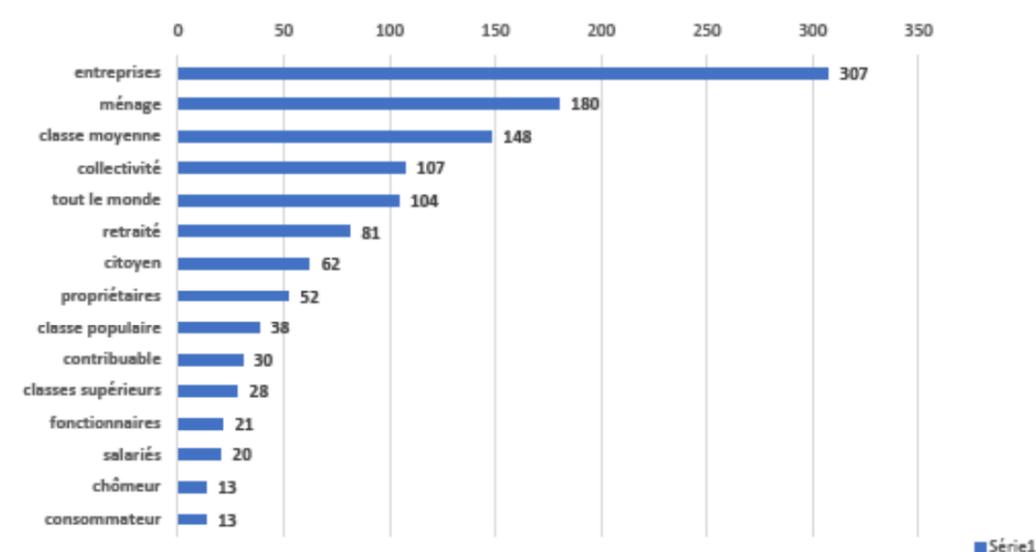
« TVA sur les produits première nécessité Taxe Foncière-Taxe d'Habitation CSG pour les retraité(e)s »

« L'IFI, déjà confiscatoire pour certains ayant hérité d'un bien immobilier sans moyens de l'entretenir, est injuste. »

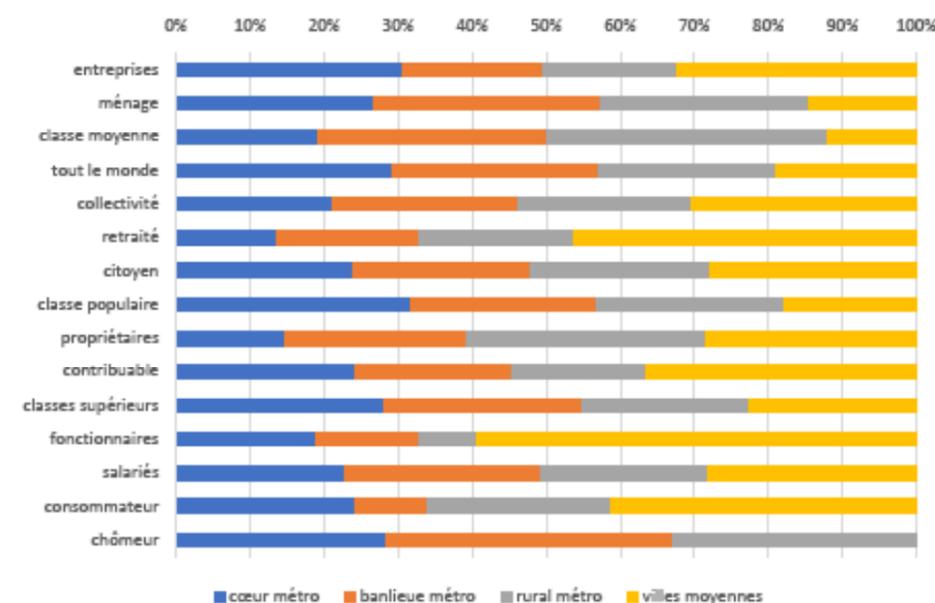
APPROFONDIR L'ATTENTE DE JUSTICE FISCALE

Les catégories les plus citées

Nous avons souhaité compléter l'analyse de cette question en dressant une typologie des acteurs les plus cités dans le cadre des baisses d'impôts.



Liste des catégories citées (en chiffre absolu de citations)



Citation des catégories selon les territoires.

« Entreprises » : les petites et les grandes

Si les **impôts sur les entreprises** sont peu évoqués (cf. chapitre précédent), **l'entreprise comme catégorie est en revanche la plus citée**. Elle occupe la première place pour la métropole et les villes moyennes (presque le tiers des réponses) et la périphérie de métropole. C'est une **baisse des impôts sur cet acteur** qui est demandée. Mais on note une **distinction entre « TPE - PME » et « grande entreprises »**. Pour les citoyens contributeurs à la plateforme, il est nécessaire d'alléger les charges sur les petites et moyennes entreprises, créatrices de richesse et d'emplois locaux, mais d'augmenter les impôts sur les entreprises plus riches.

« Baisser les impôts des classes moyennes qui travaillent et des petites entreprises et augmenter les impôts des entreprises riches. »

« Aller chercher l'argent dans les grosses entreprises qui sont défiscalisées ou qui optimisent fiscalement. »

« Impôt Sur Les Sociétés même principe taux plus faibles pour les TPE-PME et taux plus fort pour les gros groupes. »

« En vue de favoriser la création d'emplois-Les impôts sur les entreprises de moins de 100 salariés Arrêt de la CSG et du CRDS. »

« Il faudrait peut-être baisser un peu plus les taxes dans les entreprises afin de pouvoir embaucher plus de personne. »

Des « classes moyennes » asphyxiées

Beaucoup citées, notamment en périphérie et en ruralité, les **classes moyennes** expriment un **sentiment d'injustice**. Les citoyens dénoncent une **surcharge fiscale** sur ces classes moyennes qui parfois ne bénéficient d'aucune aide sociale (classe moyenne centrale et supérieure, sans possibilité d'optimisation fiscale et sans accès ou presque aux politiques de solidarité et de redistribution).

« L'impôt sur le revenu des classes moyennes (entre 1500 et 3000€ net pour une personne seule). »

« Arrêter d'assommer les classes moyennes. »

« Depuis sa suppression pour une majorité de foyers, seuls les citoyens de cette classe moyenne se retrouve maintenant à la payer avec une augmentation significative pour compenser. »

« L'impôt sur le revenu qui est supporté essentiellement par les classes moyennes supérieures. »

« Il ne faut pas viser les classes moyennes en permanence. »

« Impôt Sur Le Revenu et notamment pour les personnes célibataires qui assument seules leur loyer, électricité, gaz, chauffage etc. »

« Les impôts sur le salaire de la classe moyenne qui est la vache à lait. »

« Baisser les impôts des classes moyennes qui travaillent et des petites entreprises et augmenter les impôts des entreprises riches. »

« Il ne faut pas viser les classes moyennes en permanence. »

Des « ménages » précarisés

Les **ménages les plus fragiles** (célibataires, familles monoparentales, dépendants à l'énergie) sont aussi cités, avec volonté de protéger ces foyers précaires dont le pouvoir d'achat peut être pénalisé par la fiscalité.

« Les taxes sur les carburants qui pénalisent lourdement tous les ménages qui dépendent de cette énergie pour se chauffer. »

« La tva sur les produits de première nécessité les impôts indirects très injustes car touchant les ménages les plus fragiles. »

« Épargner les ménages les plus fragiles. »

« Réduire le montant de la redevance audiovisuelle pour les ménages les plus modestes. »

Les villes hors métropole défendent davantage les retraités

Tandis que la notion ne dépasse pas les 8% dans les autres collèges, les **retraités** occupent 18% des acteurs cités dans la zone des villes moyennes hors métropole. Dans la grande majorité des cas, c'est une **baisse de la CSG pour les retraités** qui est souhaitée.

« Supprimer la CSG des retraités percevant moins de 3000 Euros net de retraite. »

« La pression fiscale doit diminuer pour les salariés et retraités ex-salariés. »

« Baisser la CSG pour les retraités dont les revenus sont juste à la limite. »

« Taux excessif de CSG sur les pensions de retraités. »

« Tout le monde » doit payer... même un peu !

Ce syntagme met en lumière une revendication bien présente dans les réponses : « tout le monde » **doit être assujéti à l'impôt**. Certes, l'ensemble des contribuables sont déjà concernés par la TVA et les taxes consommation. Mais une partie des citoyens demande que **l'impôt sur le revenu soit aussi payé par tous**. Selon eux, une implication financière permet une meilleure intégration citoyenne. Pour cela, il peut être nécessaire de revoir la progressivité de l'impôt.

« Payer un impôt doit être valorisant pour tout le monde, participer à la solidarité universelle si cela est transparent doit être un geste citoyen. »

« Que tout le monde paie serait une bonne chose et pas seulement 46% des foyers fiscaux. Il faut une bonne pondération. »

« Pour moi, tout le monde, sans exception, devrait payer l'impôt. »

« Encore une fois, tout le monde doit participer à l'effort. Et une fois la situation rétablie, tout le monde profitera de ces fruits. »

« Pour plus d'équité et de sens civique, tout le monde qui perçoit un revenu déclaré devrait payer l'impôt. »

« Baisser la CSG pour les retraités dont les revenus sont juste à la limite. »

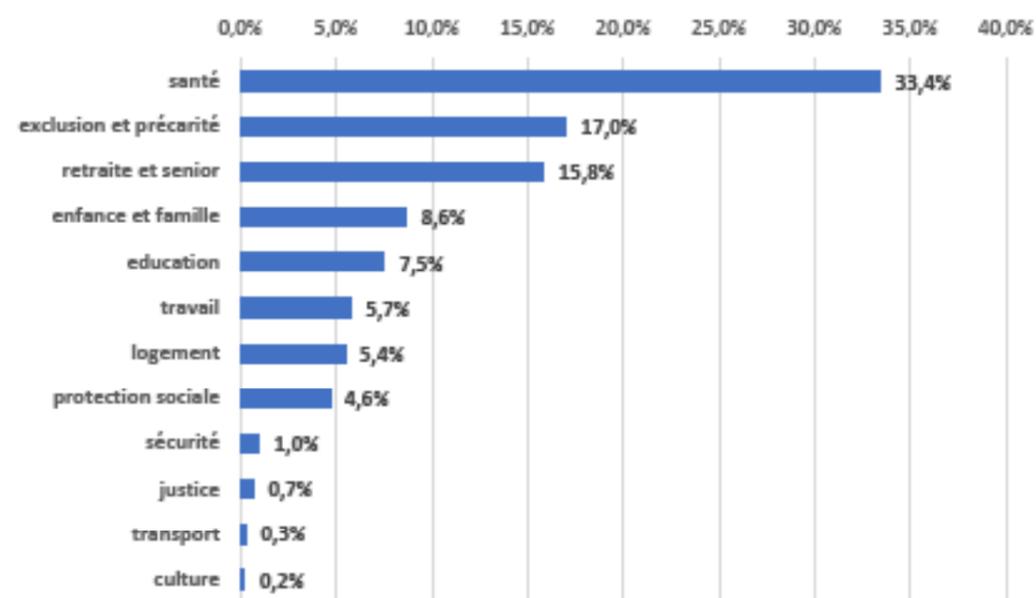
« Pour moi, tout le monde, sans exception, devrait payer l'impôt. »

PROTECTION SOCIALE : OÙ AGIR ?

Rappel de la question

Quels sont les domaines prioritaires où notre protection sociale doit être renforcée ?

Pour analyser les réponses à cette question libre, nous avons créé une matrice sémantique organisant les 12 thèmes majeurs retrouvés dans les contributions.



Détail des 12 thèmes

santé	2038	exclusion et précarité	1037	education	457
santé	1018	dépendance	250	éducation	188
hôpitaux	126	handicap	248	jeunes	90
maladies	105	famille	131	formation	63
soins	105	sdf	94	étudiants	55
remboursement	77	femmes	77	école	30
securite sociale	77	pauvreté	68	jeunesse	16
médecins	58	familles monoparentales	57	enseignement	13
lunettes	52	mères	22	etudes	2
prévention	44	migrants	20	logement	331
optique	42	parents isolés	15	logement	265
dents	40	réinsertion	15	loyers	28
soins dentaires	40	travailleurs pauvres	15	aide au logement	24
cancer	34	misère	14	droit au logement	14
accès aux soins	31	détresse	11	travail	350
médicaments	28	retraite et senior	965	travail	97
malades	23	retraites	375	chômage	94
médecine	23	personnes âgées	274	emploi	76
déserts médicaux	18	vieillesse	166	entreprises	23
assurance maladie	17	ehpad	69	travail des seniors	21
pathologies	16	minimum vieillesse	41	salariés	21
couverture	13	fin de vie	29	agriculteurs	18
psychiatrie	13	maisons de retraites	11	protection sociale	283
aidants	12	enfance et famille	527	protection sociale	149
patients	12	enfant	292	protection	134
consultations	9	enfance	168	sécurité	59
infirmiers	5	maternité	25	securite	48
		crèches	15	police	11
		adolescents	13	justice	40
		mineurs	13	justice	40
		allocation familiale	1	transport	17
				transport	17
				culture	13
				culture	13

La santé : priorité très claire des citoyens

La catégorie de la santé représente en moyenne **plus d'un tiers des concepts cités**. Les participants s'accordent à dire que c'est le domaine prioritaire dans lequel l'État doit plus investir : mieux rembourser les soins, éviter les déserts médicaux et la fermeture d'hôpitaux, etc.

On remarque également une présence marquée des **prises en charge des prothèses ou soins dentaires et optiques**, ainsi qu'une plus grande part de prévention dans les **politiques de santé publiques**.

« La santé, en particulier les soins dentaires, les prothèses auditives, les lunettes ainsi que le remboursement intégral de tous les médicaments. »

« Il est impératif d'améliorer le service des urgences et des hôpitaux. Le personnel est sous pression... »

« Les dents, la vue et l'audition doivent être prioritaires. »

« La couverture de santé doit s'étendre à toute la santé, sans démarche à faire de la part des bénéficiaires. »

« Arrêter les fermetures de maternités, hôpitaux, centres de soins de proximité. »

« Remboursement de soins dentaires, auditifs et ophtalmologiques car il est choquant de voir que les personnes les moins aisés ne puissent y recourir engendrant des risques pour leur santé ainsi qu'une détérioration de leurs conditions de vie. »

« Analyser les problématiques liées aux déserts médicaux et créer des maisons de santé ou des médecins viennent exercer à temps partagé. »

Exclus, précaires... prendre en compte les plus faibles

Deuxième grand thème de cette question, **l'exclusion et la précarité représentent 17,3% des concepts cités**. A travers ces sujets, c'est surtout le **handicap** et la **dépendance** qui préoccupent les citoyens. Cependant, d'autres sujets tel que les sans-abris, la pauvreté, les femmes seules ou encore les familles monoparentales sont abordées. Dans tous les cas, il est demandé aux pouvoirs publics de prendre en charge ces exclus et de ne pas laisser des individus ou des foyers se précariser.

« Le handicap, la dépendance et la prévoyance (mieux vaut prévenir que guérir et ça coûte moins cher). »

« Il faut la création de la branche dépendance. »

« Les sans abris et les adolescents de 18 ans livrés à la rue il faut les aider. »

« Les aides pour toutes les formes d'handicap. »

« Prise En Charge du handicap et de l'invalidité lourds. »

« Aide aux femmes qui élèvent seule leurs enfants. Presque rien n'est proposé et c'est dur pour nous. »

« Les malades et les handicapés car eux ne peuvent guère s'en sortir seuls ainsi que les femmes seules avec enfants en bas âge. »

« Les femmes en situation précaire : création de maisons de la femme. Logement et aide à la réinsertion pour tous. »

« La prise en charge des SDF et des personnes vivant sous le seuil de pauvreté ou en grande précarité. »

« Analyser les problématiques liées aux déserts médicaux et créer des maisons de santé ou des médecins viennent exercer à temps partagé »

« Les femmes en situation précaire : création de maisons de la femme. Logement et aide à la réinsertion pour tous. »

Les seniors, leur revenu, leur prise en charge et leur dignité

Les concepts liés à la **retraite** et au **vieillessement** sont presque autant cités que ceux concernant l'exclusion et la précarité. Ils trahissent une certaine angoisse face au vieillissement de la population mais aussi une volonté de pouvoir vieillir dignement.

« Le minimum vieillesse ne plus la dégrader et la maintenir serait déjà bien déjà bien. »

« Bientôt un actif pour 3 passifs...ce n'est pas tenable...nous devrions augmenter les salaires pour permettre à chacun de prévoir sa retraite. »

« Que les EHPAD publics prennent en charge les résidents qui n'ont pas assez de moyens financiers : ce qui n'est plus le cas. »

« Aider les personnes âgées afin qu'ils aient une fin de vie correcte dans des maisons de retraite dignes. »

« Les personnes âgées : il faut mettre un terme aux dérives des loyers pratiqués dans beaucoup d'EHPAD, inaccessibles à une grande majorité de nos anciens. »

La jeunesse, investissement d'avenir

Les thèmes **enfance** et **éducation** sont deux thèmes bien présents dans les réponses. Les propos sur l'enfant mettent plutôt l'accent sur la protection de l'enfance et sur les infrastructures nécessaires à l'accueil des plus jeunes. Le thème de l'éducation met en lumière une volonté de renforcer notre système éducatif et d'aider les étudiants défavorisés.

« Créer un revenu minimum pour les jeunes de moins de 25 ans. »

« Aider davantage les parents travailleurs pour payer les crèches. »

« Aide à la petite enfance dans les quartiers défavorisés. »

« La protection de l'enfance, notamment les femmes seules avec des enfants. »

« L'éducation (plus de profs, d'écoles, des classes à plus petits effectifs). »

« L'éducation, car malheureusement notre système éducatif est catastrophique et nous en payons actuellement le prix. »

« Les étudiants pauvres car les bourses sont insuffisantes. Je mets au défi de vivre avec le montant de leurs bourses. »

« Un effort particulier doit être fait pour aider les jeunes dans leurs apprentissages et leurs études. »

« Que les EHPAD publics prennent en charge les résidents qui n'ont pas assez de moyens financiers : ce qui n'est plus le cas. »

« L'éducation (plus de profs, d'écoles, des classes à plus petits effectifs). »

Il est impératif d'améliorer le service des urgences et des hôpitaux. Le personnel est sous pression...

Pouvoir se loger et travailler

Les citoyens se sont exprimés sur le problème du chômage et la difficulté de trouver un logement, notamment à cause du prix des loyers. Ces deux thèmes représentent 5,4% chacun.

« Il faut un véritable droit au logement et à la ville. »

« Les loyers sont trop chers, même ceux qui travaillent sont obligés parfois de dormir dans leur voiture ou sous les ponts ! »

« Logement car les loyers sont hors de prix (même avec un salaire de 1 500 € on ne peut accéder à un logement même un F2) »

« Lutter contre la précarisation de l'emploi (les lois existent, mais il n'y a pas de volonté de les appliquer). »

« Favoriser le développement d'emplois type "territoire zéro chômeurs". »

« Accès au logement (c'est trop dur de voir tant de gens, de jeunes, des femmes, dans la rue). »

« Trouver une solution pour le chômage qui est structurel et qui ne peut pas se résoudre avec le travail (trop de chômeurs pour nombre d'emplois) comme la réduction du temps de travail. »

Justice, sécurité, transport et culture ne sont pas cités comme priorités

Chacun de ces quatre thèmes occupent moins de 1% des concepts cités. On remarque que le thème du transport ressortait fortement dans les réponses sur la transition écologique, mais apparaît peu dans les dépenses sociales.

« Sécurité (police, gendarmerie, justice, contrôleur fiscaux et prison). »

« La justice : parvenir à diminuer le délai de passage au Tribunal ! »

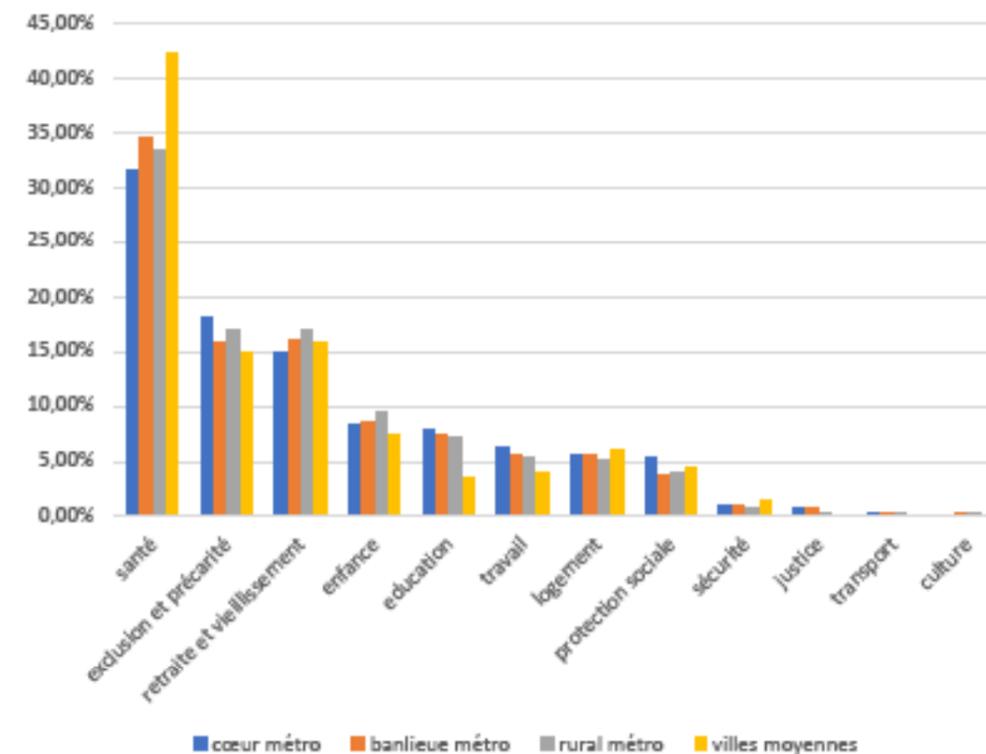
« La Justice qui est une des plus pauvre d'Europe. »

« Mettre en place la gratuité des transports. »

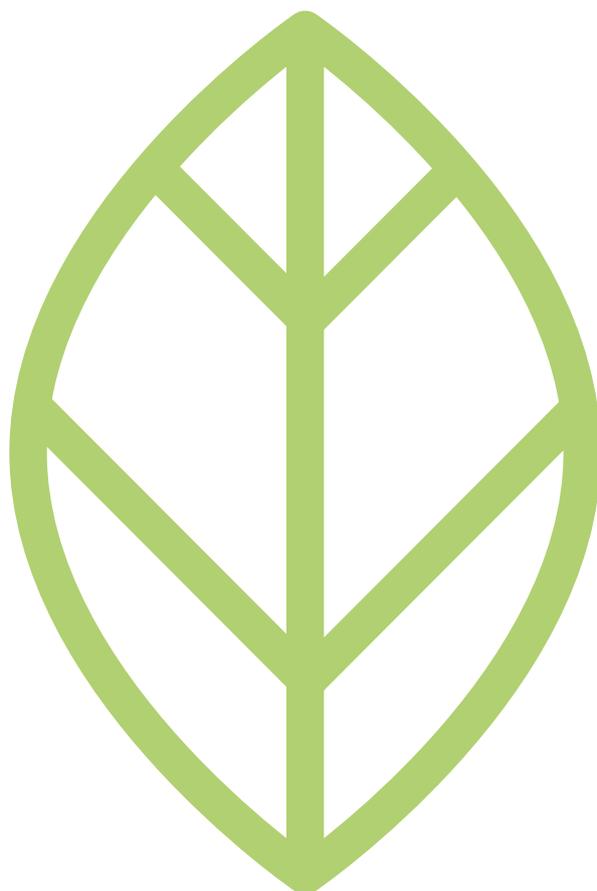
« La culture (grande oubliée du grand débat national) : aide à la création, soutenir une offre culturelle différente des grands canaux médiatiques et commerciaux. »

« Logement car les loyers sont hors de prix (même avec un salaire de 1 500 € on ne peut accéder à un logement même un F2) »

Les avis des territoires sur les dépenses sociales



Principaux enseignements :
 Les thèmes majeurs (santé, exclusion, retraites, enfance) sont homogènes entre les territoires
 Les villes moyennes parlent plus de santé et sécurité, moins d'éducation, peu ou pas de justice, transport ou culture.



LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Chapitre 02.

SYNTHÈSE DU CHAPITRE

LES THÉMATIQUES IDENTIFIÉES

Ce qu'il faut retenir

Climat, pollution et biodiversité sont, dans cet ordre, les trois thèmes majeurs de préoccupation, chacun dans la fourchette 26-33%.

Le thème de l'érosion du littoral, suggéré par le gouvernement en choix possible, mobilise moins l'intérêt des citoyens que l'épuisement des ressources et la surconsommation, spontanément proposés (mais chaque fois en signaux faibles, 2-5%).

Les questions relatives à l'envie d'agir et aux urgences à traiter font notamment apparaître :

- le poids important du transport (comme sujets d'aménagement du territoire et de désir de mobilité facilitée) et de la pollution qui lui est associée ;
- la citation fréquente des produits suggère que les citoyens raisonnent suivant leur capacité concrète de consommation, et donc de choix.

LA VISION DES DIFFÉRENTS TERRITOIRES

Ce qu'il faut retenir

Dans l'ensemble, les quatre territoires explorés sont très homogènes. La géographie ne constitue donc pas un facteur discriminant ni entre les priorités écologiques ni entre les centres d'intérêt. Cet enseignement surprend, car on aurait pu en effet attendre des expressions distinctes selon les lieux.

Dans les différences mineures, les trois zones de la métropole (cœur, banlieue, rural) sont particulièrement homogènes entre elles, quand les villes moyennes hors métropole divergent quelque peu.

- Dans les grands thèmes, les villes moyennes évoquent davantage le climat et la biodiversité ; la zone rurale est plus sensible à la pollution et au transport ; la métropole accorde un peu plus de poids à des questions générales comme l'épuisement des ressources.
- Dans l'expression des réponses spontanées et envie d'agir, la question des transports et celle des manières de consommer et produire émergent davantage dans la métropole (toutes zones confondues).

Focus : toutes les mentions citant le nom de la ville de Bordeaux renvoient aux difficultés de circulation notamment sur la rocade.

Climat, pollution et biodiversité sont, dans cet ordre, les trois thèmes majeurs de préoccupation.

La question des transports et celle des manières de consommer et produire émergent davantage dans la métropole.

Bordeaux éprouve des difficultés de circulation notamment sur la rocade.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : LES GRANDS SUJETS DE PRÉOCCUPATION

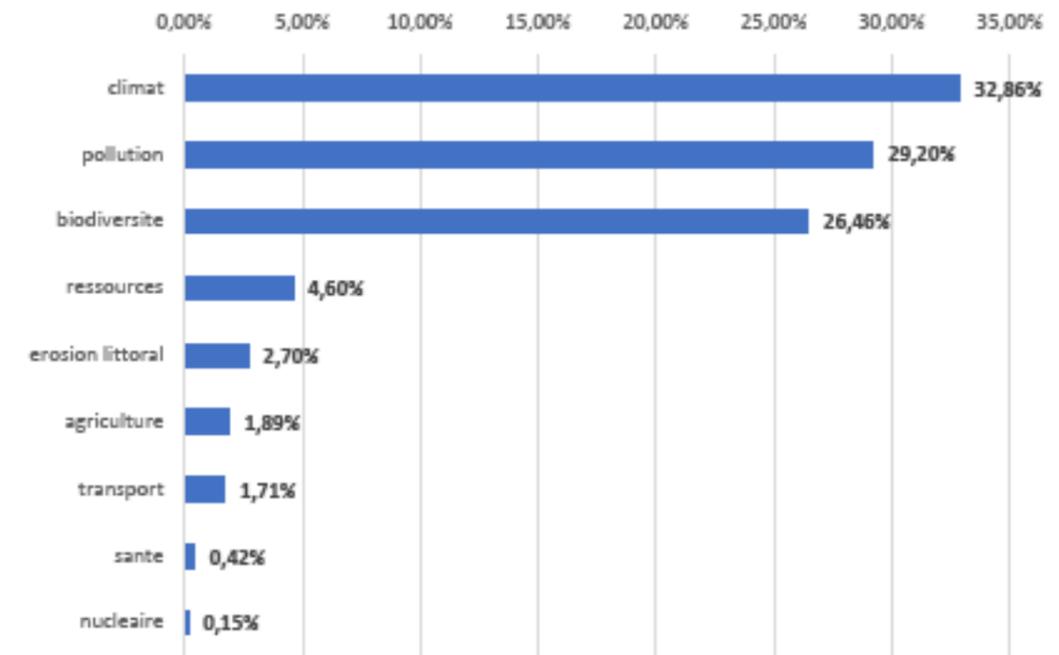
Rappel de la question

Quel est aujourd'hui pour vous le problème concret le plus important dans le domaine de l'environnement ?

- La pollution de l'air
- L'érosion du littoral
- Les dérèglements climatiques (crue, sécheresse)
- La biodiversité et la disparition de certaines espèces
- Autres (précisez)

Nota : cette question, dite « à choix multiples » est complétée par une question dite « ouverte », c'est-à-dire autorisant une réponse libre de la part des citoyens. Ces réponses libres ont été analysées et intégrées dans des thèmes (soit les thèmes déjà suggérés comme le climat ou la pollution, soit d'autres qui apparaissent spécifiquement dans les contributions).

Préoccupations écologiques : ensemble des réponses en Gironde



Trois thèmes dominent fortement : le **climat**, la **pollution** et la **biodiversité**.

- La montée du thème biodiversité en 3^e position est notable, avec une sensibilité désormais comparable à celle exprimée pour les enjeux classiques du climat et de la pollution.
- Quoique suggéré en thème prédéfini, **l'érosion du littoral n'est pas perçue comme problème important**.

- La **surconsommation des ressources** apparaît comme le plus important des signaux faibles en réponse libre (supérieur à l'érosion thème pourtant « poussé » par le gouvernement comme choix prédéfini possible).
- Le **nucléaire** n'est plus vraiment un sujet d'inquiétude par rapport à des périodes passées.

Les mots les plus utilisés

climat	1094	biodiversite	881	erosion littoral	90
dérèglements climatiques	993	biodiversité	821	érosion	67
dérèglement climatique	45	océan	14	érosion du littoral	23
réchauffement climatique	31	animal	9	agriculture	63
réchauffement	15	écosystème	9	pesticide	21
énergie fossile	10	faune	7	agriculture	14
pollution	972	déforestation	6	élevage	13
pollution	775	flore	6	alimentation	10
pollution de l'air	79	rivière	6	glyphosate	5
déchet	54	urbanisation	3	transport	57
déchet	54	ressources	153	transport	21
plastique	18	ressource	46	véhicule	11
pollution de l'eau	13	consommation	39	voiture	11
pollution des sols	11	surconsommation	20	poids-lourd	6
pollution des océans	7	gaspillage	15	bâteau	5
produit chimique	6	surpopulation	13	transport aérien	3
gestion des déchets	5	épuiement	7	sante	14
recyclage	4	épuiement des ressources	7	santé	14
		surexploitation	6	nucleaire	5
				nucléaire	5

Quelques verbatims spontanés sur le thème des ressources et de leur surconsommation

« Gaspillage massif des ressources et pollution pour générer et transporter des ressources. »

« Destruction méthodique par nos entreprises et notre mode de vie de tout l'environnement non humain. »

« Le problème globale [sic] reste notre consommation excessive et sans limite. »

« Les sujets sont concomitants à la surconsommation de notre environnement qui entraîne tous les autres problèmes. »

« L'Homme (activités, surpopulation, etc..) aggrave l'ensemble des problèmes liés à l'environnement : les réponses doivent être universelles. »

« Le problème est à envisager dans sa globalité la sur-exploitation des ressources, par des procédés et industries polluantes, la surconsommation-gaspillage-déchets. »

« Il faut ajouter à la liste les paysages, la pollution de l'eau, des sols, la diminution des ressources, etc. »

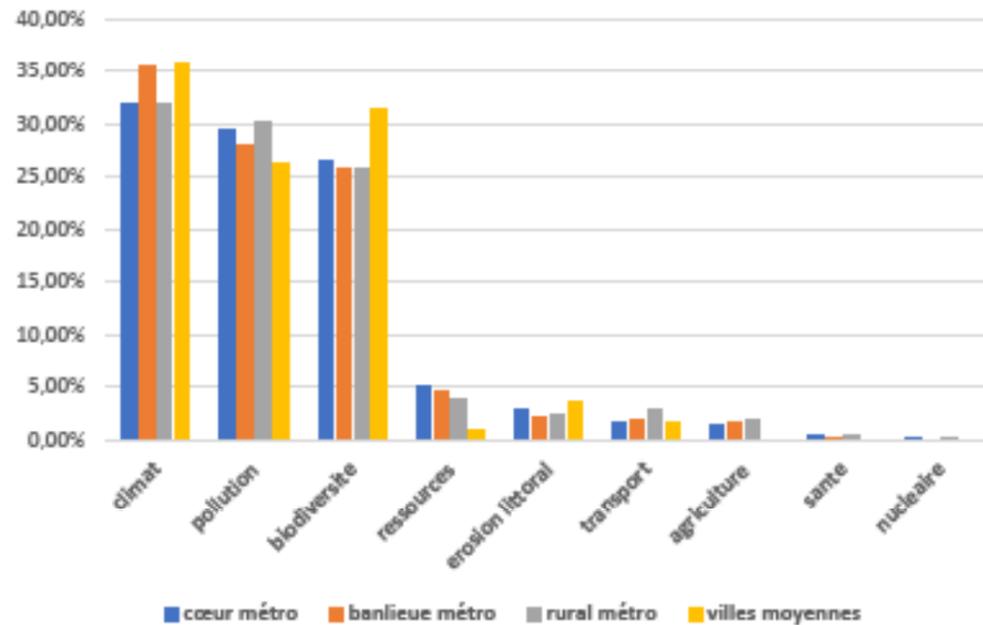
« Le problème globale reste notre consommation excessive et sans limite. »



À Bordeaux,
il faut souvent
rester une heure
moteur tournant
sur la rocade
pour faire
un trajet de
20 km.



Préoccupations écologiques au sein des collèges :
des différences d'intensité, mais pas de nature



	cœur métro	banlieue métro	rural métro	villes moyennes
climat	31,97%	35,68%	31,88%	35,96%
pollution	29,42%	27,91%	30,29%	26,32%
biodiversité	26,64%	25,76%	25,93%	31,58%
ressources	5,16%	4,60%	3,84%	0,88%
érosion littoral	2,89%	2,30%	2,51%	3,51%
transport	1,76%	1,87%	2,91%	1,75%
agriculture	1,47%	1,58%	1,98%	0,00%
santé	0,45%	0,29%	0,53%	0,00%
nucléaire	0,23%	0,00%	0,13%	0,00%

- Les répartitions des préoccupations écologiques sont globalement les mêmes dans les quatre collèges.
- Dans les trois thèmes dominants (climat, pollution, biodiversité), le cœur de métropole accorde un poids sensiblement équivalent à chacun, un peu moins à la biodiversité, tout comme le rural ; la banlieue de métropole accorde plus de poids au climat ; les villes moyennes sont davantage sensibles au climat et à la biodiversité, moins à la pollution.
- Dans les signaux faibles, les problèmes associés aux transports sont davantage cités dans la périphérie rurale ; la question de l'épuisement des ressources interpelle davantage les urbains du centre métropole ; l'agriculture est plus souvent mentionnée en zone rurale rattachée à la métropole.

TRANSITION ÉCOLOGIQUE : L'ENVIE D'AGIR

Rappel des questions

Que faudrait-il faire selon vous pour apporter des réponses à ce problème ?

Y a-t-il d'autres points sur la transition écologique sur lesquels vous souhaiteriez vous exprimer ?

Nota : nous analysons ensemble les deux questions ouvertes et généralistes de ce thème. Elles présentent en outre le plus fort taux de réponse donnant ainsi une représentation fiable des préoccupations prioritaires des répondants sur les sujets liés au thème Transition écologique.

**Liste des concepts
par ordre
décroissant de
fréquence de
citation**

produit	1271
écologique	1063
entreprise	883
transport	821
voiture	813
énergie	790
véhicule	755
transition	721
production	717
pollution	717
État	645
solution	628
ville	605
consommation	583
politique	579
environnement	572
polluant	556
déchet	536
électrique	534
citoyen	517
local	506
taxe	463
industriel	455
pesticide	453
agriculture	452
plastique	429
camion	414
bio	398
utilisation	394
problème	392
développement	390
eau	386
écologie	383
recherche	369
prix	364
nucléaire	361
planète	355
système	348
agriculteur	345

emballage	342	santé	230	automobile	172
petit	332	besoin	230	train	170
animal	330	émission	229	étranger	170
propre	317	recyclage	226	solaire	170
coût	306	argent	225	loi	169
pollueur	304	changement	223	éolien	169
européen	297	ressource	221	moteur	168
gros	294	feroutage	220	chauffage	167
transport en commun	293	investissement	219	obligatoire	164
économie	292	particulier	218	TVA	163
terre	291	impact	214	achat	160
agricole	289	co ₂	212	réduction	158
gens	288	élevage	206	énergie fossile	156
public	287	travail	205	pouvoir	155
diesel	283	sol	204	carbone	154
énergie renouvelable	281	gouvernement	202	social	152
vie	278	territoire	200	forêt	151
aide	277	plan	199	poids-lourd	151
emploi	273	modèle	199	marché	151
électricité	271	campagne	198	décision	150
moyen	269	air	198	bateau	150
logement	267	interdiction	196	bâtiment	150
population	265	marchandise	195	alimentaire	148
biodiversité	265	batterie	194	panneau solaire	147
zone	259	environnemental	191	responsable	146
nature	258	circuit	190	maison	145
enfant	258	priorité	188	norme	142
carburant	256	financier	188	taxation	142
énergétique	256	hydrogène	187	augmentation	141
avion	255	qualité	185	gaz	140
industrie	254	essence	185	alternative	139
économique	253	activité	184	durable	138
déplacement	252	comportement	184	efficace	138
mesure	251	naturel	184	profit	137
construction	250	espace	182	installation	135
consommateur	245	court	178	filière	135
route	241	vélo	176	objectif	135
projet	240	choix	176	école	135
lobby	240	service	176	alternatif	134
action	238	individuel	175	création	134
mode	236	effort	175	lieu	133
société	235	usage	175	isolation	132
espèce	234	croissance	172	génération	130

arbre	130	bordeaux	107	bus	89	distance	74
intérêt	130	urgence	106	consigne	88	rejet	73
homme	130	taux	105	subvention	88	disparition	73
alimentation	129	panneau	104	constructeur	88	bonus	72
obligation	129	recyclable	104	collectivité	87	edf	72
respectueux	129	source	104	chine	87	biens	72
pratique	129	région	104	enjeu	86	transport routier	72
glyphosate	127	fiscalité	103	océan	86	climatique	71
éolienne	127	thermique	103	gaz à effet de serre	86	prise de conscience	71
avenir	127	taxe carbone	103	nocif	86	perte	71
collectif	127	fiscal	102	commerce	86	jeune	71
respect	126	inutile	102	bois	85	malus	69
proximité	124	massif	102	télétravail	85	sanction	69
culture	124	réchauffement climatique	101	bouteille	85	immeuble	69
parc	124	viande	100	bénéfice	85	renouvelable	68
idée	123	risque	100	conséquence	85	phytosanitaire	68
éducation	122	étude	99	ferroviaire	85	sain	67
secteur	121	circulation	99	débat	84	nécessité	67
climat	120	incitation	99	destruction	83	déforestation	66
fabrication	120	mise en place	98	fret	83	commercial	65
protection	118	kérosène	98	infrastructure	82	humanité	64
contrôle	118	vente	98	privé	82	aérien	63
travaux	117	règle	97	habitation	82	faune	63
financement	117	verre	96	pollueur-payeur	81	mode de production	62
gaspillage	117	usine	96	accessible	81	gestion	62
importation	115	habitant	96	intensif	81	scientifique	62
tout le monde	115	rénovation	96	dérèglement climatique	81	biologique	62
voie	115	programme	95	conscience	81	salaire	62
chasse	113	obsolescence programmée	95	gratuit	80	sauvage	61
mer	113	maritime	95	transition énergétique	80	diminution	60
autoroute	112	photovoltaïque	94	association	79	drastique	58
pétrole	111	poubelle	94	lutte	79	rivière	58
arrêt	111	stockage	94	matière	78	incitatif	58
commune	111	dangereux	93	concret	78	végétal	57
habitat	111	technologie	92	insecte	77	préservation	55
exploitation	111	trajet	92	transport aérien	77	toxique	55
accès	110	surface	92	métropole	76	traitement	53
agriculture biologique	110	producteur	91	initiative	74	néfaste	53
ligne	110	cause	90	matériau	74	aliment	51
urbain	110	information	90	revenu	74	écosystème	50
réseau	108	avantage	89	rail	74	raisonnable	50
impôt	107	chimique	89	hybride	74	punitif	50

QUELQUES VERBATIMS SUR DES THÈMES NOTABLES DE L'ÉCOLOGIE

Produit

La notion de « produit » remonte très fortement dans les verbatims. L'information est intéressante : le citoyen construit sa réflexion à partir d'objets concrets de son quotidien. Il y a probablement des marges d'intervention pour le décideur local en ce domaine.

On peut discerner trois grandes catégories d'attentes sur ces produits.

La lutte globale contre la pollution, la gabegie des ressources, les produits salissants ou polluants, souvent sous l'angle de l'interdiction, parfois de l'information :

« Disparition rapide des produits phytosanitaires à utilisation dans champ public. »

« Interdire la destruction des produits neufs (exemple récent d'Amazon) et les donner à des associations. »

« Interdire l'importation de produit dangereux ou de fabrication trop polluante. »

« Adapter la législation pour supprimer les produits controversés (huile de palme par exemple) qui peuvent être remplacés par d'autres produits plus respectueux de l'environnement. »

« Éradiquer les produits phytosanitaires sur les cultures et revenir à une agriculture saine. »

« Emballages moins gros et adaptés à la taille des produits pour les commandes par internet. »

« Revoir les accords commerciaux pour interdire l'entrée de produits faits dans des mauvaises conditions. »

« Il faut contraindre les industriels à mettre sur le marché des produits qui dureront. »

« Interdire les produits phytosanitaires dévastateurs. »

« Informer davantage le consommateur de l'origine du produit en y intégrant le détail des matières premières. »

« Pour les produits transformés et issus de l'importation, réduire les emballages, ou imposer l'utilisation d'alternatives aux plastiques. »

L'intervention de la fiscalité avec des taxations des produits selon leurs impacts (verts pas verts, écolos pas écolos, carbonés pas carbonés, plastiques non plastiques, etc.) :

« Taxer les produits ne respectant pas des critères de respect de l'environnement. »

« Généraliser un système fiscal de bonus-malus pour tous les produits et services en fonction de leur impact écologique et sanitaire, sous tous ses aspects (composants renouvelables ou non, facilité d'entretien et possibilité ou non de réparations, emballage, impact global de leur transport, impact sur la santé). »

« La surtaxation doit servir à financer le bonus permettant de faire baisser les prix des produits vertueux. »

« Réduire la fiscalité des produits écologiques versus produits non écolo. »

« Allègement de taxe pour les produits issus de l'agriculture biologique, pêche durable, élevage en plein air. »

« Taxer les produits emballés en plastiques et favoriser à l'inverse les contenants en verre. »

« Mettre en place une taxe écologique sur les produits calculée sur la base du trajet nécessaire pour les acheminer. »

« Baisser la TVA sur les produits bio, recyclables. »

« Taxer fortement les produits d'importation européenne et internationale afin que les agriculteurs français retrouvent un niveau de vie correct. »

« Augmenter les taxes sur les vêtements, sur les produits très polluants comme les produits technologiques. »

« Éradiquer les produits phytosanitaires sur les cultures et revenir à une agriculture saine. »

« Taxer les produits ne respectant pas des critères de respect de l'environnement. »

« Favoriser la vente de produits locaux en circuit court avec une juste rémunération des producteurs. »

Enfin la dimension locale du produit et du producteur intéresse des citoyens, le circuit court ayant une implication territoriale évidente :

« Produits des producteurs locaux, valoriser les marques locales. Un minimum de produit locaux dans les hypermarchés avec des prix qui payent CORRECTEMENT les producteurs & intermédiaires. »

« Le consommateur avec peu de pouvoir d'achat a une priorité d'acheter le moins qui n'est généralement pas un produit local, de proximité. »

« Favoriser la vente de produits locaux en circuit court avec une juste rémunération des producteurs. »

« Il faut une diminution des intermédiaires avec les supermarchés et une revalorisation des produits locaux. »

Entreprise

On voit émerger assez fortement la notion d'entreprise dans le cadre de la transition écologique. Il nous a paru utile d'examiner le sens des citations.

Beaucoup critiquent l'entreprise sur le principe « pollueur payeur », en demandant que chacun assume ses responsabilités, surtout s'il en a les moyens :

« Fin du gaspillage agricole et industriel (pénalités financières aux grandes entreprises). »

« Exiger des entreprises des mesures efficaces contre la pollution (elles ne sont contrôlées pas suffisamment). »

« Les entreprises et le secteur agro-alimentaire ne prennent en compte l'impératif écologique et sanitaire que s'ils y sont contraints juridiquement. »

« Les entreprises étant là pour faire du profit, l'incitation serait financière en taxant d'avantage les produits non respectueux de l'environnement. »

« Taxer les entreprises polluantes pour les convaincre de devenir plus vertueuses dans le futur. »

« Il faudrait donc que les plus riches (grosses entreprises comprises) aident un certain

nombre de personnes en situation plus précaire proportionnel à leur richesse. »

« Il faut que les entreprises qui polluent le plus paient, il faut un programme cohérent de transition pour les agriculteurs. »

« Les entreprises et collectivités disposent à ce jour de flottes de véhicules bien souvent très importantes (Orange, EDF, Enedis, les métropoles...). »

Mais la nécessité d'accompagnement, notamment face à la concurrence, est aussi comprise, ainsi que le principe plus positif d'aide aux « vertueux » par baisse fiscale :

« Aider nos entreprises à faire la transition en les protégeant de la concurrence. »

« Que l'État accompagne les entreprises dans la conversion de leur flotte en électrique. »

« Autre idée plus que pertinente, défiscaliser les entreprises investissant dans la transition écologique. »

« Accompagner les entreprises nationales et PME dans cette transition à tous les niveaux. »

« Les entreprises revendraient ces panneaux avec une TVA à 0, % la pose et l'entretien se feraient également sans aucune TVA. »

« Accompagner les entreprises dans l'investissement d'appareils et de process plus optimisés en terme de coûts énergétique et matériel. »

Enfin, il y a aussi (mais moins nombreuses) des réflexions territoriales sur la localisation des entreprises (excès de concentration, pas assez de dissémination, trop de transport) :

« La concentration des entreprises dans les métropoles et les grandes agglomérations est génératrice de coûts directs et indirects (coût et temps de transport, pollution de l'air, cherté du logement, nuisances sonores, stress...). »

« Consommer local, des entreprises à la campagne. »

« On peut également envisager un panachage avec une participation indirecte, cette fois des autorités locales, par exonération des taxes locales des entreprises. »

« Commencer par inciter les entreprises à localiser leurs activités en milieu rural pour limiter les déplacements domicile/travail / travail et mettre en avant le télé-travail pour les métiers pouvant l'utiliser. »

« Taxer les entreprises polluantes pour les convaincre de devenir plus vertueuses dans le futur. »

« Aider nos entreprises à faire la transition en les protégeant de la concurrence. »

« Commencer par inciter les entreprises à localiser leurs activités en milieu rural pour limiter les déplacements domicile/travail et mettre en avant le télé-travail pour les métiers pouvant l'utiliser. »

Transport

La problématique du transport remonte fortement dans les réponses des citoyens.

Les propositions assez générales demandent souvent de favoriser le fret ferroviaire, de taxer les transports polluants, en particulier les camions de passage en France, de favoriser la production locale moins consommatrice de transport que les importations :

« Surtaxer les transports très polluants comme les paquebots, et les avions. »

« Mettre en place une véritable politique des transports basée sur la complémentarité des transports pour le Fret. »

« Diminuer considérablement le transport de marchandises consécutif au commerce en ligne. »

« supprimer progressivement l'avantage fiscal pour les flottes d'entreprise, développer les véhicules électriques pour les flottes captives. »

« Sur les transports, je pense qu'il faut à présent mettre le paquet sur la conduite autonome et la réduction des coûts de personnels à la SNCF. »

« Manger local pour éviter les transports polluants. »

« Appliquer un malus au transport à énergie fossile quand il y a une alternative en ferroutage. Pour les personnes, favoriser massivement le travail en télétravail pour tous les métiers le permettant. »

« Favoriser le ferroutage pour les transports de marchandises, les transports routiers internationaux qui traversent le pays et encombrant les autoroutes avec un impact non négligeable sur l'insécurité routière. »

« Le chauffage et les transports individuels sont les grands pourvoyeurs de cette pollution de l'air. »

« Taxer les transports polluants : avions, camions, bateaux. »

« Interdire le transport des productions alimentaires locales au delà d'une certaine distance. »

« Développer le ferroutage sur les grands axes traversant la France avec une autoroute ferroviaire doublant les autoroutes automobile. »

« Taxer le transport par les camions étranger traversant le territoire et une grande part des bénéfices des sociétés autoroutières. »

« Les produits importés doivent être taxés

à hauteur des émissions nécessaires à leur production dans le pays d'origine et à leur transport. »

Le rôle de l'incitation et de l'information est mentionné : comment inciter concrètement à préférer un autre transport que thermique et comment faire qu'on y gagne ?

« Il faut que les gens aient quelque chose à gagner à utiliser les transports alternatifs. »

« Pour les transports, attribuer aux consommateurs qui choisissent l'alternative à la voiture individuelle une compensation. »

« DIMINUER les taxes pour les entreprises vertueuses écologiquement. »

« Créer une plateforme internet recensant tous les transports publics (et les transports privés qui y souscrivent) proposés. »

Le transport propre est un enjeu majeur pour la ville...

« Favoriser les transports propres : pour les grandes villes, imposer le tout électrique pour les transports en commun. »

« Plus aucun bus et camion à essence ou diesel en commençant par les transports publics. »

« Favoriser les transports non polluants dans agglomérations en aidant l'acquisition de vélo avec ou sans assistance électrique. »

« En ville, favoriser les modes de transport doux et non polluant (développement des pistes cyclables. »

« Créer et multiplier des réseaux relais de transports type mini-bus à énergie renouvelable, à la demande. »

...mais beaucoup d'attentes aussi pour les zones périphériques et rurales qui s'estiment les oubliés des politiques d'aménagement en matière de transport :

« Investir massivement dans les transports publics de proximité, y compris dans les zones rurales (Au Danemark on peut se rendre dans n'importe quel village avec des transports public efficaces). »

« Il n'y a aucun accès au service de transport. Les petites gares dites «non rentable» ferment les unes après les autres, le covoiturage n'est pas forcément applicable. »

« Les citoyens vivants en dehors des villes n'ont pas accès aux services de transports. »

« Limiter les besoins de déplacement par un développement massif des transports publics notamment en zone rurale. »

« Relocalisation des transports publics au plus près de tous les utilisateurs. »

« Appliquer un malus au transport à énergie fossile quand il y a une alternative en ferroutage. Pour les personnes, favoriser massivement le travail en télétravail pour tous les métiers le permettant. »

« Il faut que les gens aient quelque chose à gagner à utiliser les transports alternatifs. »

« Favoriser les transports propres : pour les grandes villes, imposer le tout électrique pour les transports en commun. »

« Investir massivement dans les transports publics de proximité, y compris dans les zones rurales. »

« Développer les transports publics radiaux mais aussi les liaisons de banlieue à banlieue. Stopper l'étalement urbain. »

Voiture, véhicule

Voiture et véhicule sont très cités dans les attentes spontanées. C'est un enjeu d'équipement et d'organisation des transports, dont la compréhension est utile.

Il apparaît une fréquente citation des problèmes engendrés par la voiture « en ville », avec ses impacts négatifs et la nécessité de trouver des alternatives :

« Taxer le voiture qui rentre au centre ville. »

« Réguler les voitures en centre ville. »

« Interdire les voitures thermiques en villes, tout simplement. »

« Limiter l'usage de la voiture (diesel en premier) par une offre accrue de transport en commun en ville. »

« En ville tout faire pour dissuader l'utilisation de la voiture et favoriser les transports en commun (prix stationnement plus hauts, transports en commun moins cher). »

« Il faut également proposer aux personnes vivant hors de la ville des parking accessibles et gratuit d'où elles pourront facilement accéder en centre ville sans avoir à utiliser leur voiture. »

« Pour réduire la pollution de l'air causée par les voitures, la taxe carbone devrait être accompagnée du développement de transports en commun de la campagne vers la ville

« La voiture en ville est un vrai problème (pollution, stress du à la circulation, perte de temps). »

« Combien de riverains demandent des mesures pour réduire les vitesses des voitures dans leurs rues ou leurs quartiers afin d'être au calme. »

« Globaliser l'utilisation des véhicules hybrides et électrique de type bluecub. Cela peut et doit marcher dans les grandes villes. »

Une fraction des répondants est hostile à la voiture en général, qu'il faut faire reculer au profit d'autres modes de transport afin d'en réduire le plus possible les impacts négatifs :

« Interdire la publicité pour les voitures et les compagnies aériennes limiterait très largement l'adhésion massives à ces modes de déplacements très polluants. »

« La voiture individuelle est l'un des importants postes d'émissions, il convient donc de remplacer le parc de voiture par des véhicules électriques. »

« Proposer des journées sans voitures, c'est bien mais c'est clairement pas suffisant. »

« Pourquoi construire des voitures 4 places alors que nous sommes quasiment toujours seul en voiture ? »

« Application mobile obligatoire dans chaque voiture avec un système de bonus/malus à inventer. »

« Le développement des transports publics afin qu'il se substituent au tout voiture. »

« Je rentre chez mes parents à Grenoble pour moins cher en avion ou en voiture qu'en train ! »

« Taxons fortement afin de décourager ceux qui prennent leur voiture (en ville ne particulier) pour parcourir moins de 5 km. »

« Il faut améliorer les transports en commun pour limiter l'usage des voitures personnelles. »

« Il faudrait taxer les véhicules selon leur puissance et leur taille. »

D'autres pondèrent et soulignent la nécessité de la voiture, voire le refus du matraquage des automobilistes (mais ils sont moins nombreux dans les réponses) :

« La voiture est un vecteur de mobilité important pour la vie économique. Il faut permettre à la voiture de s'insérer dans cette transition nécessaire. »

« Ne pas taxer les carburants/véhicules des particuliers proportionnellement bien moins polluants. »

« Si le véhicule diesel est responsable de la pollution, quid des avions et du kérosène sur l'environnement et la qualité de l'air ? »

« Ne pas céder aux effets de mode et au dogmatisme en matière d'utilisation de véhicules et de carburants. »

« Interdire les voitures thermiques en villes, tout simplement. »

« Proposer des journées sans voitures, c'est bien mais c'est clairement pas suffisant. »

« Si le véhicule diesel est responsable de la pollution, quid des avions et du kérosène sur l'environnement et la qualité de l'air ? »



En ville, tout faire pour dissuader l'utilisation de la voiture et favoriser les transports en commun (prix du stationnement plus haut, transports en commun moins chers).



À défaut de se passer de la voiture, beaucoup espèrent le développement de l'électrique, de l'hybride ou de l'hydrogène :

« La voiture électrique est une bonne alternative mais il faut pour cela conserver l'énergie nucléaire. »

« Pourquoi ne pas supprimer la Taxe sur les voitures de société hybrides ou électriques ? »

« Il devient donc nécessaire de subventionner davantage la voiture électrique à l'achat, augmenter la taxation des voitures à essence. »

« Baisser le prix des voitures électriques et augmenter leur autonomie. »

« Obligation constructeur de faire voiture 0 émission à partir d'une date butoire. »

« Des partenariats avec des entreprises nationales, produisant notamment des voitures fonctionnant à l'électricité. »

« Voiture électrique autonome partagée avec recharge solaire et non nucléaire. »

« Pour les campagnes, développer les voitures autonomes serait également bénéfique. »

« Il faut aussi mettre l'accent sur l'hydrogène. »

« Autoriser les voitures électriques et les voitures à hydrogène à rouler à 150 km/h sur l'autoroute, 100 sur les nationales, un stationnement gratuit. »

« Développer plutôt la voiture à hydrogène. »

Mais des réserves existent sur ces nouveaux véhicules : leur prix, leur pollution à la fabrication :

« Vous pensez réellement que les véhicules l'électrique sont l'avenir ? Franchement!! Attaquez vous aux vrais pollueurs, les gros. »

« Avant de déployer des véhicules type autolib pour séduire les électeurs, il faut une commission d'experts indépendants qui puisse donner son aval sur la pertinence des projets. »

« Malheureusement, aujourd'hui, le coût de remplacement de véhicules de société diesel par des véhicules électriques est disproportionné. »

« Les voitures électriques sont plus néfastes que les voitures diesel nouvelle génération. Faut-il vraiment crier haro sur l'industrie automobile française performante pour dépendre des batteries électriques chinoises. »

« On nous dit d'aller vers la voiture électrique qui est...très polluante, mais qui fait marcher le secteur automobile...»

« Les voitures électriques sont très bien, mais si le prix d'achat est élevé trop pour que la plupart des gens puissent s'en offrir une. »

« Le véhicule électrique pollue énormément avant et après sa mise en circulation de part ses batteries. Cf extraction des terres rares en Afrique notamment. »

« Il devient donc nécessaire de subventionner davantage la voiture électrique à l'achat, augmenter la taxation des voitures à essence. »

« Avant de déployer des véhicules type autolib pour séduire les électeurs, il faut une commission d'experts indépendants qui puisse donner son aval sur la pertinence des projets. »



AGIR POUR LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Identités et différences des préoccupations des territoires

Pour analyser les identités et les différences entre les territoires, nous avons sélectionné quelques-uns des concepts les plus souvent cités pour étudier leurs variations de fréquence.

Voici le tableau de ces concepts, avec la fréquence de citation :

	cœur métro	banlieue métro	rural métro	villes moyennes
agriculteur	1,23%	1,32%	1,42%	0,80%
agriculture	1,86%	1,35%	1,52%	1,89%
aide	1,02%	0,90%	1,18%	0,90%
air	0,84%	0,70%	0,55%	0,60%
argent	0,74%	0,87%	0,86%	1,79%
automobile	0,68%	0,58%	0,58%	0,70%
avion	0,82%	1,10%	1,08%	0,90%
bateau	0,42%	0,75%	0,70%	0,40%
bâtiment	0,57%	0,45%	0,56%	0,90%
batterie	0,65%	0,63%	0,93%	0,90%
bio	1,47%	1,55%	1,39%	1,49%
biodiversité	0,99%	0,90%	1,01%	1,10%
camion	1,30%	1,74%	1,90%	1,29%
campagne	0,72%	0,70%	0,81%	0,60%
carburant	0,77%	1,10%	1,18%	1,20%
chauffage	0,59%	0,60%	0,65%	1,00%
citoyen	2,20%	1,72%	1,54%	1,39%
comportement	0,73%	0,58%	0,66%	0,70%
consommateur	0,79%	1,05%	1,06%	0,70%
consommation	2,38%	2,02%	1,82%	1,89%
construction	0,84%	0,93%	1,01%	1,59%
coût	1,25%	0,82%	1,11%	1,49%
déchet	2,16%	1,82%	1,69%	2,29%
déplacement	0,84%	0,98%	1,09%	0,90%
diesel	0,99%	1,05%	1,23%	0,80%
eau	1,44%	1,37%	1,18%	3,09%
économie	1,15%	1,12%	0,91%	0,90%
électricité	0,90%	1,17%	1,08%	1,00%
élevage	0,61%	0,97%	0,88%	1,00%
emballage	1,20%	1,25%	1,24%	2,39%
emploi	1,07%	0,92%	0,99%	0,90%
énergie	2,67%	3,21%	3,13%	3,59%
énergie renouvelable	1,16%	0,98%	0,81%	1,10%
enfant	0,87%	1,04%	1,13%	0,60%
entreprise	3,52%	3,34%	2,78%	2,29%
environnement	2,43%	1,75%	1,69%	2,49%
espace	0,66%	0,80%	0,68%	0,10%
espèce	0,82%	0,93%	0,91%	0,90%
essence	0,66%	0,73%	0,70%	0,70%
État	2,19%	2,57%	2,55%	3,09%
ferroutage	0,75%	0,87%	0,88%	1,00%
forêt	0,50%	0,63%	0,56%	0,90%
hydrogène	0,69%	0,87%	0,63%	0,10%
industriel	0,75%	0,88%	0,86%	0,60%
investissement	0,84%	0,78%	0,76%	0,90%

lobby	0,89%	0,87%	0,89%	0,90%
logement	0,99%	0,88%	1,19%	0,30%
maison	0,44%	0,60%	0,76%	0,20%
marchandise	0,69%	0,75%	0,78%	0,70%
nature	0,88%	1,07%	0,98%	1,20%
nucléaire	1,09%	0,83%	0,88%	1,49%
panneau solaire	0,44%	0,63%	0,73%	0,40%
particulier	0,74%	0,73%	1,03%	0,80%
pesticide	1,62%	1,70%	1,82%	1,49%
plastique	1,70%	1,30%	1,49%	2,39%
poids-lourd	0,49%	0,57%	0,71%	0,50%
politique	1,90%	1,19%	1,11%	0,50%
pollueur	0,99%	1,34%	1,23%	1,20%
pollution	2,55%	2,99%	2,60%	2,39%
prix	1,22%	1,45%	1,59%	1,00%
produit	4,49%	5,04%	5,03%	3,69%
qualité	0,73%	0,57%	0,68%	0,80%
recherche	1,36%	1,40%	1,23%	2,09%
recyclage	0,86%	0,85%	0,83%	0,50%
rénovation	0,31%	0,23%	0,58%	0,40%

ressource	0,87%	0,83%	0,65%	1,00%
route	0,77%	0,95%	1,18%	0,60%
santé	0,87%	0,88%	0,84%	0,50%
sol	0,87%	0,63%	0,58%	0,90%
taxe	1,71%	1,75%	1,77%	1,20%
terre	1,07%	1,14%	0,89%	1,89%
territoire	0,82%	0,57%	0,68%	1,00%
train	0,62%	0,62%	0,66%	0,60%
transition	2,93%	2,40%	2,43%	1,99%
transport	3,20%	2,97%	2,82%	2,49%
transport en commun	1,20%	0,88%	1,11%	0,50%
travail	0,80%	0,80%	0,61%	0,80%
véhicule	2,49%	3,11%	3,13%	3,19%
ville	2,64%	1,87%	1,79%	1,59%
voiture	3,02%	3,14%	2,85%	3,09%

Une analyse factorielle (analyse en correspondances multiples) a été faite sur ces résultats. Cet outil statistique permet de vérifier les corrélations croisées de nombreuses variables définissant des populations (ici, les quatre zones géographiques), puis de comparer leurs identités et différences.

Le premier résultat est la forte proximité des quatre territoires, comme le montre ce tableau de corrélation.

zones	cœur metro	banlieue metro	rural metro	villes moyennes
cœur metro	1	0,942	0,922	0,800
banlieue metro	0,942	1	0,981	0,819
rural metro	0,922	0,981	1	0,803
villes moyennes	0,800	0,819	0,803	1

Tableau de corrélation deux à deux des usages de concepts selon les quatre zones.

Rappelons qu'une corrélation équivalente à zéro signifie une totale absence de lien dans les variations de caractéristiques des populations, une corrélation équivalente à 1 signifie une identité parfaite dans ces variations.

Dans l'ensemble, les corrélations sont très élevées (supérieure à 0,8, voire 0,9), donc les corpus sont très convergents et les sujets exprimés par les populations des quatre zones sont très semblables.

On note que les villes moyennes (corrélation autour de 0,8 avec les autres) sont un peu divergentes des zones de la métropole (corrélation supérieure à 0,9 entre elles). Il y a quand même un « effet métropole » qui homogénéise les représentations des répondants.

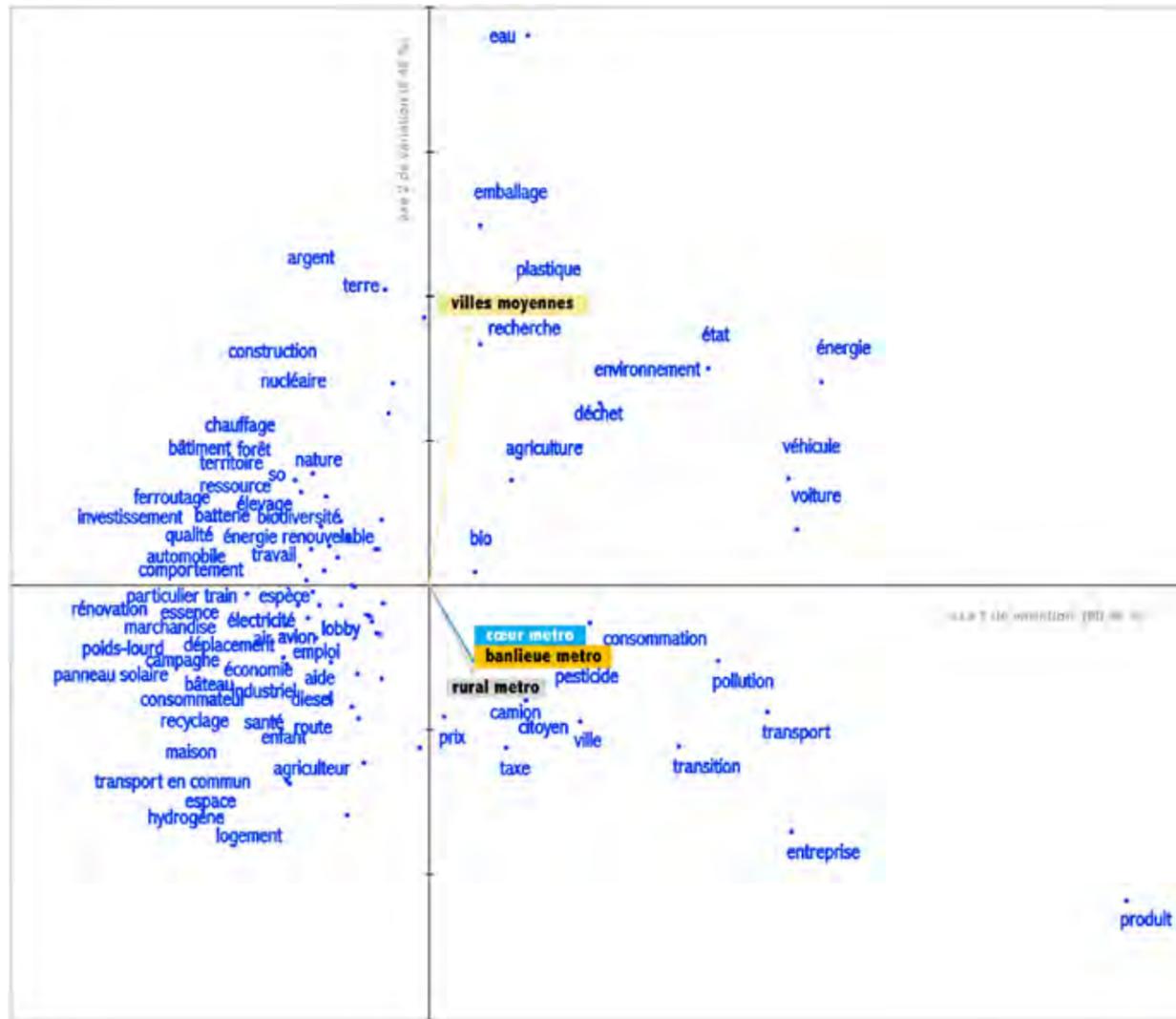


Diagramme d'identités et différences : la forte homogénéité des zones de la métropole

Le diagramme ci-dessus montre la représentation en plan à deux axes de variance des identités et différences, ainsi que la place de certains concepts expliquant le mieux les variations (plus un concept est proche des quatre territoires, en encadrés de couleur, plus il est associé à des variations dans leur expression)

Principaux enseignements :

- Le cœur de métropole, sa banlieue et sa périphérie rurale sont quasi indiscernables dans le quadrant en bas à droite (cf observation sur leur forte corrélation)
- Les villes moyennes sont les plus éloignées des autres, dans le quadrant en haut à droite.
- Les concepts situés sur la gauche sont les moins discriminants (cités partout à fréquence très proche)
- Les diverses zones de la métropole parlent davantage de ville, transport, camion, pesticide, etc. on voit aussi qu'elles parlent davantage des produits (en bas à droite), liés à la consommation.
- Dans les villes moyennes, on note la fréquence de l'eau (en haut à droite). Mais cela reste peu significatif (les villes moyennes ont moins répondu, des variations de fréquence de tel ou tel mot s'y expliquent aussi par le faible volume). Ci-dessous, des verbatims sur ce thème de l'eau un peu à l'écart dans les villes moyennes.

QUELQUES VERBATIMS SUR L'EAU EN VILLES MOYENNES

« Expliquer aux enfants via les système scolaire le tri, la surconsommation de l'eau via des images chocs de pollution. »

« Les municipalités devraient, lors de l'étude de projets (ex:centre d'épuration des eaux usées), comparer à long terme. »

« La question écologique présente aujourd'hui 2 urgences absolues: 1- Le réchauffement climatique 2 - La gestion de l'eau. »

« Tous les nouveaux bâtiments public devraient être équipé de panneaux solaires, productions d'eau chaude solaire, récupérateur d'eau de pluie, etc... »

« Analyse de l'eau domestique : potable oui mais tout est il cherché (on ne trouve que ce que l'on cherche). »

« Au regard des sommes folles dépensées pour la dépollution des sols, de l'eau ou les postes de santé, il s'agit de repenser l'utilisation de l'argent public pour prévenir les problèmes et non les gérer a posteriori. »

« Tous les nouveaux bâtiments public devraient être équipé de panneaux solaires, productions d'eau chaude solaire, récupérateur d'eau de pluie, etc... »



ORGANISATION DE L'ÉTAT ET DES SERVICES PUBLICS

Chapitre 03.

SYNTHÈSE DU CHAPITRE

LES THÉMATIQUES IDENTIFIÉES

Ce qu'il faut retenir

La moitié (51%) des répondants veut davantage de décentralisation, quand l'autre moitié s'y oppose : le sujet est donc partagé.

Les transports (21%), l'éducation (17%) et «tout ce qui n'est pas régalien» (12%) viennent en tête des demandes des répondants favorables à un nouvel acte de décentralisation.

La grande majorité des contributeurs (77%) s'estime satisfaite de l'accès aux services publics.

Pour les insatisfaits, la santé arrive très largement en tête avec 40% des réponses, suivie du transport (18%).

Concernant la qualité d'offre des services publics, c'est encore la santé qui est citée en première (31%) dans les domaines améliorables. Elle est suivie par l'éducation (22%) et les formalités administratives (13%).

LA VISION DES DIFFÉRENTS TERRITOIRES

Ce qu'il faut retenir

Les citoyens du cœur de métropole sont les plus réticents à décentraliser, une majorité estimant que l'équilibre actuel est satisfaisant. A contrario, les citoyens de la banlieue et de la ruralité de métropole expriment une plus forte attente de décentralisation.

Les villes moyennes hors métropole demandent des efforts en santé et en sécurité. La banlieue et la ruralité de métropole ont des attentes pour le transport et les formalités administratives.

La moitié (51%) des répondants veut davantage de décentralisation, quand l'autre moitié s'y oppose

Pour les insatisfaits, la santé arrive très largement en tête avec 40% des réponses, suivie du transport (18%).

Les citoyens de la banlieue et de la ruralité de métropole expriment une plus forte attente de décentralisation.

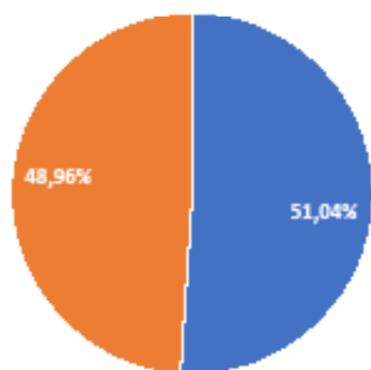
UN DÉSIR DE SE RÉAPPROPRIER LOCALEMENT CERTAINES MISSIONS PUBLIQUES

Rappel de la question

Selon vous, l'État doit-il aujourd'hui transférer de nouvelles missions aux collectivités territoriales ?

Oui Non Si oui, lesquelles ?

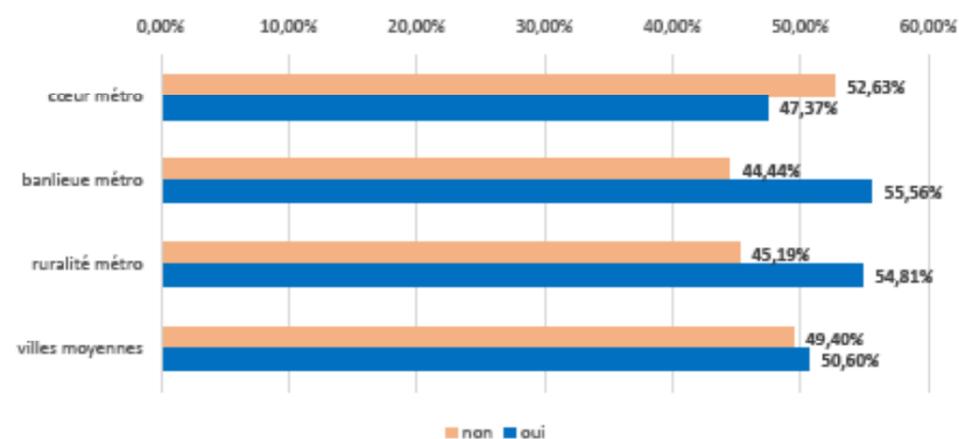
Réponse quantitative ensemble des répondants



Cette question divise les citoyens en deux parts égales, avec un léger avantage à 51% pour le oui à davantage de décentralisation.

■ oui ■ non

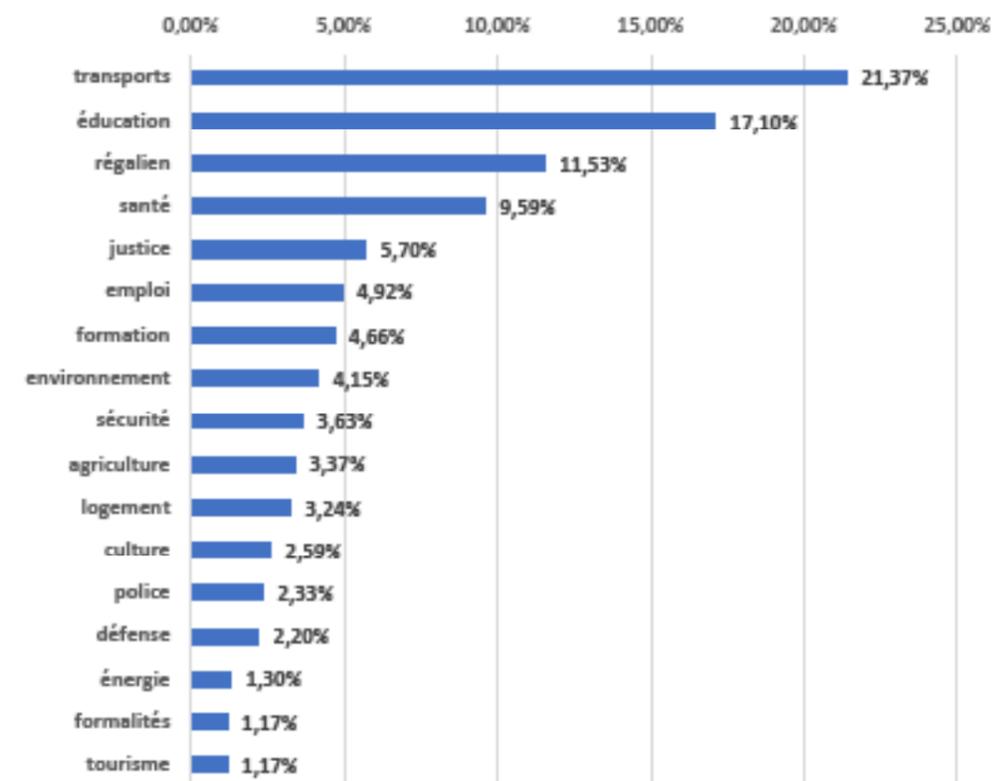
Réponse quantitative par territoires



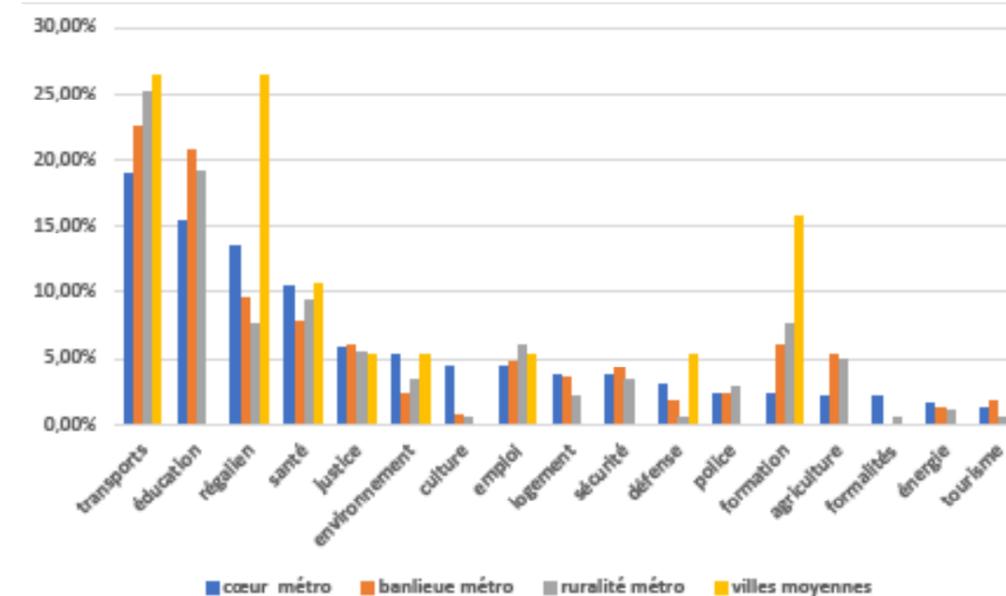
Les citoyens du cœur de métropole sont les plus réticents à décentraliser, une majorité estimant que l'équilibre actuel est satisfaisant. Ce sont les citoyens de la banlieue et de la ruralité de métropole qui expriment la plus forte attente de décentralisation.

Réponse qualitative

Nous avons analysé les réponses libres des citoyens en observant 17 catégories possibles.



Les compétences citées dans le cadre de la décentralisation.



Les compétences citées selon les territoires.

Les transports doivent être gérés par les territoires

C'est la première catégorie de concepts cités dans les réponses à cette question. Plus on s'éloigne de la métropole, plus le transport constitue un sujet d'intérêt, mais il demeure en tête sur les collèges (à l'exception de l'éducation en banlieue et du régalien dans les villes moyennes). Si les transports sont cités de manière générique (les transports en général), il est surtout demandé à l'État de déléguer aux collectivités l'organisation des routes et des limitations de vitesse. Selon les citoyens, les départements et régions sont plus compétents pour gérer leurs réseaux routiers.

« La vitesse sur les nationales devrait être décidée par les régions qui connaissent mieux les dangers de leurs routes que le dictat de l'État. »

« Gestion des transports locaux et régionaux. »

« Laisser les départements gérer eux-même la vitesse autorisée sur leur réseau routier dont ils ont la responsabilité, les transports, la gestion des services de santé, l'habitat, le développement économique et la formation professionnelle. »

« Collèges et lycées les transports (SNCF), les Bâtiments de France, renforcer les pouvoirs des régions. »

« Gestion de la vitesse sur routes, production d'énergies nouvelles, capacité à s'opposer à des projets d'État (enfouissement nucléaire par exemple). »

L'éducation en deuxième position

Plus mentionné en périphérie de métropole et en ruralité, et non évoqué dans les villes moyennes, le thème de l'éducation représente en moyenne 17,10 % des concepts cités. Les citoyens souhaitent que le programme soit national mais que les collectivités puissent gérer l'organisation des écoles, des collèges ou des universités.

« La santé et l'éducation pour ce qui est de garder un hôpital, une école...dans les territoires isolés. »

« Gestion des collèges, aménagement rural, défense incendie L'organisation des transports, l'énergie, la vie économique et l'environnement pour optimiser les retours sur investissements. »

« L'éducation et la santé par exemple, personnalisation de l'école selon les difficultés locales. »

« L'enseignement, l'enseignement supérieur, la recherche n'ont pas à être administrés depuis Paris. »

« L'éducation en général (écoles, collèges, lycées, universités, centres de formation adultes) comme en Allemagne. L'éducation nationale actuelle est la plus grosse entreprise du monde. »

« Tout sauf le régalien »

Le concept régalien est, en moyenne, en troisième position. Les participants utilisent le terme pour demander à l'État de tout déléguer aux collectivités territoriales, à l'exclusion donc du régalien devant rester la prérogative de l'administration centrale. Néanmoins, on note que la définition des domaines régaliens varie en fonction des réponses. On observe aussi une différence entre les quatre collèges : le concept est fortement cité dans les villes moyennes, moyennement dans le cœur de la métropole et dans sa banlieue, plus faiblement enfin dans la ruralité.

« Tout ce qui n'est pas strictement régalien. »

« L'État doit garder les missions régaliennes et transférer au maximum le reste (éducation, santé, environnement, agriculture etc.). »

« L'État doit conserver ses fonctions régaliennes (police, justice, armée, monnaie, immigration, etc.. Le reste doit être transféré aux régions. »

« Conserver par l'État uniquement la gestion des fonctions régaliennes : Justice, Sécurité, Défense, Politique de santé, Éducation supérieure et Recherche, Retraites, Politique Internationale, Coordination des territoires. »

« Ce qui n'est pas du domaine régalien : l'ordre, les relations extérieures, la défense, l'organisation des pouvoirs publics. »

« Conserver le régalien comme La Défense, les Finances, l'Éducation Nationale, la Santé. »

« La vitesse sur les nationales devrait être décidée par les régions qui connaissent mieux les dangers de leurs routes que le dictat de l'État. »

« L'enseignement, l'enseignement supérieur, la recherche n'ont pas à être administrés depuis Paris. »



L'État doit conserver ses fonctions régaliennes : police, justice, armée, monnaie, immigration, etc. Le reste doit être transféré aux régions.



Des avis mitigés sur la santé

On observe deux types de réponses concernant la santé. D'un côté, celles qui demandent un transfert de la gestion de ce domaine aux territoires. De l'autre, celles qui considèrent la santé comme une fonction relevant de l'échelle nationale et des obligations de l'État, donc qui excluent un transfert de compétences vers les collectivités territoriales.

« TOUS SAUF Justice, Défense, Santé. »

« L'État doit garder les missions régaliennes et transférer au maximum le reste (éducation, santé, environnement, agriculture etc.). »

« Transports justice-police-santé-éducation les collectivités locales sont autant de petits États avec une efficacité du même niveau que l'État dont acte. »

« Ce qui relève de la santé du quotidien et de la prévention devrait être de la responsabilité complète des régions dans un cadre contractualisé avec l'État. »

« Mais tout sauf santé et défense. »

« La police, la justice, l'hôpital...qui nécessitent un contact physique doivent être local, mais pas forcément dans les collectivités territoriales. »

La justice : une fonction régalienn

Tout comme « régalien », le terme « justice » est utilisé pour désigner ce que l'État doit garder comme compétence.

« Toutes les compétences de l'État hormis La Défense, la Sécurité, les Affaires Etrangères, les Finances, la Justice. »

« Défense Sécurité Justice Relations internationales Tout le reste devrait être transféré aux régions qui peuvent décider au plus près des besoins réels de leur territoire. »

« Tout me semble envisageable sauf les domaines régaliens (armée, police, justice) dès lors que le partenariat est établi clairement et connu des citoyens. »

Plus on s'éloigne du cœur de la métropole, plus on souhaite que la formation soit décentralisée

Alors qu'elle arrive en 13^e position pour le cœur de la métropole, la formation est en 7^e position en périphérie, 4^e dans les zones rurales et 3^e dans les villes moyennes de sous-préfectures. La Région est souvent citée comme en charge de cette prérogative.

« Centraliser le financement de la formation au niveau de la région afin qu'elle détermine les besoins dans ce domaine. »

« Laisser la formation et l'apprentissage aux régions. Elles sont plus près des industries de la région. »

« L'emploi, la formation et les aides financières et matérielles. »

« La mise en oeuvre, voire les politiques, de la formation, de l'emploi, du social (aujourd'hui assuré par les Conseils Départementaux) pourrait être déléguée aux régions la formation professionnelle déléguée en totalité aux conseils régionaux. »

« Ce qui relève de la santé du quotidien et de la prévention devrait être de la responsabilité complète des régions dans un cadre contractualisé avec l'État. »

« Laisser la formation et l'apprentissage aux régions. Elles sont plus près des industries de la région. »

L'ACCÈS À LA SANTÉ EST UN PROBLÈME POUR CERTAINS

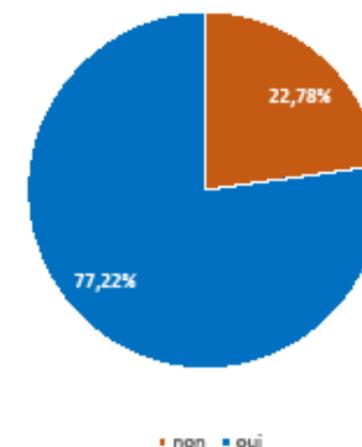
Rappel de la question :

Estimez-vous avoir accès aux services publics dont vous avez besoin ?

Oui Non

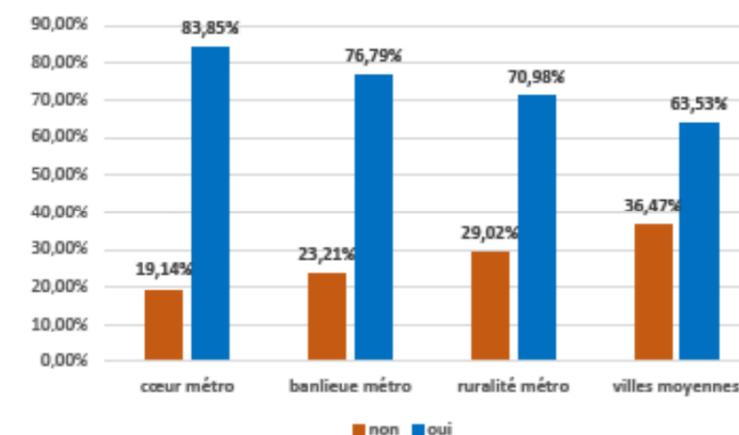
Si non, quels types de services publics vous manquent dans votre territoire et qu'il est nécessaire de renforcer ?

Réponse quantitative ensemble des répondants



Sur cette question, la grande majorité des répondants (77%) s'estime satisfaite de l'accès aux services publics.

Réponse quantitative par territoires



Plus on s'éloigne géographiquement du cœur de métropole, plus l'accès des citoyens aux services publics se révèle insatisfaisant. Le « non » passe ainsi de 19% (cœur) à 36% (villes moyennes). On peut éventuellement y voir le reflet d'un effet de « métropolisation » où les services sont concentrés dans la métropole avec des territoires périphériques s'estimant moins bien lotis.



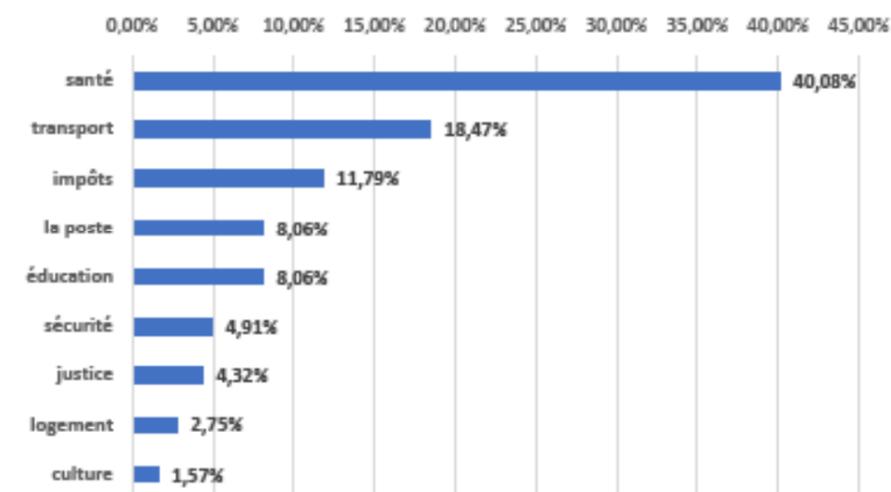
Le maillage des communes, typiquement français, avec un « esprit de clocher » très développé, est excessif. Il faut favoriser fortement les regroupements de communes (fusion, intercommunalités).



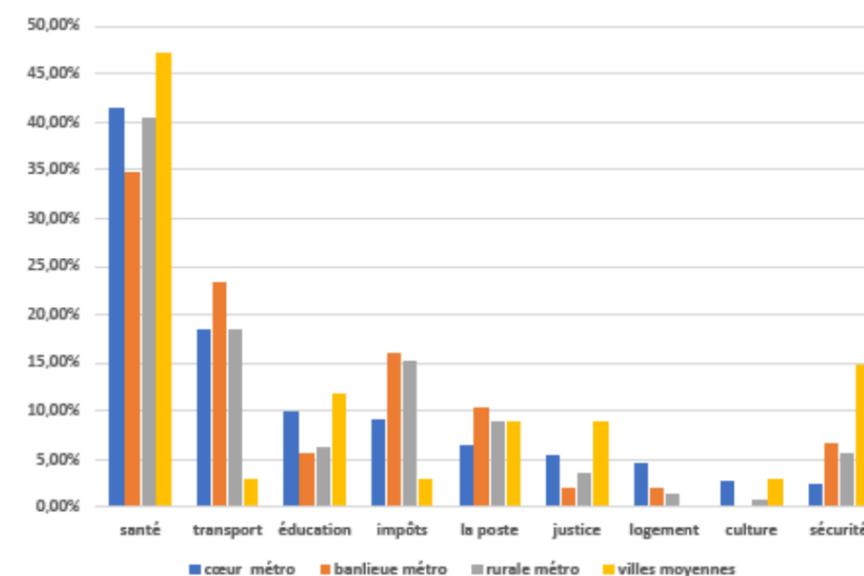
Réponse qualitative

Pour cette question, neuf champs d'action des politiques publiques émergent dans les mots utilisés par les citoyens.

santé	204
sante	60
hôpital	47
médecins	40
cpam	11
sécurité sociale	11
accès aux soins	9
médecine	8
ehpad	7
maisons de santé	7
maternités	4
transport	94
transports	47
transports en commun	27
sncf	13
gare	7
impôts	60
impots	60
la poste	41
la poste	25
service postal	11
bureau de poste	5
éducation	41
education	20
lycée	12
formation	9
sécurité	25
gendarmerie	13
securite	12
justice	22
justice	22
logement	14
logement	14
culture	8
culture	8



Services publics à accès difficile les plus souvent cités.



Variation entre les territoires dans l'attente d'accès aux services publics.

La santé se démarque

La santé représente 40 % des concepts cités sur les quatre zones. Elle est plus citée dans les villes moyennes hors métropole, moins en périphérie de métropole. Dans les revendications, on retrouve surtout l'hôpital et le médecin. Les citoyens demandent davantage de médecins et dénoncent la fermeture des hôpitaux ou la difficulté d'accès à ces derniers.

« Je vais dans ma région de naissance il manque des hôpitaux et cliniques ainsi que des centres médicaux. »

« L'accès aux soins par exemple, est aujourd'hui beaucoup plus difficile dans le public que dans le privé. »

« Hôpitaux : manque de médecins, d'infirmières... Dans services publics, il y a le mot service : un service ne se facture pas. »

« Hôpitaux et maternités de proximité, un service de santé ne doit pas être rentable mais efficace. »

« Il faut arrêter les fermetures de maternités, hôpitaux, centres de soins de proximité. Les habitants des campagnes payent les mêmes impôts que les citadins. »

« Il est vital de mettre en place des Maisons De Santé dans les déserts médicaux. »

« Des hôpitaux de proximité ferment alors qu'ils répondent à des besoins indispensables de certains de nos concitoyens. »

Les transports, priorité numéro 2, à part pour les sous-préfectures

Alors que la catégorie « transports » arrive en deuxième position pour les trois autres collèges, elle ne semble pas être une priorité pour les répondants des villes moyennes (leur deuxième besoin se porte sur la sécurité). Concernant les transports, c'est la périphérie de métropole qui cite le plus cette catégorie.

« Plus de transports en commun. »

« Graves insuffisances de la SNCF notamment pour les TER. »

« Les transports publics (tramway) sont saturés À Bordeaux. On ne peut pas rentrer dans le tram aux heures de pointe. »

« Les petites gares qui sont abandonnées. La SNCF a mis trop de moyens sur le « tout TGV » et pas assez de moyens sur les lignes intermédiaires. »

« Services des transports inadaptés (ex : entre bordeaux et les zones d'activités de merignac ou se situe entre autres le pôle aéronautique de cette région). »

« Les transports en commun saturés laissant à l'abandon les personnes âgées les malvoyants, non-voyants, lycéens et étudiants de banlieue transportés comme des bestiaux pour rejoindre la "bonne prépa". »

« Il faut arrêter les fermetures de maternités, hôpitaux, centres de soins de proximité. Les habitants des campagnes payent les mêmes impôts que les citadins. »

« Les transports publics (tramway) sont saturés À Bordeaux. On ne peut pas rentrer dans le tram aux heures de pointe. »

Impôts, poste et éducation dans un mouchoir de poche

Les résultats globaux de ces trois catégories sont assez proches, on note surtout quelques différences de classement en fonction des collèges. Alors que l'éducation est plus citée en villes moyennes hors métropole et en cœur de métropole, les services d'impôts ou les services postaux sont davantage mentionnés en ruralité et en banlieue de métropole (cf. tableau pour détails). Les citoyens dénoncent des fermetures de bureaux de postes, de centres d'impôts mais aussi les horaires d'ouverture de ces services qui les rendent inaccessibles pour ceux qui travaillent. Concernant l'éducation, les lycées sont particulièrement mentionnés.

« Les impôts par exemple qui ont été fermé et rapatriés dans le centre de Bordeaux. »

« Si je prends les impôts le centre dont je dépends ferme à 16h00 tous les soirs. Est-il normal de poser 1 jour de congés pour aller au centre des impôts résoudre un problème lié au prélèvement à la source ? »

« Les impôts, la sécurité sociale, les services de la Préfecture (ex. : service carte grise : non à l'informatisation à outrance. »

« Les impôts sont centralisés progressivement, les petits hopitaux ferment. C'est une situation difficile et encore une fois préjudiciable à l'écologie. »

« La Poste doit revenir dans les villages, les impôts avec un accueil au public après 16h pour les gens. »

« Notre bureau de poste va fermer. »

« La Poste les secue et les caf pour les infos toujours très loin trop de monde des files d'attente. »

« La Poste, service à l'abandon même si moins de courrier le prix des envois commerce internet doit compenser. »

« Même en ville, la poste ferme de nombreux bureaux, ce qui aboutit à un engorgement des bureaux restants. »

« Il n'y a plus d'école, un tout petit bureau de poste ouvert quelques heures par semaine. »

« L'éducation. Une seule école maternelle dans ma commune, surpeuplée, en manque de personnel (pas un ADSEM par classe), impossible de garder l'oeil sur les plus turbulents. »

« Pas de lycée dans les environs, les lycéens par chez nous prennent le bus à 7h du mat et rentrent à 19h pour se rendre à leur lycée de secteur à 20 km de chez eux ! »

« L'éducation avec la fermeture de classes (c'est ce qui va se passer dans le RPI de mon village. »

« Trop d'élèves par classe au collège et surtout au lycée, ouvrez des classes ! »

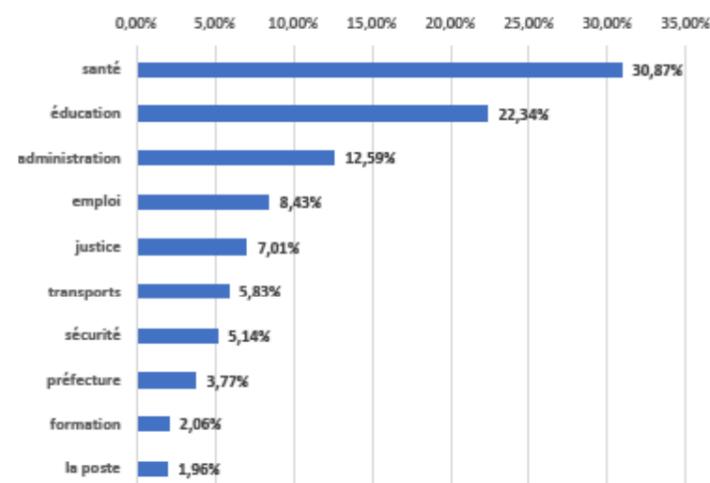
« Les impôts sont centralisés progressivement, les petits hopitaux ferment. C'est une situation difficile et encore une fois préjudiciable à l'écologie. »

SANTÉ, ÉDUCATION ET FORMALITÉS ADMINISTRATIVES DOIVENT S'AMÉLIORER

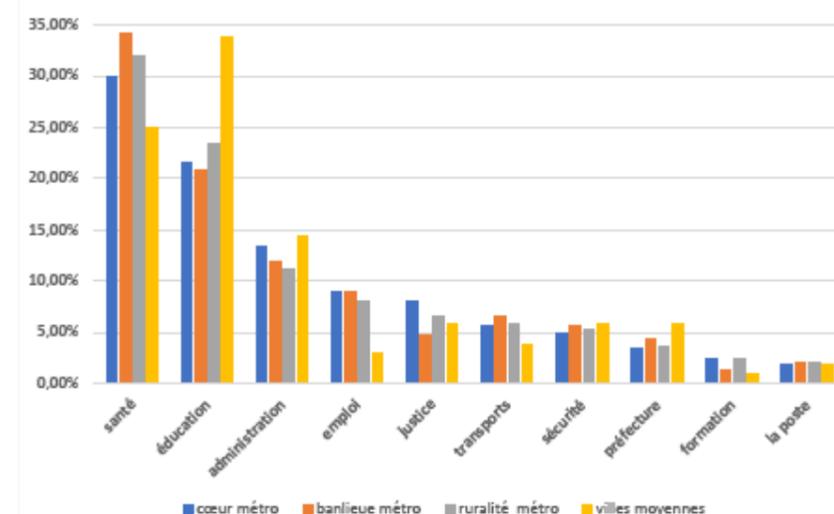
Rappel de la question :

Quels sont les services publics qui doivent le plus évoluer selon vous ?

Cette question concerne les attentes d'amélioration de certains services publics.



Services publics les plus souvent cités. Le terme « administration » renvoie à l'univers des formalités.



Variation des services publics les plus souvent cités selon les territoires.

La santé : presque un tiers des concepts cités

Avec plus de 30 % des citations sur l'ensemble du corpus, la santé est, encore une fois, la priorité des répondants. Comme pour la précédente question, les citoyens demandent plus de moyens pour les hôpitaux.

« Santé : les urgences surchargées incapable de s'organiser pour trier à l'accueil les vraies urgences, des petits bobos. »

« Retrouver une médecine à l'écoute du public et les hopitaux doivent avoir plus de moyens. »

« Il faut réorganiser les services de secours et de santé en acceptant que certains soient déficitaires. »

« La santé (multiplication des services, obligation d'installation dans les secteurs désertifiés... Développer ce service aux niveau des communautés de communes l'accès au soins dans certaines zones critiques. »

« L'hôpital et l'école. La société française ne doit pas devenir une société à deux vitesses où seuls ceux qui ont de l'argent peuvent prétendre aux meilleurs soins et aux meilleurs lieux d'enseignement. »

« Le service de santé me semble surchargé. L'hôpital tout d'abord, la pénurie de médecins dans certains secteurs et la disponibilité des médecins pour avoir un rendez vous. »

« Il est inadmissible que les maisons de retraite coûtent si cher, que certaines fassent des bénéfices. »

« On a fermé des petits hopitaux dans certaines régions qui étaient très utiles. Le service des urgences est saturé il ne devrait pas y avoir d'attente supérieure à 1 heure. »

L'éducation, notamment pour les villes moyennes

L'éducation est en deuxième position de l'ensemble des réponses et elle est davantage citée dans les villes moyennes hors métropole. Contrairement à la question précédente dans laquelle les participants pointaient du doigt des dysfonctionnements locaux (lycées, maternelles), les citoyens ont ici majoritairement évoqué l'Éducation nationale de manière globale (programme, moyens, axes pédagogiques) comme service à améliorer.

« Il faut plus de moyens, plus de classes, plus d'enseignants. La formation des enseignants et l'accès au CAPES a souffert beaucoup des diverses réformes. Il faut revenir à un cursus en 3 ans sur les connaissances plus 2 ans axés principalement sur la pédagogie, la méthodologie et la société. »

« Les maternelles doivent changer, le primaire, le secondaire, le supérieur également. Remettons la pratique au coeur des enseignements. Supprimons le brevet des collèges. Les vacances scolaires doivent être raccourcies pour alléger les journées scolaires. »

« Il faut impliquer davantage les parents sur le plan scolaire. En finir avec les innombrables campagnes de communication sur des valeurs inculquées en cour et à l'école en général ou qui devraient être l'apanage de l'éducation parentale. »

« L'éducation nationale : revenons à l'école pour tous. Arrêtons de former théoriquement. Formons professionnellement. »

« Il faut se donner les moyens d'un enseignement de qualité. Le risque premier étant que l'enseignement de qualité se retrouve financé par les intérêts privés. »

« L'Éducation Nationale : l'enseignement des langues vivantes et pas seulement de l'anglais est à revoir de fond en comble, il est actuellement inefficace à mon sens. un élève bachelier est incapable de tenir une conversation simple dans une langue étrangère, après 5 ou 7 années de cours. »

« Éducation Nationale : plus grande liberté des établissements pour innover. »

« Santé : les urgences surchargées incapable de s'organiser pour trier à l'accueil les vraies urgences, des petits bobos. »

« Les maternelles doivent changer, le primaire, le secondaire, le supérieur également. Remettons la pratique au coeur des enseignements. »

L'administration à moderniser

Au pays de Courteline, les complexités administratives sont toujours un problème ! Les citoyens ont pointé du doigt les trop nombreuses démarches auxquels ils sont confrontés dans leur vie quotidienne.

« Les démarches en préfectures Le service de cartes grises car beaucoup d'erreurs. Aussi, tout service public devrait être ouvert au moins une demi-journée le samedi. »

« Les demandes de papiers tels que carte d'identité, passeport, CAF et Sécurité Sociale pour les délais et la qualité des réponses. »

« Les démarches restent compliquées ; la simplification des démarches, le regroupement des informations entre les différents services seraient un début. »

« CPAM : Numériser le carnet de santé et le suivi de tous les actes médicaux des patients de façon à ce que tout médecin lors d'une consultation médicale soit informé. »

« Je pense aussi qu'il y a un besoin urgent de simplifier de nombreuses démarches. »

« L'administration : elle devrait s'adapter aux horaires des travailleurs, ne pas fermer à 16h30. »

« URSSAF : un vrai cauchemar, facteur de stress inutile pour l'entrepreneur, générateur de cout (nécessité de déléguer la gestion à un professionnel de type expert comptable, incompréhension de l'utilité des taxes versés à l'Urssaf. »

« Simplifier les démarches. Mais amélioration ne veut pas dire supprimer des services de proximités. »

« Développer les simplifications administratives à tous les niveaux Internet n'est pas accessible à tous pour différentes raisons et ça laisse pas mal de monde dans l'impossibilité de faire des démarches administratives de façon autonome. »

L'emploi en 4^e position

L'emploi représente 8,43% des concepts cités. Parmi les mentions de cette catégorie, on retrouve en grande partie « pôle emploi ». Les répondants souhaitent voir évoluer cet établissement et sa stratégie.

« Pôle Emploi et de manière générale toutes les administrations liées à l'emploi. »

« Pôle Emploi doit être privatisé. »

« Pôle Emploi qui devrait plus aider à trouver du travail qu'être un organisme de statistique du chômage. »

« Aide à l'emploi et assistance aux parcours en difficulté. »

« Il ne suffit pas de remplir des classes il faut que les jeunes puissent avoir accès à l'emploi. »

« Pôle Emploi devrait revenir à sa fonction première qui est l'aide pour trouver un emploi. »

« Pôle Emploi doit-être revu entièrement, et il doit y avoir des formations en adéquation avec les métiers en tension. »

« L'administration : elle devrait s'adapter aux horaires des travailleurs, ne pas fermer à 16h30. »

« Pôle Emploi devrait revenir à sa fonction première qui est l'aide pour trouver un emploi. »



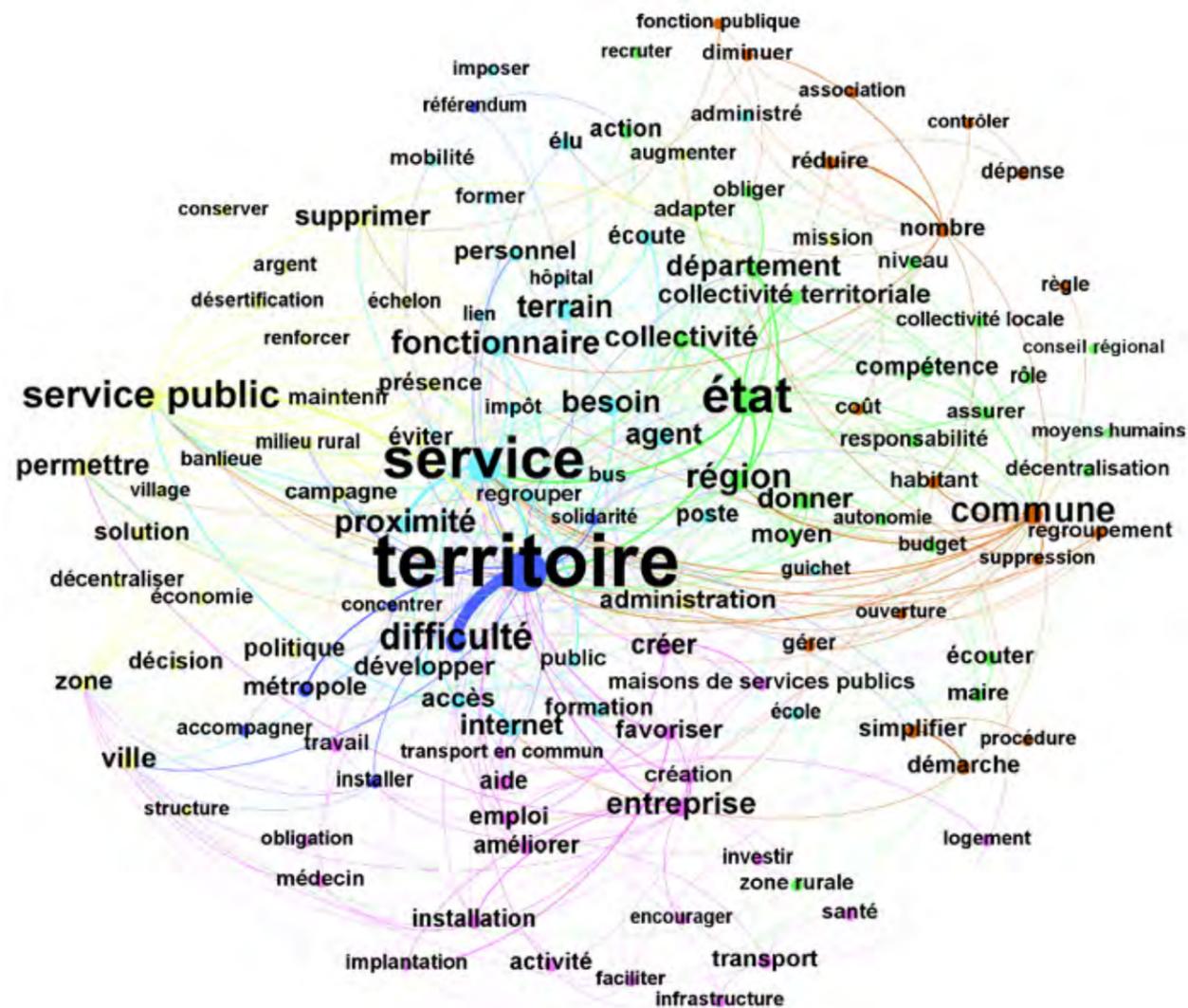
L'État doit faire davantage confiance aux collectivités. Certaines décisions sont prises en haut-lieu sans avoir de réelle vision des problématiques des territoires.



VERS QUELLES AMÉLIORATIONS ?

Rappel de la question

Comment l'État et les collectivités territoriales peuvent-ils s'améliorer pour mieux répondre aux défis de nos territoires les plus en difficulté ?



Cartographie des réponses.

Cluster bleu foncé

Au centre, le cluster bleu foncé montre un fort lien entre territoire et difficultés. Les concepts étaient suggérés dans la question, ce qui explique leur dominance dans les réponses. Certaines réponses rejettent l'idée d'aide aux territoires, perçue comme une forme d'assistanat.

« Recréer de l'activité sur les territoires en difficulté, il faut trouver une valeur ajoutée pour chacun d'entre eux. »

« Aider les territoires en difficulté par des fiscalités attractives (modèle pays du sud europe). »

« Sortir du prisme territoires en difficultés et réfléchir à de nouveaux modes de gouvernance global (notamment des collectivités qui doivent être élus autrement. »

« L'installation d'un ministère au sein d'un territoire en difficulté ne me paraît pas aberrant du tout. »

« Sans parler de territoires en difficulté, l'État se doit d'assurer une présence et un service en dehors des villes. »

« Les territoires en difficultés doivent être plus responsables de leurs actes. Fini le biberon ! »

Cluster rose

L'univers rose représente les propositions pour dynamiser et rendre les territoires plus attractifs. Il s'agit notamment d'y favoriser la création d'entreprise et d'améliorer l'emploi. Les citoyens préconisent également d'investir dans les infrastructures (transports en commun, santé, maison de services publics).

« Qu'ils soient plus actifs pour la création d'entreprise dans ces territoires. »

« Déployer la fibre sur tout le pays pour faciliter l'implantation des entreprises dans les petites et moyennes ville. »

« Le développement des territoires en difficulté ne pourra se faire qu'au travers d'une attractivité de l'emploi. »

« Il faut que l'État les collectivités locales reprennent la main sur les infrastructures des territoires les plus en difficultés. »

« Inciter les entreprises ou les collectivités à s'installer dans des villes moyennes. »

« En facilitant les accès aux transports, à la formation, à l'emploi et la création d'entreprise, à la santé, à la culture et aux loisirs. »

« Se concerter pour proposer des solutions innovants de transports pour les territoires et les campagnes. »

« Améliorer les infrastructures pour que les territoires soient plus attractifs pour la population et les entreprises. »

« Aménager les moyens/services/solutions de transport afin de permettre aux citoyens de s'installer des ces territoires arreter de tout attirer vers les métropoles déjà engorgées. »

Cluster vert

L'ensemble vert montre l'objectif que les citoyens donnent à l'État dans le processus de décentralisation. Selon eux, l'État doit donner plus de moyens aux régions afin que celles-ci gagnent en autonomie. Il est aussi nécessaire de répartir les responsabilités entre les différentes collectivités territoriales.

« Répartir les responsabilités entre les différentes administrations. »

« Décentraliser ce qui ressort de la vie économique, social et environnemental à l'échelle des régions. »

« Dégager l'État de ses responsabilités. »

« Laisser plus d'actions et de compétences aux mairies et intercommunalités ! »

« Optimiser la répartition des compétences entre les différents niveaux institutionnels et supprimer les doublons ou presque doublons. »

« L'État doit laisser le département adapter son fonctionnement aux problèmes à résoudre. »

« L'État doit faire davantage confiance aux collectivités. Certaines décisions sont prises en haut-lieu sans avoir de réelle vision des problématiques des territoires. »

« Déplacer les responsabilités de l'État vers les régions et départements. »

Cluster bleu clair

L'univers bleu clair regroupe les propositions axées sur les services. Pour de nombreux participants, il est nécessaire de renforcer la présence de l'État grâce aux services de proximité. On retrouve également dans ce cluster le besoin de développer l'accès internet.

« Que tous les services soient présents, même si cela coûte cher et n'est pas rentable. »

« Arrêter de fermer les services de proximité dans les milieux ruraux (voire les rétablir). »

« ne pas désertifier le monde rural. renforcer les services de proximité. veillez à ce que les agents eux mêmes puissent travailler non loin de leur lieu d'habitation. »

« Plus de fonctionnaires en poste sur le territoire. prendre en considération les difficultés de ces territoires. »

« Créer des maisons médicales, des maisons de service public avec accès aux ordinateurs et à internet pour ceux qui n'en possèdent pas. »

« Accès internet et contact plus facile avec les fonctionnaires. »

« Redonner de la proximité afin que tous les administrés puisse bénéficier des Services Publics de la manière la plus égale qui soit. »

« Avoir au moins un agent publique dans chaque village qui pourra aider les citoyens dans leurs démarche sur internet par exemple. »

« En travaillant plus mieux répartir le travail chez les fonctionnaires Être à l'écoute et au plus près de la population, sous réserve de ne pas obliger les fonctionnaires à trop de polyvalence qui est l'antithèse de la compétence. »

Obliger la mutation des agents du département vers les communes (voire des CDC) pour répondre aux besoins des citoyens. »

Cluster jaune

Le cluster jaune est assez proche du précédent. Il révèle également des attentes concernant le service public mais exprime un peu plus les peurs de désertification du milieu rural et les problèmes rencontrés en banlieue.

« Une cité de banlieue a moins de besoins, en termes de développement et d'infrastructures, qu'un milieu rural. »

« Développer des antennes polyvalentes de proximité en milieu rural et dans les zones urbaines périphériques. »

« Restaurer dans les zones en difficulté, telles que les quartiers de banlieue, la présence de l'État. »

« Maintenir les services publics en milieu rural. »

« Il faut cesser la désertification de l'État et des services publics. »

Cluster marron

Le cluster marron met en lumière le rôle des communes. Les participants souhaitent plutôt un regroupement de ces dernières dans le but de rationaliser les coûts et services.

« Il devient donc nécessaire de regrouper les petites communes pour créer des pôles d'activité relativement conséquents. »

« Réduction significative et regroupement du nombre des communes. »

« Les compétences transférées aux intercos auraient dû être accompagnées d'une obligation pour les communes de ne pas pouvoir garder en doublon des embryons de services. »

« Création de maisons médicales par regroupement de communes avec des spécialistes accessible sur un rayon de moins de 20 km pour les généralistes et de 40 km pour les spécialistes. »

« Le maillage des communes (typiquement français avec un «esprit de clocher» très développé est excessif. Il faut favoriser fortement les regroupements de communes (fusion, intercommunalités). »

Liste des 50 concepts

les plus cités :

territoire	312	développement	46
service	224	administration	46
État	182	personnel	45
service public	117	métropole	45
difficulté	105	favoriser	44
commune	97	moyen	44
région	97	compétence	41
fonctionnaire	84	solution	40
proximité	79	action	40
terrain	76	emploi	39
besoin	75	éviter	38
entreprise	74	politique	38
collectivité	67	simplifier	38
département	66	transport	37
permettre	66	aide	37
agent	63	démarche	37
ville	61	écoute	36
internet	60	écouter	36
donner	58	activité	36
supprimer	55	formation	35
créer	53	élu	35
collectivité territoriale	51	nombre	34
développer	50	installation	33
accès	49	poste	33
zone	48	améliorer	33



Il faut revenir sur l'abaissement de la limitation de vitesse à 80 km/h sur le réseau secondaire. Cette mesure a été imposée sans concertation, après une expérimentation biaisée aux résultats peu probants, contre l'avis des Français.



Cluster bleu clair

L'ensemble bleu clair représente quant à lui le souhait de simplifier les démarches, notamment grâce à internet. On y retrouve également des revendications concernant le mille-feuilles administratif et la volonté de voir les régions ou département avoir davantage de compétences.

« Simplification administrative. Trop de services, trop de formulaires à remplir. Besoin de simplification. Un guichet unique pour toute démarche. »

« Il faut revoir les processus administratifs dans le sens d'une simplification et réduire en conséquence le nombre de fonctionnaires. »

« La grande majorité des démarches administratives doivent pouvoir être faite sur Internet. »

« L'organisation administrative kafkaïenne est en train de faire perdre aux fonctionnaires les plus investis le goût de leur travail. »

« Compenser les baisses d'effectifs des services publics par une meilleure productivité obtenue avec les nouvelles techniques (internet etc.) »

« Donnons l'indépendance totale à nos Régions. Je serai fier d'élire un président de Région et ainsi constater en direct l'impact de sa politique avec une personnalité qui, au moins, vit à proximité de sa population. »

« Les budgets des régions doivent dépendre des choix fiscaux des régions, sans intervention de l'État. »

« Cela suppose de transférer toutes les compétences des départements aux régions. »

Cluster jaune

Le cluster jaune concerne les élus. On y retrouve encore une fois le souhait des citoyens de supprimer les avantages des hauts fonctionnaires et de baisser leur rémunération et leur nombre.

« Fin de retraite à vie pour un mandat de député ou de ministre ou de sénateur. »

« Réduire le nombre de députés et de sénateurs. »

« Réduire les salaires des députés et des sénateurs ainsi que ministre... Réduire dépenses au plus haut niveau de l'État. »

« Les avantages financiers ou logistiques octroyés aux parlementaires sans juste retour, tout ce que l'Histoire De France a retenu comme des privilèges, que ses rémunérations et avantages cessent. »

« Supprimer tous les avantages des élus lorsqu'ils n'exercent plus. »

« La grande majorité des démarches administratives doivent pouvoir être faite sur Internet. »

« Les budgets des régions doivent dépendre des choix fiscaux des régions, sans intervention de l'État. »



LE MILLEFEUILLE KAFKAÏEN

Les habitants relèvent des problèmes de communication ou de compétences croisées entre territoire et entre administrations

« J'habite dans la métropole de Bordeaux et la rocade borde bordelaise appartient à l'Etat et pas aux collectivités locales. »

« Essayez d'obtenir un renseignement à l'administration de Bordeaux par exemple sur une information venant d'une autre région. »

« Pour financer la LGV Tours Bordeaux, il a fallu l'accord de financement de 56 structures locales et régionales (dixit Alain Juppé). »

« Les passeports sont traités à Agen, les permis à Bordeaux etc...Malgré cela les fonctionnaires qui traitent sur sa plate forme spécialisée un document administratif pour un administré d'une autre Préfecture doit faire parvenir le dossier rempli à la signature du Préfet d'origine. »

« J'ai appelé un numéro taxé sur BORDEAUX ils m'ont renvoyé sur MONTPELLIER un autre numéro taxé. »

« J'habite dans la métropole de Bordeaux et la rocade bordelaise appartient à l'Etat et pas aux collectivités locales. »



Le départ de la société MSC du port de Bordeaux en juillet dernier a montré ses difficultés financières ainsi que le manque de vision stratégique territorialisée de sa gouvernance.

PÊLE-MÊLE

Diverses expressions de satisfaction ou insatisfaction liées aux formalités, transports, services, etc.

« Bordeaux Métropole=+10 directeurs. Les impôts de l'Etat n'ont pas baissé, les collectivités ont dû se financer. »

« Délivrance des cartes grises car très laborieux actuellement sur Bordeaux... »

« Préfecture de Bordeaux : temps d'attente effarant. Nombre de fonctionnaires en charge de la sécurité au chaud effarant, nombre d'agents qui font effectivement le boulot faible. »

« Le départ de la société MSC du port de Bordeaux en juillet dernier a montré ses difficultés financières ainsi que le manque de vision stratégique territorialisée de sa gouvernance. »

« Difficultés du port de Bordeaux. Afin de remédier à cette situation, il est nécessaire de redonner une vision locale de long terme à sa gouvernance. »

« En aquitaine si besoin d'une université ne pas la mettre à Bordeaux où les étudiants ne peuvent plus se loger-coût trop élevé. »

« Accessibilité aux services de police 24h/24 et 7/7 Trop d'attentes pour les urgences hospitalières. »

« J'habite le centre de Bordeaux-acces rapide à pied ou en transports. Mais l'INTERET de l'USAGER ne paraît pas être prioritaire dans certains services publics-exemple de la SNCF. »

« Les transports publics (tramway) sont saturés à Bordeaux. On ne peut pas rentrer dans le tram aux heures de pointe. »

« Ici à Bordeaux, entre les colis livrés avec 1 semaine à 1 mois de retard, les déclarations de passage de facteurs... »

« Absence de réponse pour une demande de dérogation d'entrée en lycée pour choix d'option-Rectorat de Bordeaux-DASDEN. Je suis un jeune grand père ma fille a le plus grand mal à scolariser son fils. »

« Une personne compétente a la carsat de Bordeaux qui a réglé cela sur deux jours. »

« Heureusement j'ai pu voir une conseillère EN PERSONNE à la CPAM de Bordeaux qui a su finalement m'aider. »

« EN 2012 suite à une septicémie à streptocoque ils ont refusé de rembourser ma chambre seule au CHU de Bordeaux pourtant bien prescrite par mon medecin. »

« La ville de Bordeaux refuse l'abattement taxe d'habitation aux handicapés!!! »

« Accueil très fluide au Greffe Tribunal Commerce Bordeaux. »

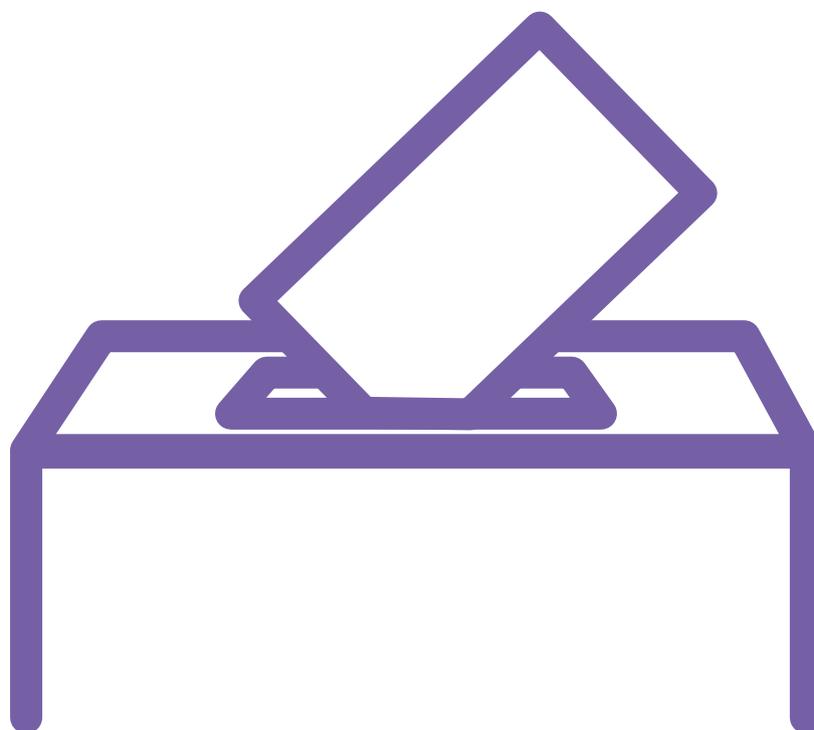
« À ce jour pour ce qui est du contournement de Bordeaux aucune solution n'est envisagée avant au moins 15 à 20 ans. »

« En effet, le projet de ligne à grande vitesse LGV entre Bordeaux et l'Espagne passe par Bazas et il était prévu en accord avec la Région Nouvelle Aquitaine que cette ligne puisse être utilisée par des TER à grande vitesse avec une gare spécifique pour ce type de service innovant à Captieux. »

« En aquitaine si besoin d'une université ne pas la mettre à Bordeaux où les étudiants ne peuvent plus se loger-coût trop élevé. »

« À Bordeaux, on ne peut pas rentrer dans le tram aux heures de pointe. »

« À ce jour pour ce qui est du contournement de Bordeaux aucune solution n'est envisagée avant au moins 15 à 20 ans. »



DÉMOCRATIE ET CITOYENNETÉ

Chapitre 04.

SYNTHÈSE DU CHAPITRE

LES THÉMATIQUES IDENTIFIÉES

Ce qu'il faut retenir

La confiance dans les élus est massivement rompue, à l'exception du maire qui reste le plus fréquemment et favorablement cité (27%). Plus les élus sont éloignés du terrain, plus ils sont exposés à la critique. Une double attente forte émerge nettement : attente de proximité ; **attente de représentativité**.

La perte de confiance est d'abord attribuée au comportement des élus (**manque d'écoute des attentes réelles** des populations, manque d'exemplarité) et à l'impossibilité pour les citoyens d'exprimer leur avis (référendums, consultations, débats).

Le **référendum** et le **débat** arrivent très largement en tête des moyens évoqués pour permettre aux citoyens de contrôler davantage les choix publics.

Concernant le meilleur contrôle de la dépense publique, les répondants demandent de **l'information** (29%), du **choix par vote** (29%) ou de la **concertation** (29%).

Dans le domaine des **incivilités**, la propreté vient en tête des problèmes (22%) suivie par l'irrespect (18%) et le mauvais comportement routier (16%). Mais six autres thèmes sont cités : violence, dégradation, discrimination, bruit, vol, harcèlement.

La **crise de la démocratie** est aussi une crise de l'identité commune avec des réponses nombreuses et diffuses sur les droits et les devoirs, le rapport de la France à l'Europe ou encore la crise migratoire.

LA VISION DES DIFFÉRENTS TERRITOIRES

Ce qu'il faut retenir

Les territoires sont, dans l'ensemble, homogènes sur les questions relatives à la citoyenneté et à la démocratie.

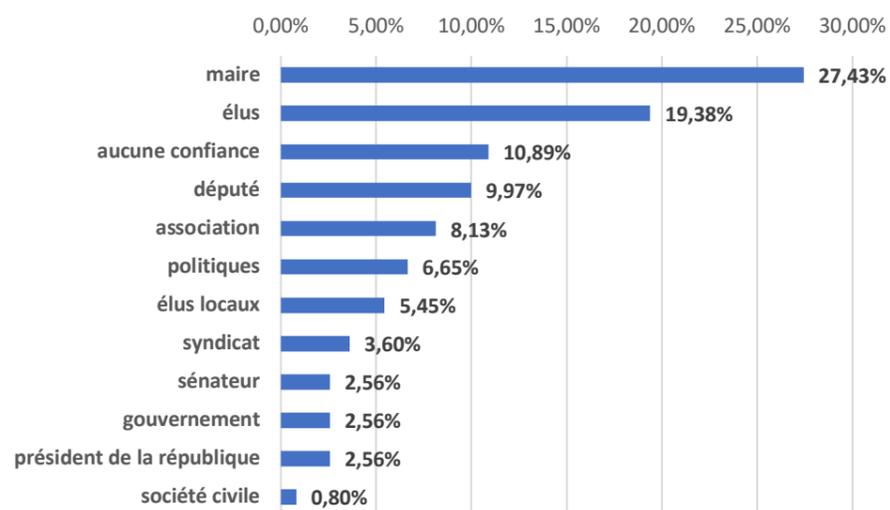
La **confiance accordée au maire** est d'autant plus marquée que l'on s'éloigne du cœur métropole, avec un maximum atteint en villes moyennes. Les habitants de ces dernières évoquent plus souvent le député, dans un sens plus favorable que la moyenne. La proportion des répondants n'ayant "aucune confiance" est équivalente dans chaque territoire.

En matière d'incivilité, les villes moyennes hors métropole sont plus sensibles à la propreté et aux dégradations, le cœur de métropole aux discriminations et au bruit.

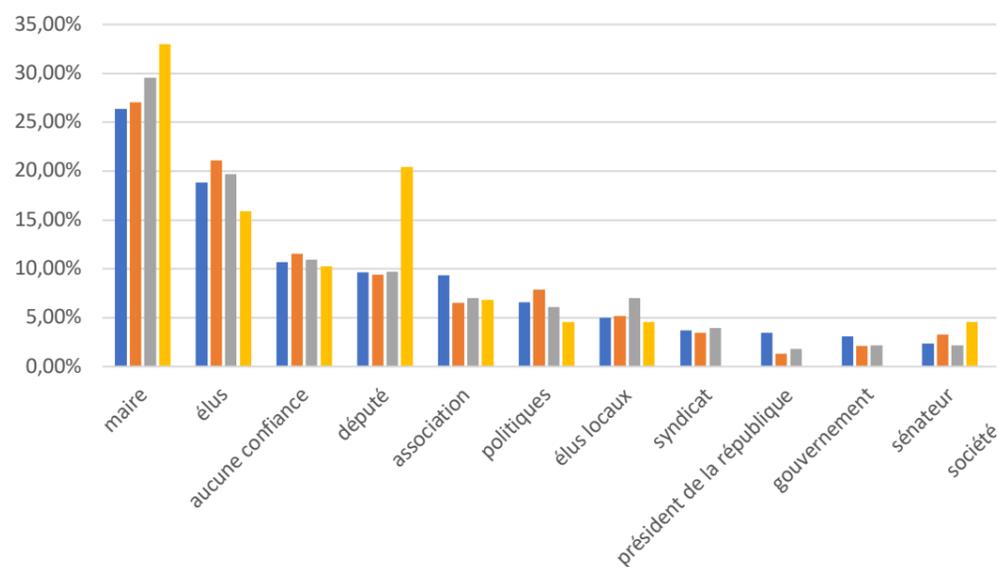
LA CONFIANCE DANS LES ÉLUS, EN BERNE SAUF ENVERS LES MAIRES

Rappel de la question

En qui faites-vous le plus confiance pour vous représenter dans la société et pourquoi ?



Réponses à la confiance dans les élus (typologie d'élus, de fonction ou d'organisation), tous territoires confondus.



Réponses à la confiance dans les élus, différences entre territoires.

Le maire : un élu digne de confiance car proche et accessible

Cet acteur représente à lui seul un quart des réponses et fait figure de rescapé de la crise démocratique en France. Les zones rurales de métropoles et les villes moyennes hors métropole accordent un peu plus cette confiance au maire que les cœurs et banlieues de métropole. Cela pourrait s'expliquer par la taille généralement plus petite de ces villes, et la proximité que les habitants entretiennent avec leur premier élu. Etre « au plus proche » est le motif le plus souvent invoqué par les participants pour expliquer leur confiance en la personne du maire. L'accessibilité de l'élu est aussi mise en avant.

« Au Maire car c'est élu le plus proche des citoyens. »

« Au maire qui à priori et le plus proche des problèmes et difficultés des personnes. »

« Le maire car les autres députés sénateurs on ne les voient jamais. »

« Le maire est le représentant le plus proche des préoccupations des citoyens. Il faudrait diminuer les représentants nationaux (députés, sénateurs...) et positionner les maires comme interlocuteurs de poids des citoyens. »

« Le représentant le plus proche est le maire que nous pouvons contacter facilement. »

« Le Maire, par sa proximité et donc par sa connaissance des préoccupations des citoyens. »

« Les élus » en perte de légitimité

Les élus comme catégorie générique arrivent en deuxième position dans la réponse à la question de la confiance. Cependant, la plupart des citoyens mentionnent « les élus » pour remettre en question leur rôle, leur honnêteté, leur souci réel des citoyens ou leur indépendance. Leur manque de connaissance du terrain ainsi que leurs comportements parfois carriéristes sont également dénoncés. L'évolution de la politique comme expertise professionnalisée paraît créer un sentiment de coupure (les politiciens et administratifs parlent désormais entre eux dans un monde séparé des problèmes quotidiens). Néanmoins, pour certains répondants, la fonction d'élu n'est pas critiquable en soi, c'est l'humain qui l'incarne qui pose problème. En évoquant une forme de sacralité du suffrage universel, il est inacceptable selon eux de ne plus pouvoir faire confiance à son élu. Quelques participants (plutôt rares) disent encore avoir confiance dans les élus.

« Le maire car les autres députés sénateurs on ne les voient jamais. »

« L'ère est à la défiance, faute à tous ces élus qui nous ont prouvé, à maintes reprises, leur détachement de la réalité. »

« Ce devraient être nos élus choisis par le processus démocratique mais leurs motivations profondes, leurs comportements parfois incohérents et leurs postures dans la communication posent question pour un certain nombre d'entre eux qui ne portent pas/plus toujours une parole sincère et fiable au service désintéressé du collectif et n'incarnent tu pas/plus l'exemplarité nécessaire pour représenter dignement et légitimement ce qui les ont élus. »

« Au delà d'un certain niveau, les élus (notamment nationaux et européens) paraissent souvent déconnectés des réalités quotidiennes. »

« L'ère est à la défiance, faute à tous ces élus qui nous ont prouvé, à maintes reprises, leur détachement de la réalité. »

« Personne, les élus ne représentent que leur propre caste, comme un bien qu'on se passe de famille en famille. »

« Les élus et autres organisations (cf. ci-dessous) nous ont déçu beaucoup. »

« En premier lieu aux élus territoriaux et aux associations, les élus des plus hautes chambres sont trop éloignés des préoccupations des citoyens. »

« Mes élus. Ils sont formés et ont connaissance des enjeux politiques et économiques du pays. »

« Les élus ne représentent plus que eux mêmes, ils font de la politique-politicienne. »

« Aucune confiance » : la démocratie malmenée

Le syntagme « aucune confiance » est en troisième position et reflète la perte de confiance des citoyens envers les institutions. Ils sont aussi nombreux à avoir répondu « personne » à la question de la confiance. L'expression de l'absence de confiance est homogène dans les quatre territoires. Cela suggère, pour le cas de Bordeaux et de la Gironde, l'absence de « territoires oubliés de la République » qui seraient en rupture par rapport à d'autres.

« Je n'ai aucune confiance en l'administration publique qui profite de l'ignorance des citoyens pour les abusés socialement et financièrement. »

« Personne, il y a trop de magouille au niveau des politiciens. »

« Personne d'où l'utilité d'une démocratie participative. »

« En plus personne malheureusement. Nous avons voulu renverser la tendance en élisant un jeune Président mais il ne représente pas le Peuple avec un grand P car loin des préoccupations des citoyens. »

« Je n'ai aucune confiance au système « démocratique » mis en place en France. Je pense que nous ne sommes absolument pas dans une démocratie. »

« Je n'ai plus aucune confiance dans les élus, alors que je vote régulièrement depuis 1986... Je vais de déception en déception, scrutin après scrutin... »

Le député, une représentation sujette à débat

Presque autant citée que « aucune confiance », mais deux fois plus souvent citée dans les villes moyennes de sous-préfecture (20,45%), la catégorie « député » est fortement nuancée. En effet, pour certains le député reste le mieux à même de les représenter : il garde une forme de proximité et il est élu au suffrage universel. Pour d'autres, l'Assemblée nationale et ses élus ne sont plus dignes de confiance (notamment du fait de la déconnexion avec les réalités du terrain et de positions partisans).

« Je considère également comme essentiel le rôle des députés et espère aussi en leur dévouement, leur honnêteté. »

« Les députés, car ce sont eux que l'on a élu directement pour représenter nos communes, régions et départements, dans l'hémicycle et auprès du gouvernement. »

« Cela reste les députés, élus du peuple »

« Les collectivités et les députés, qui sont un peu plus proches des attentes de leur région. »

« L'Assemblée nationale n'est plus qu'une chambre d'enregistrement des décisions du président. Du coup, aucun débat, aucune négociation. »

« Les députés, à qui devrait peut-être revenir ce rôle, me semblent être, quant à eux, trop éloignés des préoccupations des citoyens. »

« Les députés préfèrent suivre une majorité que leurs propres convictions. »

« Les députés (ou sénateurs) ne font plus partie du même monde que les citoyens ordinaires. »

« Je n'ai plus aucune confiance dans les élus, alors que je vote régulièrement depuis 1986... Je vais de déception en déception, scrutin après scrutin... »

« Les députés préfèrent suivre une majorité que leurs propres convictions. »

« Les associations sont des citoyens qui ne sont dirigés pas par les lobbies. Ils ne recherchent pas à agrandir leur électors. »

Les associations, indépendantes et intègres

Un peu plus mentionnées en cœur de métropole, les associations sont citées de manière plutôt positive. Elles sont perçues comme indépendantes, actives, permettant au citoyen de s'engager sans pour autant avoir une logique carriériste. Leur rôle d'acteur de terrain leur donne également une crédibilité pour s'emparer des problématiques contemporaines.

« Les associations puisqu'elles n'ont pas d'appartenance politique donc d'intérêt personnel. »

« Les associations sont des citoyens qui ne sont dirigés pas par les lobbies. Ils ne recherchent pas à agrandir leur électors. »

« Les associations sont plus sur le terrain pour répondre aux besoins concrets des citoyens, sans enjeu électoral ni de carrière. »

« Les associations, car elles sont constituées de gens qui vivent sur le terrain. »

« Les associations car elles sont issues des citoyens et répondent à des besoins des citoyens. »

Les « politiques » et la tentation du « tous pourris »

Il est assez frappant de voir la négativité qui entoure l'usage des termes « politique », « homme politique », « femme politique » et « politicien ». Ces termes sont souvent utilisés pour une dénonciation des pratiques de la politique. L'usage de ces notions génériques, comparable à celle des élus (voir plus haut), permet un constat global du ressenti des citoyens sur la fonction de représentation.

« Tous les politiciens que j'ai rencontré donne l'impression d'être dans leur sphère, et pense en 1er à être réélu. »

« Il y a trop de magouille au niveau des politiciens. »

« Surtout pas les politiques « professionnels » souvent sortis de la même école et qui tiennent rarement les programmes. »

« Les politiques ont perdu toute crédibilité en retournant leur veste lorsque cela les arrange. »

« Aucunement à « nos » Hommes Politiques qui sont là pour l'argent et leur carrière-Intérêts privés. »

« Personne les hommes politiques ont perdu tout crédit et sont corrompus trop et menteurs Zéro confiance. »

Le déclin confirmé des syndicats

Notre analyse confirme la baisse de confiance dans le syndicalisme. En effet, le terme « syndicat » représente moins de 4% des acteurs cités à cette question de la confiance, loin derrière les associations, par exemple. Dans ces mentions, plutôt positives dans l'ensemble, on note aussi quelques critiques vis-à-vis de la politisation des syndicats.

« Les syndicats et les élus locaux car ils sont chacun dans leurs domaines à l'écoute des préoccupations de mon quotidien. »

« Aux syndicats malgré leur mise à l'écart. »

« J'ai confiance en les syndicats. »

« Les syndicats (trop politisés) et les associations sont des minorités non représentatives. »

« JE NE FAIS PAS CONFIANCE AUX SYNDICATS==>TROP POLITISE & INCOMPETENT. »

« Les politiques ont perdu toute crédibilité en retournant leur veste lorsque cela les arrange. »

Le président de la République et le Gouvernement très peu cités

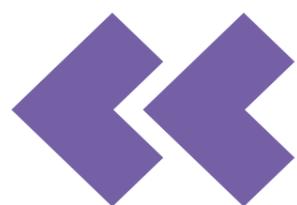
Ces deux catégories représentent environ 5% des mentions. Le Président et le Gouvernement sont les moins proches et les moins accessibles, logiquement les moins cités vu l'importance de la proximité dans l'équation de la confiance. On notera que l'on retrouve la sacralité du suffrage universel dans les réponses citant le président de la République.

« Au PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE car il est élu au suffrage universel. »

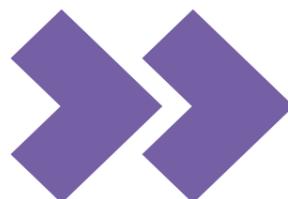
« Le Président De La République car il est élu au suffrage direct. »

« Président De La République car il représente le peuple français au niveau international. »

« Les syndicats et les élus locaux car ils sont chacun dans leurs domaines à l'écoute des préoccupations de mon quotidien. »



Le maire est le représentant le plus proche des préoccupations des citoyens. Il faudrait diminuer les représentants nationaux (députés, sénateurs...) et positionner les maires comme interlocuteurs de poids des citoyens.



Adjectifs positifs indiquant l'état d'esprit des répondants quand ils évoquent le rôle des élus



Adjectifs négatifs indiquant l'état d'esprit des répondants quand ils évoquent le rôle des élus

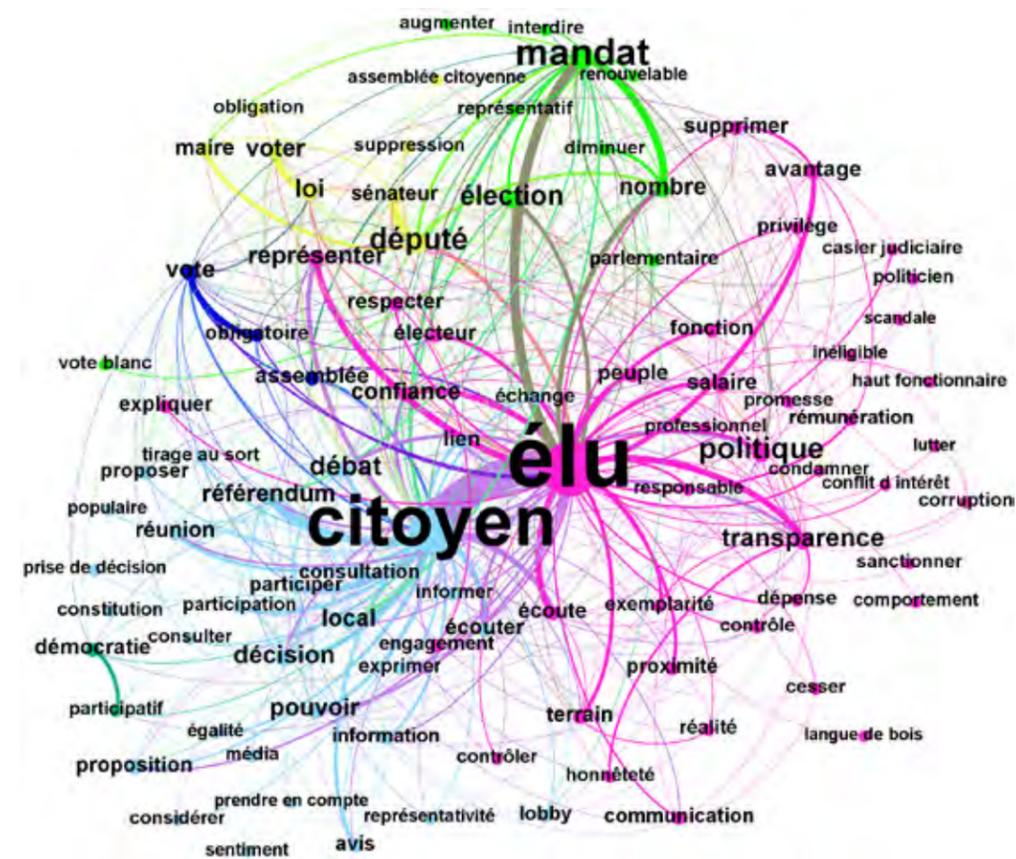


Valeurs indiquant l'état d'esprit des répondants quand ils évoquent le rôle des élus

RÉTABLIR LA CONFIANCE : QUELLES DIRECTIONS ?

Rappel de la question

Que faudrait-il faire pour renouer le lien entre les citoyens et les élus qui les représentent ?



Cartographie des réponses au besoin de renouvellement de confiance.

Cluster rose

Un premier ensemble, dominant, est relatif au comportement de l'élu (rose). Les répondants lui demandent de représenter ses électeurs, d'être à l'écoute et digne de confiance. La transparence, l'exemplarité ou encore la proximité sont également très proches du concept d'élu. On remarque aussi la présence de concepts renvoyant aux dérives politiques : scandale, langue de bois, conflit d'intérêt, casier judiciaire. Les avantages des élus, notamment leur rémunération, sont également mentionnés.

« Plus de proximité. Avec les nouvelles technologies, on peut communiquer simplement et calmement. Bien sur, il est impossible de plaire à tout le monde.. mais nos élus sont souvent vus comme des personnes ne devant répondre de rien ni personne et faisant ce que bon lui semble. »

« Faire en sorte que les élus, ne soient pas des professionnels qui font ça toute leur vie. »

« Que le gouvernement commence par donner l'exemple en réduisant de manière drastique le train de vie de l'état ainsi que les effectifs, salaires et privilèges associés. L'exemplarité est une valeur cardinale pour renouer le lien, et la valeur des symboles un puissant levier... »

« Il faut plus de transparence, plus d'exemplarité, et de respect. Une proximité avec les citoyens ne peut qu'être bénéfique. »

« Exemplarité des élus, salaire avantage, retraite alignement sur les gens ordinaires. »

Cluster bleu

Un deuxième ensemble renvoie à ce que les répondants souhaitent pour le citoyen (bleu). On retrouve des liens assez forts avec référendum, débat, avis. Il y est question de pouvoir et de décision, signe que les citoyens s'en estiment exclus ou mal représentés. Il est intéressant de noter que des concepts tels que le tirage au sort, la participation ou encore la consultation sont présents dans ce cluster.

« Stopper la corruption des élus et permettre un vrai dialogue et échange entre citoyens et élus par le biais de référendums citoyens. »

« Inclure les administrés dans les décisions des élus. »

« Participation directe des citoyens par tirage au sort. »

« Plus de débats tant au niveau local qu'au niveau national. L'initiative du grand débat national est une excellente idée qu'il faut réitérer maintenant que les citoyens y ont pris goût. Les réunions locales du grand débat sont un bon exercice démocratique qu'il faut pérenniser. »

« Expliquer les décisions prises surtout quand il est certain que les décisions prises risquent d'entraîner de la contestation. »

« Que les élus écoutent leurs électeurs et ceux qui ne votent plus. Mettre en place et faire connaître un site Internet par député, sans langue de bois. Idem pour le Maire qui pourrait organiser un référendum ou recevoir des avis sur tel ou tel projet. »

« Il faut plus de transparence, plus d'exemplarité, et de respect. Une proximité avec les citoyens ne peut qu'être bénéfique. »

« Inclure les administrés dans les décisions des élus. »

Cluster vert

Le cluster vert est en lien avec la volonté d'interdire ou limiter les mandats renouvelables, mais aussi celle de diminuer le nombre de parlementaires.

« Limiter le nombre de mandat pour éviter les professionnels de la politique. »

« Rendre le vote obligatoire et rendre les mandats renouvelables qu'une fois par période de 15 ans. »

« Il faut peut être réduire le nombre de postes d'élus mais y mettre à chaque fois un binôme. »

Cluster jaune

Le cluster jaune s'associe au précédent avec des termes comme suppression, sénateurs et députés, mais se complète aussi avec le souhait de rendre obligatoire la présence des élus lors des séances de discussion et de vote à l'assemblée.

« Suppression du Sénat, pour le remplacer par une assemblée citoyenne tiré au sort. »

« Absentéisme (assemblée et sénat, parlement Européen) sanctionné, présence obligatoire lors des votes. »

Cluster bleu foncé

Enfin, l'ensemble bleu foncé révèle le désir de rendre le vote obligatoire pour les citoyens

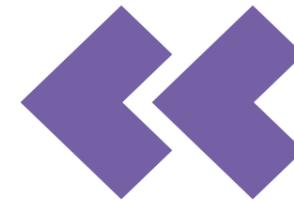
« Rendre le vote obligatoire et sanctionné, comme en Belgique, pour toutes les élections, et en contre partie accepter de comptabiliser le vote blanc. »

« Instaurer le vote obligatoire et la reconnaissance du vote blanc comme suffrage exprimé. »

LES MOTS ASSOCIÉS À LA CONFIANCE DES CITOYENS VERS LES ÉLUS

élu	1078	nombre	109	supprimer	71
citoyen	835	local	106	proposition	71
mandat	311	confiance	102	électeur	69
député	208	peuple	89	travail	69
politique	197	représentant	89	respecter	68
élection	158	avantage	87	sujet	67
débat	153	État	85	terrain	67
loi	139	assemblée	85	président	66
transparence	138	salaire	85	sénateur	64
élire	130	maire	85	expliquer	62
représenter	126	réunion	78	participer	60
décision	123	écouter	77	avis	60
vote	120	lien	77	assemblée nationale	58
référendum	119	démocratie	77		
pouvoir	118	fonction	76	sénat	58
voter	116	écoute	74	retraite	58
action	114	temps	72	proximité	58

Liste des 50 concepts les plus cités



Plus de débats tant au niveau local qu'au niveau national.

L'initiative du grand débat national est une excellente idée qu'il faut réitérer maintenant que les citoyens y ont pris goût.



Cluster marron

Le cluster marron confirme cette idée : les répondants évoquent la mise en place de questionnaire afin de recueillir les avis.

« A l'aide d'un questionnaire style QCM accessible à tout le monde et très simple et se plié à la majorité des réponses. Que les résultats soient publiés pour les rendre consultables. »

« demander plus l'avis des citoyens via des questionnaires (google forms : coût 0 €). »

« Pourquoi pas refaire des questionnaires sur des questions précises un peu comme ce débat. Mais pas d'obligation de prises en compte. »

LES MOTS ASSOCIÉS À LA REPRISE DE CONTRÔLE DE LA DÉMOCRATIE PAR LES CITOYENS

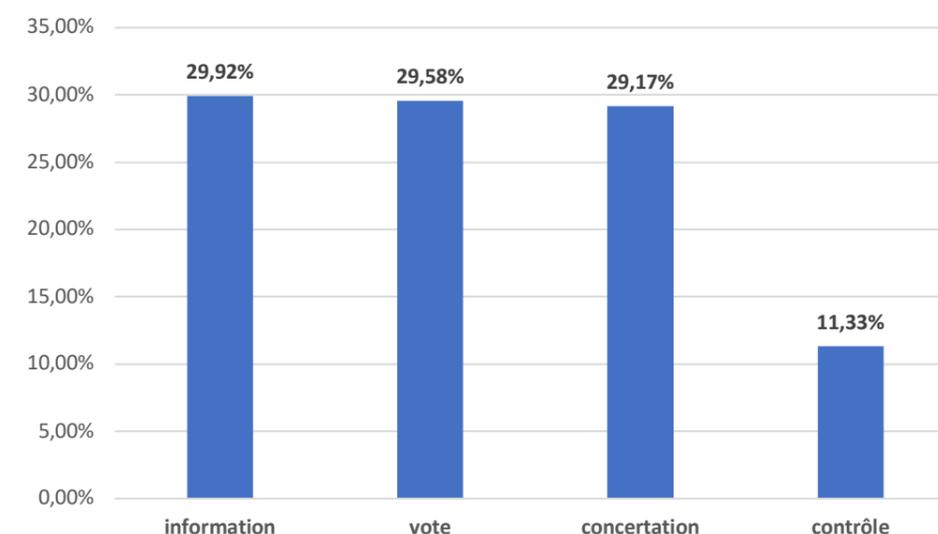
citoyen	869	loi	146	proposition	98	consulter	74
référendum	639	démocratie	145	assemblée	96	réunion	73
débat	386	organiser	136	député	93	association	71
décision	230	participatif	134	français	91	tiré	71
local	226	initiative	134	orientation	90	État	65
sujet	214	internet	134	proposer	87	associer	65
vote	201	voter	125	pouvoir	86	choix	65
consultation	195	permettre	124	élection	86	programme	63
élu	182	sort	121	important	83	société	62
niveau	177	participer	112	participation	81	nombre	61
question	171	avis	110	tirage au sort	80	mairie	60
national	170	politique	105	projet	80		
ric	154	idée	101	peuple	77		

OÙ PASSE L'ARGENT PUBLIC ? L'IMPLICATION DES CITOYENS

Rappel de la question

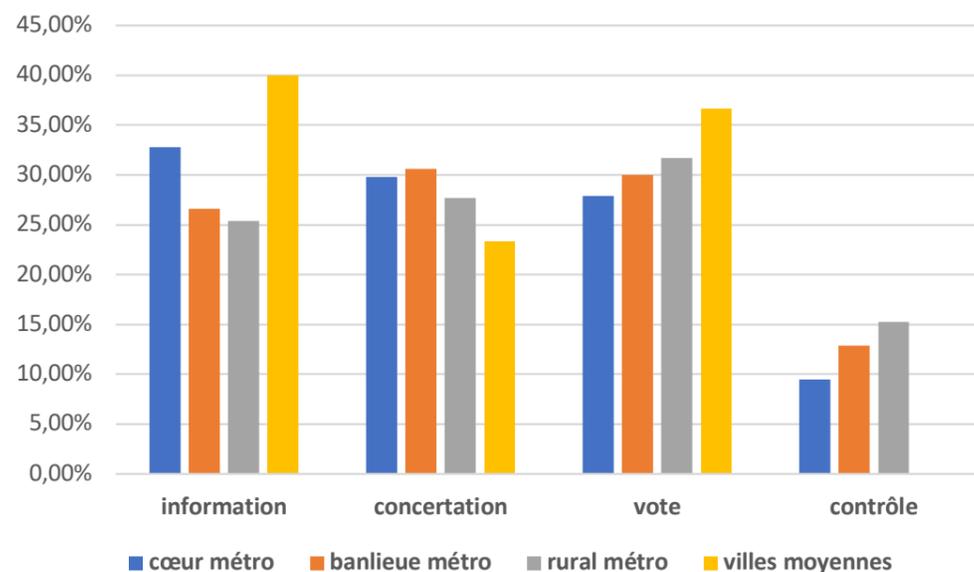
Que faudrait-il faire pour consulter plus directement les citoyens sur l'utilisation de l'argent public, par l'État et les collectivités ?

Pour analyser les réponses à cette question, nous avons discerné dans les expressions des citoyens quatre modalités d'intervention des citoyens sur l'utilisation de l'argent public :



information	441	vote	436	concertation	430	contrôle	167
information	120	référendum	233	consultation	210	contrôle	52
bilan	66	votes	129	questionnaires	59	commissions	26
rapport	51	élections	43	réunions	47	obligation	25
résultats	43	tirage au sort	18	sondage	41	sanction	22
communication	28	votation	13	plateforme	31	recommandations	20
site internet	27			participation	18	enquêtes	18
présentation	21			expression	9	règles	4
compte rendu	19			délibération	8		
publication	19			concertation	7		
données	11						
dossiers	11						
synthèse	11						
dialogue	7						
documents	7						

Globalement, une quasi égalité ressort entre l'information, la concertation et le vote (qui arrivent chacun à environ 30 % des concepts cités). Les notions liées à des dispositifs de contrôle représentent quant à elles 10 %.



On note des nuances en fonction des zones. Le cœur de la métropole accorde une plus grande importance à l'information, la banlieue et la ruralité de la métropole préfèrent légèrement le vote ou la concertation. Les villes moyennes sont moins sensibles à la concertation et favorisent également l'information ou le vote.

Améliorer information et communication

Les participants qui souhaitent avoir davantage d'information sur les dépenses publiques pointent souvent du doigt un manque de communication de la part des autorités. Les citoyens sollicitent ainsi l'usage de bilans, de rapports ou encore d'outils comme des sites internet.

« Peut être faire des bilans trimestriels avec l'explication des différentes taxes et les circuits de redistribution de cet argent. »

« Commencer par leur donner accès aux informations : la comptabilité de l'état et des collectivités devrait être publiée comme celle des sociétés. »

« Il faudrait surtout une communication plus transparente et en continu. »

« Créer une institution apolitique de surveillance et de communication sur les dépenses publique. On a besoin de plus de transparence. »

« Il faut un site internet ou chaque citoyen peut facilement et simplement s'informer du coût de chaque projet public. »

« Un bilan semestriel ou annuel permettra au citoyen d'avoir un visuel de l'utilisation de l'argent. »

De la consultation, et davantage en ligne

La consultation est la deuxième solution proposée par les participants. Elle occupe 48,83 % des concepts cités dans la modalité « concertation ». Dans cette même modalité, la présence marquée des concepts « plateforme » et « questionnaire » laissent entendre que les citoyens attendent des pouvoirs publics un tournant participatif numérique.

« Proposer ce genre de questionnaires plus régulièrement et à plusieurs niveaux opérationnels (état, régions), via internet. »

« Leur permettre de s'exprimer librement sur ces questions puis soumettre à avis, par une consultation ouverte (via internet par exemple, très facile à mettre en oeuvre). »

« Au niveau local les consultations des citoyens doivent être organisées pour toutes les décisions monopolisant plus de n% du budget. »

« Une plateforme digitale en tant qu'outil d'échange dont il serait tenu réellement compte. »

« Par le biais d'une plateforme numérique comme le présent site par exemple. »

« Là encore peut-être plus de consultations, soit par des élus soit sur internet. »

« Il faudrait surtout une communication plus transparente et en continu. »

« Au niveau local les consultations des citoyens doivent être organisées pour toutes les décisions monopolisant plus de n% du budget. »

« Une plateforme digitale en tant qu'outil d'échange dont il serait tenu réellement compte. »

Pour le vote, le référendum est la solution première

Parfois « d'initiative citoyenne », fréquemment « en ligne » et souvent « local », le concept « référendum » représente plus de la moitié des concepts de la catégorie « vote » et 15,83 % de l'ensemble des concepts cités à lui seul. Le référendum est donc la solution la plus mentionnée sur cette question.

« Organiser des référendums locaux. »

« Un référendum si au moins plus de la moitié des citoyens le demande. »

« Un Référendum Faire voter les citoyens via une plateforme pour partager les priorités budgétaires. »

« Des référendums lorsqu'il s'agit notamment du lancement de grands projets très coûteux. »

« Mettre en place des référendums en autre par voix électronique avec mot passe sécurisé. »

« Le Référendum semble être le meilleur moyen, qu'il soit d'initiative citoyenne ou gouvernementale. »

Le contrôle en dernier recours

La catégorie du contrôle est moins présente que les trois autres. On remarque que la ruralité y est plus sensible. Parmi les solutions envisagées : un recours plus fréquent aux commissions et des sanctions en cas de non-respect des règles ou des engagements.

« Créer des commissions de suivis locales, régionales et nationales avec des électeurs tirés aux sorts suivants le même principe que le tirage aux sorts des jurés d'assises. »

« Il faut plutôt que les instances de contrôle fixent des règles et limites notamment sur les frais. »

« La Cour Des Comptes doit avoir un pouvoir d'exécution avec sanctions et non un rôle consultatif. »

« Mettre en place des organes de contrôle et de contre-pouvoir qui seraient constitués pour moitié de professionnels et pour moitié de citoyens tirés au sort (au même titre que les jurés d'assise) ces instances seraient chargées d'exercer un contrôle sur le fonctionnement de l'Etat. »

« Que la Cour Des Comptes ait un pouvoir de sanction sur les dérives constatées...sinon à quoi sert cet organe. »

« Organiser des référendums locaux. »

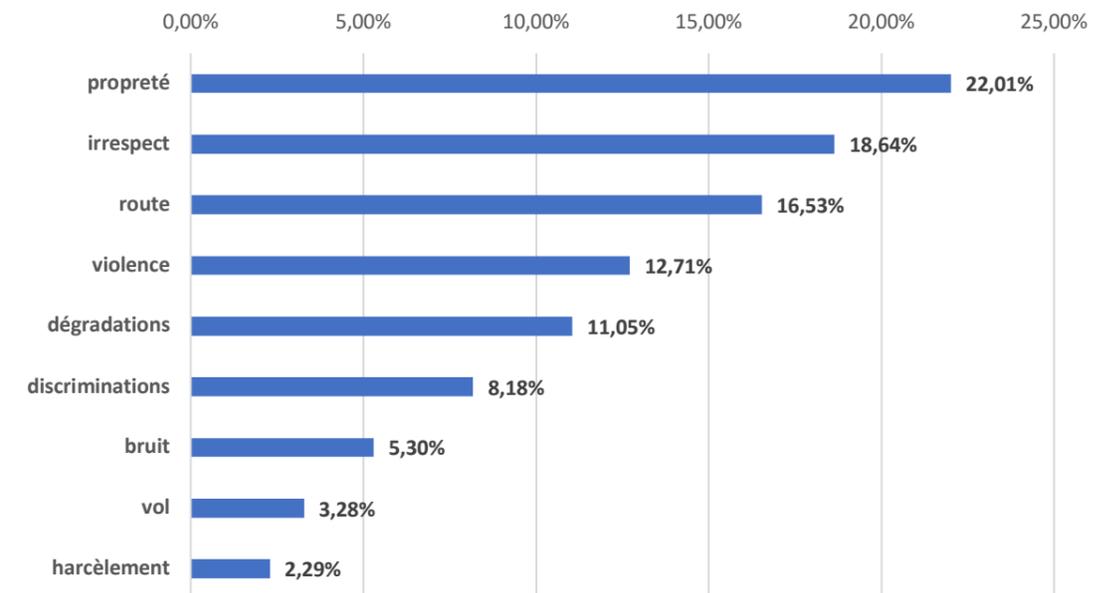
« La Cour Des Comptes doit avoir un pouvoir d'exécution avec sanctions et non un rôle consultatif. »

LA PERCEPTION DES INCIVILITÉS DANS LES TERRITOIRES

Rappel de la question

Quelles sont les incivilités les plus pénibles dans la vie quotidienne et que faudrait-il faire pour lutter contre ces incivilités ?

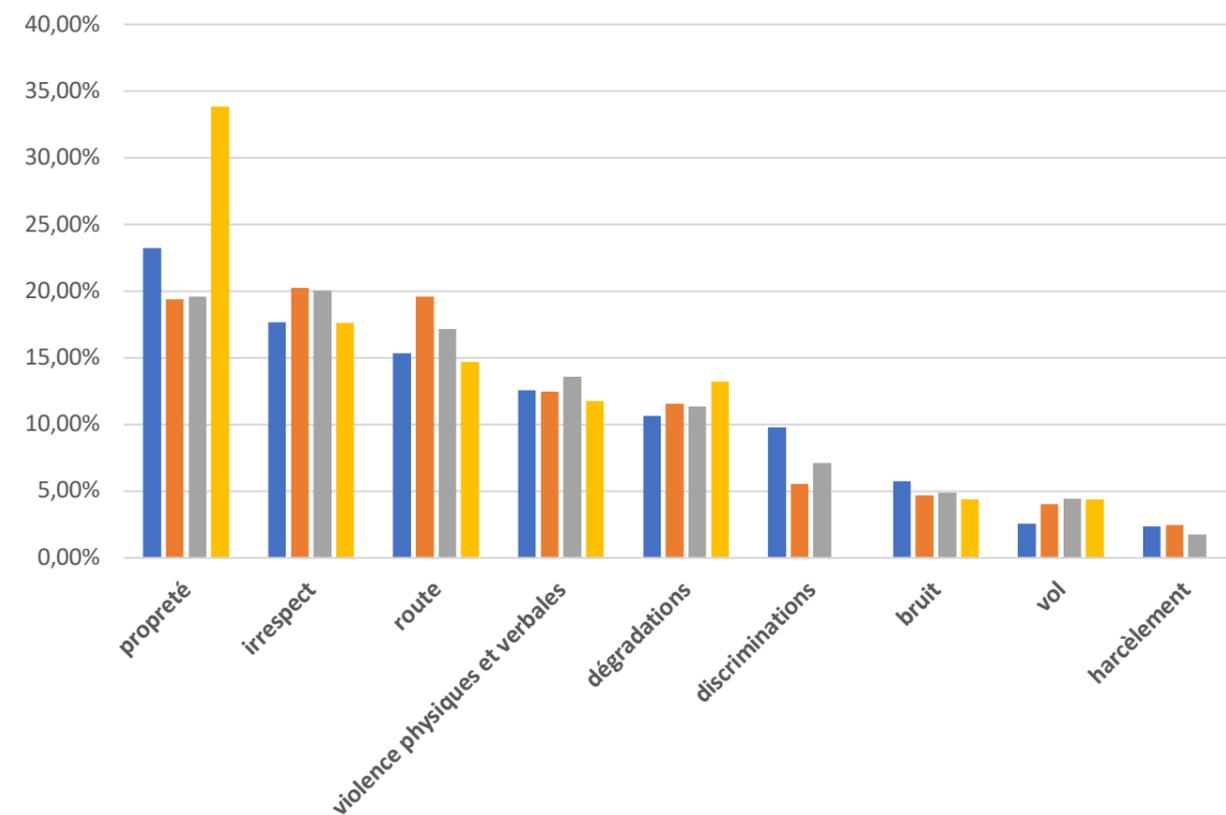
Les réponses spontanées des citoyens peuvent se classer en 9 catégories :



Place des catégories d'incivilités.

Les mots exprimant les incivilités

propreté		bruit	
déchets	133	bruit	83
mégots	64	nuisances sonores	24
détritus	44	tapage nocturne	11
papiers	39	vol	
ordures	38	vol	73
proprete	38	harcèlement	
crottes	37	harcèlement	51
pollution	36	violences	
déjections	33	violence	196
crachats	28	agressions	73
irrespect		insécurité	14
manque de respect	121	dégradations	
insultes	90	dégradations	101
agressivité	76	tags	55
impolitesse	61	destruction	33
irrespect	51	biens	18
injures	16	vandalisme	18
route		détérioration	13
voiture	96	graffitis	8
code de la route	88	discriminations	
stationnements	38	racisme	73
vélos	33	sexisme	38
chauffard	27	homophobie	23
véhicules	25	intolérance	22
vitesse	25	antisémitisme	15
moto	20	discriminations	11
trottinettes	9		



Les variations des territoires dans la préoccupation des incivilités.

La ville propre

La propreté est le thème n°1 pour le cœur de la métropole et pour les villes moyennes de sous-préfectures. Elle arrive en deuxième position pour les zones rurales de métropole et en troisième pour la banlieue. Ce sont les déchets qui suscitent le plus d'observations des participants.

« Pollution sauvage (mégots, bouteilles, cannettes, déchets etc). » « Les déchets de toute sorte sur la voie publique. »

« Ce qui jette dans les rues (mégots, boîte de fastfood, etc..Jil faut rendre les français propres. »

« Le manque de respect pour les autres déchets sur la voie publique, notamment mégots cigarette. »

« Les crachats, jets de mégots sur la voie publique et d'autres soulagements le long des murs. »

« Les crachats, jets de mégots sur la voie publique et d'autres soulagements le long des murs. »

L'irrespect et les incivilités liées à la route en banlieues et zones rurales

Ces deux catégories d'incivilités sont légèrement plus citées en banlieue et en ruralité de métropoles. Dans l'irrespect, ce sont plus particulièrement le manque de respect, les insultes et l'agressivité qui sont cités. Pour ce qui est du code de la route, les citoyens dénoncent la vitesse excessive de certains, le stationnement des autres, mais aussi le non-respect du code par les cyclistes.

« Les marques de manque de respect (propos, tricheries aux transport en commun... les provocations...). »

« L'individualisme, l'irrespect d'autrui, des institutions, des valeurs civiques. La démission des pouvoirs publics qui les favorisent. »

« Le peu de respect de certains » ado ». la violence verbale, l'irrespect. Difficile de dire ce qu'il faudrait faire pour lutter contre, je crois que tout vient de l'éducation de base malheureusement. »

« Le manque de respect, les injures, le mépris, la pensée unique, les vols, mes agressions, les viols. La solution n'est pas que répression mais aussi formation, travaux d'utilité publics pour les délinquants repressions et punitions. »

« Utilisations des vélos et autres moyens léger de déplacement sur les trottoirs. »

« Code de la route non respecté, dégradation des biens publics. »

« Pratiquer des rodéos en voiture, en deux-roues, jeter des bouteilles par les fenêtres de sa voiture. »

« Les scooters et motos qui roulent sur les trottoirs et pistes cyclables Nous vivons dans un monde monde qui s'enfoncé peu à peu dans l'incivilité et la délinquance, sans que cela ne provoque de réactions appropriées. »

La violence, sous toutes ses formes

La violence est en 4^e position des concepts les plus cités. Les citoyens dénoncent des agressions et une société de plus en plus violente. On remarque que certaines réponses pointent du doigt les agressions envers les forces de l'ordre ou les pompiers.

« Les agressions de fonctionnaires, les dégradations... Donner des amendes aux auteurs sans passer par la case justice. »

« La violence verbale les incivilités sur la route ou sur la voie publique le vol, les insultes, l'agressivité... »

« Les agressions sexistes, racistes et homophobes les incivilités envers les pompiers et services hospitaliers. »

« Les agressions physiques et verbales. Les regroupements qui importune les gens, le femmes, les jeunes filles... »

« Agressions des pompiers et de l'autorité publique. »

« L'individualisme, l'irrespect d'autrui, des institutions, des valeurs civiques. La démission des pouvoirs publics qui les favorisent. »

« La violence verbale les incivilités sur la route ou sur la voie publique le vol, les insultes, l'agressivité... »

Les dégradations, un peu plus citées en villes moyennes hors métropole

En fonction des territoires, les dégradations représentent entre 10,67% et 13,24% des concepts cités. C'est dans les villes moyennes qu'elles sont un peu plus citées. Lorsque les citoyens évoquent des dégradations, il s'agit plutôt des dégradations d'équipement public.

« La destruction des biens de l'état. »

« Dégradations des abris bus, casse sur les voitures, cambriolages. Beaucoup plus de fermeté, toutes dégradations devraient être réparées. »

« Incivilités quotidiennes, dégradation des lieux publics, tags. »

« Dégradation de biens collectifs ou privés. »

« Dégradations de bien public. »

Les discriminations : un problème pour les métropolitains

Alors que les concepts en lien avec des discriminations occupent presque 10% des concepts cités dans le cœur de la métropole, aucun d'entre eux ne figurent parmi les réponses de villes moyennes. Les trois discriminations les plus citées sont le racisme, le sexisme, l'homophobie.

« L'homophobie, les affronts faits aux femmes, toutes les formes de racisme. »

« Je n'ai été victime à ce jour que de racisme anti-blanc. Je n'ai rien dit. »

« Le racisme anti-blanc de certaines personnes de couleur ou de culte musulman. »

« Racisme, sexisme, homophobie, antisémitisme... sont générés par les discours de l'extrême droite et par les lois de rejet des immigrés comme s'ils étaient responsables des dysfonctionnements du pays ! »

« Le racisme l'antisémitisme la xénophobie tout baser sur l'éducation à l'école Toute incivilité doit être punie. »

« Le racisme anti-riche de français de souche. »

« Sexismes, propos racistes, discrimination des personnes en situation de handicap. »

Le bruit, le vol et le harcèlement minoritaires

Ce sont les dernières catégories citées par les participants. Logiquement, le bruit est légèrement plus cité dans le cœur de la métropole. À noter que le harcèlement majoritairement désigné est le harcèlement de rue.

« Les nuisances sonores (véhicules à moteur, TV et sono trop fortes, regroupements d'individus dans les rues. »

« Le bruit, en ville c'est le bruit. »

« Le vol, permettre de dénoncer ces personnes pour engager une conciliation ou une sanction (sans que l'on juge négativement celui qui dénoncerait un contrevenant parce que cela renvoi à de mauvais souvenir de guerre). »

« Les vols et dégradations. Appliquer des sanction financières dissuasives. »

« Harcèlement des femmes dans la rue. »

« Cette forme de harcèlement et d'incivisme, qui prend parfois la forme de violence physique est une vraie plaie de notre société actuelle. »

« L'homophobie, les affronts faits aux femmes, toutes les formes de racisme. »

Cluster jaune

Le concept de démocratie est relié à la citoyenneté à la France et à l'Europe (jaune). Cette dernière est souvent critiquée. Ce cluster met également en lumière le défi migratoire (migrants, étrangers) que traverse le vieux continent. Sur cette question, les avis sont partagés.

« Démocratie et citoyenneté vont de pair avec le respect de règles, les mêmes pour tous, mais aussi avec des droits et des devoirs. »

« Nous ne sommes pas en démocratie. Jamais je ne considérerais en tant que qu'individus du peuple Français, j'aurais un quelconque pouvoir en déposant un morceau de papier dans une urne. »

« Si l'Europe craque, nos engagements citoyens ne pèseront pas lourd dans le chaos ambiant. »

« La suppression des frontières en Europe a engendré des problèmes (afflux de populations souvent pauvres et sans qualification, mendicité, délinquance). »

« Démocratie et Europe : Ne pas pérenniser l'Europe de l'ouverture chaque fois plus large à la mondialisation sans frein. »

« La France ne peut accepter tous les migrants au risque de faire monter les populismes. »

« L'intégration est indissociable de la migration. Une politique claire engage les deux parties: le migrant et la terre d'accueil. »

Cluster bleu foncé

La question de l'État (bleu foncé) est associée au fait de payer des impôts, ainsi qu'à la notion de service et de contribution à apporter, de responsabilité.

« Pourquoi avoir vendu les autoroutes qui rapportaient de l'argent à l'état et maintenant contre l'avis général, on va brader les aéroports qui appartiennent à l'état donc à nous. »

« Pourquoi l'état verse des subventions à des entreprises qui font du bénéfiques ? Pourquoi l'état ne s'applique pas davantage pour ces citoyens ? »

« Le haut de l'état «se goinfre» sur nos impôt et nous demande de faire de gros efforts. »

« L'état s'est trop désengagé de ses responsabilités au profit d'associations douteuses qui masquent un projet politique derrière un rôle social. »

« Nous avons tous la connaissance et l'exemple de bénéficiaires abusifs du système alors que nous payons l'impôt sans aucune tolérance de la part de l'État sur le défaut de respect de nos engagements et obligations fiscales. »

« Peut d'être faudrait-il des postes réservés dans les administrations et les grandes entreprises qui reçoivent des subventions de l'état et où l'état est actionnaire. »

« Aujourd'hui les manifestants réclament des droits, il critique l'état mais demande les mêmes droits que ceux qu'ils critiquent... ou sont les devoirs ? »

« L'intégration est indissociable de la migration. Une politique claire engage les deux parties: le migrant et la terre d'accueil. »

« Nous avons tous la connaissance et l'exemple de bénéficiaires abusifs du système alors que nous payons l'impôt sans aucune tolérance de la part de l'État sur le défaut de respect de nos engagements et obligations fiscales. »



ANNEXE

01.

Notre solution utilise le traitement semi-automatique du langage : des applications qui permettent une approche quantitative et qualitative des contenus textuels.

« Semi-automatique » signifie l'alliance entre IA (intelligence artificielle, plus modestement des algorithmes de traitement de données) et IH (intelligence humaine). Dans cette méthode de traitement de données textuelles massives, l'humain n'est jamais absent ni des choix de la meilleure modélisation statistique d'un texte (en fonction de sa problématique) ni des étapes de validation des résultats, de sélection des verbatims les plus représentatifs et bien sûr de formalisation des synthèses. Mais ce travail humain est réalisé sur des bases objectives, traçables, répliquables : il ne doit jamais forcer, orienter ou appauvrir le sens d'un texte, mais le restituer le plus fidèlement possible.

Parmi les outils conceptuels mobilisés pour le traitement semi-automatique du langage par La Vox Populi :

- les **thésaurus thématiques** et des **matrices sémantiques**, construits de manière transparente selon les sujets abordés dans une consultation, permettent de rassembler les expressions d'un ensemble de texte en catégories complètes, cohérentes et explicites, pour pondérer leur importance,
- les **analyses factorielles** permettent de comparer des ensembles de textes (par exemple, différentes parties prenantes d'une consultation) pour calculer leur proximité ou distance selon leur fréquence d'usage de mots, d'expressions et d'univers de sens, mais aussi de toutes autres variables qualitatives ou quantitatives à condition d'en disposer lors du recueil des avis (par exemple, voir si des avis de citoyens divergent par le genre, l'âge, le revenu, le lieu de résidence, etc.),
- l'**apprentissage supervisé**, réservé aux corpus très importants, permet de catégoriser des contenus complexes et de prédire leurs attributs (par exemple, sont-ils pour ou contre une idée, ont-ils une tonalité positive ou négative, etc.) en minimisant les taux d'erreur sur des grands nombres.
- l'**extraction des verbatims représentatifs** donnant corps aux univers de sens ou aux thèmes qui ont été dégagés, permettant de voir plus finement le choix des mots, la logique et le ton des répondants.
- la **lexicométrie descriptive** comptabilise de manière stricte et complète les substantifs, adjectifs, verbes, syntagmes, entités nommées (noms propres) et expressions remarquables présents dans un volume de texte
- les **graphes sémantiques** et **cartes cognitives** permettent de représenter des concepts formant des noyaux de sens et de préciser les liens entre ces concepts dans un texte (clusters ou univers sémantiques), cela à partir d'algorithmes n'impliquant aucune intervention a priori de l'analyste (la structure profonde du texte s'exprime par la fréquence relative des concepts et l'intensité relative de leurs associations),

Détail du territoire couvert par l'étude

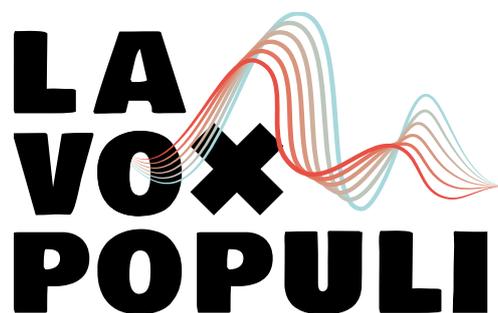
Code INSEE	Code Postal	Commune	Statut	Typologie proposée pour l'étude
33069	33110	LE BOUSCAT	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
33039	33130	BEGLES	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
33119	33150	CENON	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
33065	33270	BOULIAC	Commune simple	Cœur de métropole
33249	33310	LORMONT	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
33522	33400	TALENCE	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
33075	33520	BRUGES	Commune simple	Cœur de métropole
33318	33600	PESSAC	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
33281	33700	MERIGNAC	Chef-lieu canton	Cœur de métropole
	33000	BORDEAUX	Préfecture de région	Cœur de métropole
	33100			
33063	33200			
	33300			
	33800			
33273	33127	MARTIGNAS-SUR-JALLE	Commune simple	Banlieue métropole
33422	33127	SAINT-JEAN-D'ILLAC	Commune simple	Banlieue métropole
33080	33140	CADAUJAC	Commune simple	Banlieue métropole
33550	33140	VILLENAVE-D'ORNON	Chef-lieu canton	Banlieue métropole
33494	33160	SALAUNES	Commune simple	Banlieue métropole
33449	33160	SAINT-MEDARD-EN-JALLES	Chef-lieu canton	Banlieue métropole
33192	33170	GRADIGNAN	Chef-lieu canton	Banlieue métropole
33200	33185	LE HAILLAN	Commune simple	Banlieue métropole
33065	33270	BOULIAC	Commune simple	Banlieue métropole
33167	33270	FLOIRAC	Chef-lieu canton	Banlieue métropole
33312	33290	PAREMPUYRE	Commune simple	Banlieue métropole
33256	33290	LUDON-MEDOC	Commune simple	Banlieue métropole
33056	33290	BLANQUEFORT	Chef-lieu canton	Banlieue métropole
33162	33320	EYSINES	Commune simple	Banlieue métropole
33519	33320	LE TAILLAN-MEDOC	Commune simple	Banlieue métropole
33554	33370	YVRAC	Commune simple	Banlieue métropole
33165	33370	FARGUES-SAINT-HILAIRE	Commune simple	Banlieue métropole
33496	33370	SALLEBOEUF	Commune simple	Banlieue métropole
33252	33370	LOUPES	Commune simple	Banlieue métropole
33330	33370	POMPIGNAC	Commune simple	Banlieue métropole
33434	33440	SAINT-LOUIS-DE-MONTFERRAND	Commune simple	Banlieue métropole
33003	33440	AMBARES-ET-LAGRAVE	Commune simple	Banlieue métropole
33487	33440	SAINT-VINCENT-DE-PAUL	Commune simple	Banlieue métropole
33032	33530	BASSENS	Commune simple	Banlieue métropole
33096	33560	CARBON-BLANC	Chef-lieu canton	Banlieue métropole
33397	33560	SAINTE-EULALIE	Commune simple	Banlieue métropole

33004	33810	AMBES	Commune simple	Banlieue métropole
33273	33127	MARTIGNAS-SUR-JALLE	Commune simple	Zone rurale métropole
33422	33127	SAINT-JEAN-D'ILLAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33080	33140	CADAUJAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33550	33140	VILLENAVE-D'ORNON	Chef-lieu canton	Zone rurale métropole
33376	33160	SAINT-AUBIN-DE-MEDOC	Commune simple	Zone rurale métropole
33494	33160	SALAUNES	Commune simple	Zone rurale métropole
33449	33160	SAINT-MEDARD-EN-JALLES	Chef-lieu canton	Zone rurale métropole
33082	33240	CADILLAC-EN-FRONSADAIS	Commune simple	Zone rurale métropole
33321	33240	PEUJARD	Commune simple	Zone rurale métropole
33414	33240	SAINT-GERMAIN-DE-LA-RIVIERE	Commune simple	Zone rurale métropole
33407	33240	SAINT-GENES-DE-FRONSAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33542	33240	VERAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33219	33240	LA LANDE-DE-FRONSAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33322	33290	LE PIAN-MEDOC	Commune simple	Zone rurale métropole
33312	33290	PAREMPUYRE	Commune simple	Zone rurale métropole
33256	33290	LUDON-MEDOC	Commune simple	Zone rurale métropole
33056	33290	BLANQUEFORT	Chef-lieu canton	Zone rurale métropole
33349	33360	QUINSAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33245	33360	LIGNAN-DE-BORDEAUX	Commune simple	Zone rurale métropole
33118	33360	CENAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33234	33360	LATRESNE	Commune simple	Zone rurale métropole
33099	33360	CARIGNAN-DE-BORDEAUX	Commune simple	Zone rurale métropole
33085	33360	CAMBLANES-ET-MEYNAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33554	33370	YVRAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33165	33370	FARGUES-SAINT-HILAIRE	Commune simple	Zone rurale métropole
33496	33370	SALLEBOEUF	Commune simple	Zone rurale métropole
33252	33370	LOUPES	Commune simple	Zone rurale métropole
33330	33370	POMPIGNAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33061	33370	BONNETAN	Commune simple	Zone rurale métropole
33013	33370	ARTIGUES-PRES-BORDEAUX	Commune simple	Zone rurale métropole
33535	33370	TRESSES	Commune simple	Zone rurale métropole
33293	33450	MONTUSSAN	Commune simple	Zone rurale métropole
33207	33450	IZON	Commune simple	Zone rurale métropole
33483	33450	SAINT-SULPICE-ET-CAMEYRAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33433	33450	SAINT-LOUBES	Commune simple	Zone rurale métropole
33096	33560	CARBON-BLANC	Chef-lieu canton	Zone rurale métropole
33397	33560	SAINTE-EULALIE	Commune simple	Zone rurale métropole
33090	33610	CANEJAN	Commune simple	Zone rurale métropole
33122	33610	CESTAS	Commune simple	Zone rurale métropole
33213	33650	LA BREDE	Chef-lieu canton	Zone rurale métropole

33274	33650	MARTILLAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33474	33650	SAINT-SELVE	Commune simple	Zone rurale métropole
33501	33650	SAUCATS	Commune simple	Zone rurale métropole
33077	33650	CABANAC-ET-VILLAGRAINS	Commune simple	Zone rurale métropole
33454	33650	SAINT-MORILLON	Commune simple	Zone rurale métropole
33448	33650	SAINT-MEDARD-D'EYRANS	Commune simple	Zone rurale métropole
33551	33710	VILLENEUVE	Commune simple	Zone rurale métropole
33388	33710	SAINT-CIERS-DE-CANESSE	Commune simple	Zone rurale métropole
33525	33710	TAURIAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33182	33710	GAURIAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33339	33710	PRIGNAC-ET-MARCAMPS	Commune simple	Zone rurale métropole
33341	33710	PUGNAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33067	33710	BOURG	Chef-lieu canton	Zone rurale métropole
33285	33710	MOMBRIER	Commune simple	Zone rurale métropole
33228	33710	LANSAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33530	33710	TEUILLAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33475	33710	SAINT-SEURIN-DE-BOURG	Commune simple	Zone rurale métropole
33500	33710	SAMONAC	Commune simple	Zone rurale métropole
33132	33710	COMPS	Commune simple	Zone rurale métropole
33486	33710	SAINT-TROJAN	Commune simple	Zone rurale métropole
33035	33710	BAYON-SUR-GIRONDE	Commune simple	Zone rurale métropole
33238	33850	LEOGNAN	Commune simple	Zone rurale métropole
33343	33210	PUJOLS-SUR-CIRON	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33457	33210	SAINT-PARDON-DE-CONQUES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33060	33210	BOMMES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33106	33210	CASTETS-EN-DORTHE	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33504	33210	SAUTERNES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33357	33210	ROAILLAN	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33227	33210	LANGON	Sous-préfecture	Sous-préfect. et alentours
33164	33210	FARGUES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33465	33210	SAINT-PIERRE-DE-MONS	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33279	33210	MAZERES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33337	33210	PREIGNAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33533	33210	TOULENNE	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33050	33210	BIEUJAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33237	33210	LEOGEATS	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33432	33210	SAINT-LOUBERT	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33107	33210	CASTILLON-DE-CASTETS	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33130	33210	COIMERES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33055	33340	BLAIGNAN	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33348	33340	QUEYRAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours

33412	33340	SAINT-GERMAIN-D'ESTEUIL	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33038	33340	BEGADAN	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33338	33340	PRIGNAC-EN-MEDOC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33493	33340	SAINT-YZANS-DE-MEDOC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33309	33340	ORDONNAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33134	33340	COUQUEQUES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33383	33340	SAINT-CHRISTOLY-MEDOC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33128	33340	CIVRAC-EN-MEDOC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33240	33340	LESPARRE-MEDOC	Sous-préfecture	Sous-préfect. et alentours
33538	33340	VALEYRAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33177	33340	GAILLAN-EN-MEDOC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33325	33390	PLASSAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33161	33390	EYRANS	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33458	33390	SAINT-PAUL	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33100	33390	CARS	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33047	33390	BERSON	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33172	33390	FOURS	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33405	33390	SAINT-GENES-DE-BLAYE	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33441	33390	SAINT-MARTIN-LACAUSSE	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33477	33390	SAINT-SEURIN-DE-CURSAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33089	33390	CAMPUGNAN	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33101	33390	CARTELEGUE	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33006	33390	ANGLADE	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33370	33390	SAINT-ANDRONY	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33058	33390	BLAYE	Sous-préfecture	Sous-préfect. et alentours
33280	33390	MAZION	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33015	33500	ARVEYRES	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33243	33500	LIBOURNE	Sous-préfecture	Sous-préfect. et alentours
33052	33500	LES BILLAUX	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33302	33500	NEAC	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33222	33500	LALANDE-DE-POMEROL	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33328	33500	POMEROL	Commune simple	Sous-préfect. et alentours
33009	33120	ARCACHON	Sous-préfecture	Sous-préfect. et alentours





Un outil au service de la démocratie participative

La Vox Populi est un outil de restitution et d'analyse de la parole des citoyens qui recourt aux technologies les plus récentes de traitement automatique de la langue couplées à une analyse humaine. L'objectif est de proposer une analyse sémantique fiable, indépendante et objective des contributions citoyennes recueillies dans les dispositifs participatifs organisés tant au niveau local qu'au niveau national.

En effet, si la concertation publique est une pratique de plus en plus répandue qui fait souvent appel à la collecte de contributions nombreuses, l'analyse de ces contributions est encore peu outillée.

La Vox Populi est produite par l'expertise associée de deux entreprises :

- > **Inférences** : cabinet d'études expert en analyse sémantique, concepteur de la solution Opinion miner® d'analyse semi-automatique de grands volumes de données textuelles
- > **Epiceum** : agence conseil dédiée à la communication d'intérêt général, spécialisée dans l'accompagnement des politiques publiques et des grands projets, incluant notamment leurs périodes de concertation.



www.lavoxpop.fr



[@LaVoxPop](https://twitter.com/LaVoxPop)



contact@lavoxpop.fr
